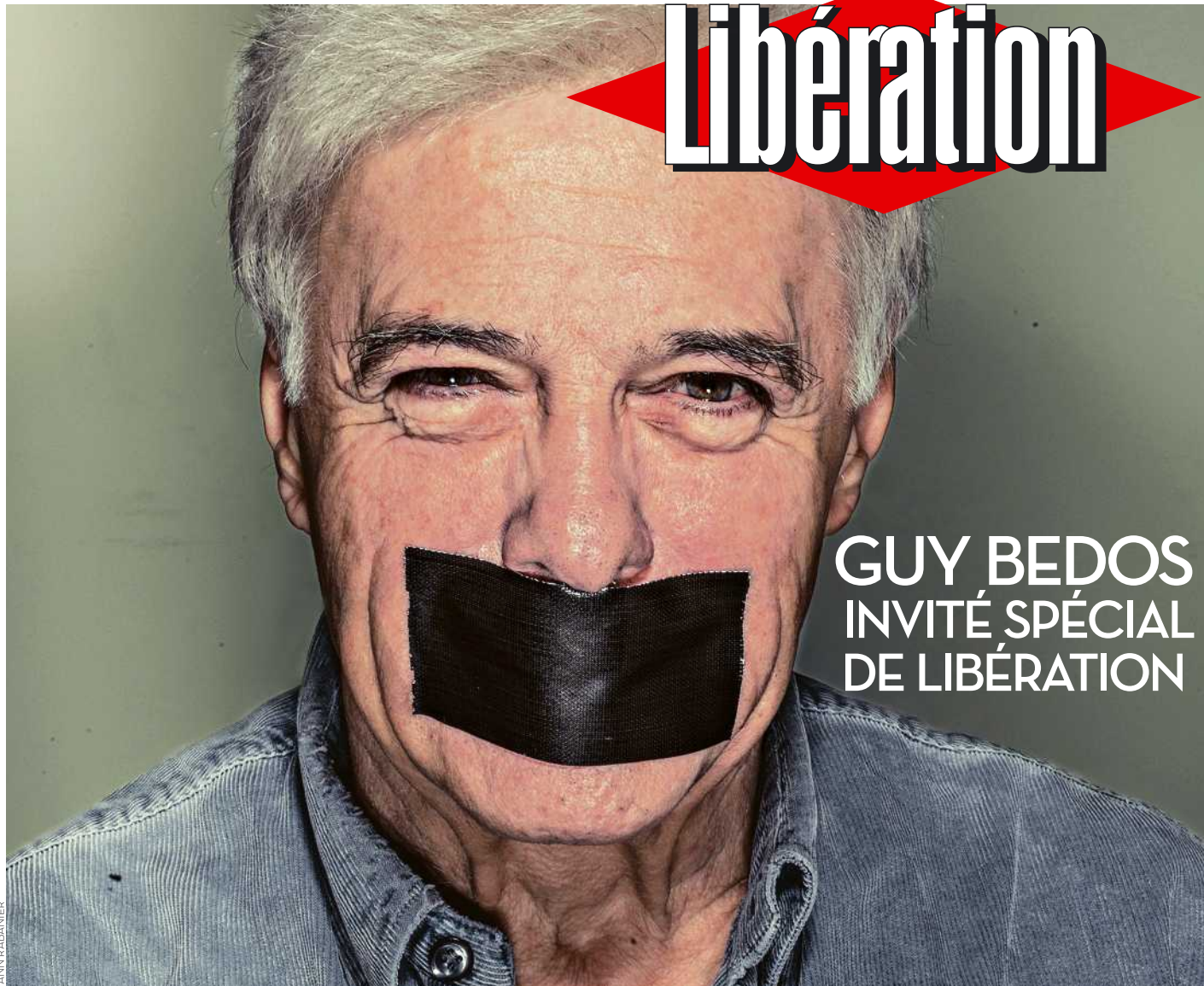


Libération



YANN RABANIER

**GUY BEDOS
INVITÉ SPÉCIAL
DE LIBÉRATION**

Violences conjugales

Double peine pour les étrangères

Non seulement, ces femmes, parfois mariées de force, sont victimes de leurs époux mais elles sont aussi menacées d'expulsion.

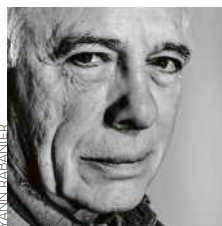
PAGES 2-4

Couleurs cadeaux

Un imper transparent, un sac en peau de crapaud, un vrai chimpanzé, du mascara à cheveux...

**SPÉCIAL NOËL,
CAHIER CENTRAL**





GUY BEDOS,
REVUE DE PRESSE
IN SITU

Depuis l'archéologique *Private Club*, à l'orée des années 60, jusqu'aux *Bonne fête Paulette*, *Carton rose* ou *Chagrin fiscal*, moult sketches fameux ont parsemé les one-man shows de Guy Bedos, humoriste virulent plutôt que vulgaire (cf son *Toutes des salopes*, qu'il serait déplacé de comparer à tel autre *Lâcher de salopes*). Cependant, sa «marque déposée» restera pour beaucoup la revue de presse: consignée sur des petites fiches rectangulaires qu'il consultait en arpentant la scène, une relecture très personnelle et, fatalement, sans cesse renouvelée de l'actualité, politique, bien sûr, mais aussi sociale, économique, culturelle, internationale. Lundi soir, cet exercice remis des centaines de fois sur le tapis appartiendra au passé: Guy Bedos, 79 ans, a choisi de dire stop (lire pages 26-27). Non sans juger utile de préciser: «La tête, les jambes fonctionnent très bien. Orgueil, coquetterie, je veux partir en beauté.» Esprit alerte aux coups de gueule (en engagements) salutaires, l'insubordonné va ainsi baisser le rideau sur *Rideau!* son ultime spectacle, dans trois jours à l'Olympia - après deux ans de tournée. Juste avant, à la fois hommage et clin d'œil, *Libération* lui a proposé une «vraie» revue de presse in situ, dans le cadre du comité de rédaction qui, chaque matin, donne le tempo journalistique. Pour (sou)rire. Mais pas que...

GILLES RENAULT

Nadia, Fatima et Souad. Deux Marocaines, une Algérienne. Elles ont épousé des Français, puis leur vie a tourné au cauchemar. Elles sont désormais menacées d'expulsion.

Immigrées, battues et sans droits

Par **ALICE GÉRAUD**

Envoyée spéciale dans le Gard
Dessin **ANNE-LISE BOUTIN**

La théorie et la pratique. Fin novembre, la préfecture du Gard organisait une journée sur les violences faites aux femmes et la nécessité de mieux prendre en compte la parole des victimes. Quelques jours plus tôt, la même préfecture avait signé des OQTF (obligation de quitter le territoire), c'est-à-dire un avis d'expulsion, à deux jeunes femmes... victimes de violences conjugales. Nadia, 27 ans, marocaine, et Souad, 23 ans, algérienne (1). Six mois plus tôt, c'était Fatima, une Marocaine de 47 ans, dans une situation similaire, qui recevait son OQTF de cette même préfecture. Toutes les trois avaient pourtant déposé des plaintes au commissariat contre leurs époux, des Français venus les épouser chez elles et les ayant ramenées ensuite en France, où elles ont vécu un calvaire. Plaintes classées sans suite malgré des dossiers édifiants sur la réalité des violences subies: certificats médicaux, photos de visages tuméfiés, attestations de témoins (voisins et travailleurs sociaux).

RUPTURE. Depuis 2012, le réseau RESF du Gard a présenté neuf dossiers de femmes étrangères battues à la préfecture. Neuf femmes arrivées en France via des mariages, parfois «forcés», et qui se sont retrouvées coincées, sans droits, face à des hommes violents. Six ont pu être finalement régularisées grâce à la pression des associations. Restent Nadia, Souad et Fatima. Denis Ollagnon, le secrétaire général de la préfecture du Gard, explique que, sans «ordonnance de protection» (mesure prise par les juges en cas de violences conjugales), l'obtention d'un titre de séjour est difficile. Malgré des instructions contraires du ministre de l'Intérieur et de la ministre des Droits des femmes (lire ci-

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

Les femmes battues et étrangères sont deux fois victimes.

L'ENJEU

Des attitudes nouvelles des parquets, police et gendarmerie peuvent-elles les aider à s'en sortir?

contre), qui ont multiplié les directives pour une meilleure prise en compte des femmes étrangères victimes de violences. Ollagnon insiste sur le fait que ces femmes sont en situation de rupture de vie commune, ce qui change leur droit au séjour (le renouvellement du titre de séjour d'un conjoint étranger étant conditionné à la communauté de vie). De fait, soit elles ont fui le domicile conjugal, soit leur mari a demandé le divorce sitôt la première plainte déposée. «C'est proprement hallucinant: pour bénéficier de leur droit au séjour, il faudrait que ces femmes continuent à vivre avec les conjoints contre lesquels elles ont porté plainte», explique Me Gaëlle Betrom, avocate de Nadia et Souad.

«Nous, les étrangères, on n'est pas vraiment considérées comme des victimes. A la préfecture, ils pensent qu'on ne veut que des papiers. Franchement, comment peut-on penser que j'ai voulu cette vie-là? J'étais bien chez moi.» La voix de Nadia dérape et se noie une nouvelle fois dans les larmes. Un flot continu de tristesse et de colère qui brouille son visage. Il y a quatre ans, lorsqu'elle s'est mariée, explique-t-elle, elle aurait aimé que les autorités françaises soient aussi suspicieuses qu'aujourd'hui, qu'elles s'interrogent sur l'union entre un monsieur de 73 ans, malade, et une fille de 23 ans. L'homme avait été recommandé

à ses parents par un couple de touristes français. Divorcé, il vivait seul depuis longtemps, avait de l'argent et cherchait «une jeune femme marocaine». Elle n'a pas eu son mot à dire. Au Maroc, la famille de Nadia a organisé une fête de mariage, pour faire comme si et pour faire taire «ceux qui parlaient» sur cette union.

Puis elle a rejoint son «mari» en France. Et l'horreur a commencé. Une maison dans un petit village isolé du Gard. Les coups. Les insultes. Les relations sexuelles non consenties. «J'étais là pour faire le ménage le jour et l'amour la nuit.» Elle raconte un homme alcoolique et raciste. «Il disait tout le temps que les Marocains sont des chiens, qu'on vit comme des cochons, je ne comprends toujours pas pourquoi il est venu me chercher.» En juin 2012, encouragée par des travailleuses sociales qu'elle voit aux cours de français obligatoires, elle ose aller porter plainte pour violences conjugales. Le lendemain de la plainte, l'époux demande le divorce. «Ils font toujours ça, ils savent que c'est mieux pour eux s'ils ont à l'origine de la rupture», décrypte Me Betrom. En juillet dernier, il décide. Officiellement, Nadia est veuve. Sans argent (il l'a déshéritée dès 2011). Et sans droits.

SOUFFRE-DOULEUR. Souad, elle, a déposé neuf mains courantes et quatre plaintes entre 2012 et 2013. Toutes classées. Dans son dossier, il y a pourtant des certificats médicaux, des attestations des pompiers, de sa concierge qui raconte les cris et les coups entendus... Son histoire est un peu différente. Le mari de Souad était un cousin vivant en France qui venait régulièrement l'été en Algérie. Lorsqu'ils se sont mariés, elle était «folle de lui». En France, elle pensait finir ses études (elle est titulaire d'une licence algérienne), travailler, fonder une famille. Mais, à son arrivée, elle est devenue la «boniche» de sa belle-mère et le souffre-douleur de son mari. Le décor n'est pas celui annoncé, le

Suite page 4

REPÈRES

UNE SITUATION PRÉCAIRE

Lorsqu'une plainte pour violences conjugales n'est pas suivie par le parquet et qu'aucune ordonnance de protection de la victime n'est prise, le renouvellement des titres de séjours des femmes étrangères est soumis à l'appréciation discrétionnaire des préfets.

«Quelle que soit sa situation, une personne doit pouvoir porter plainte pour violences sans craindre d'être arrêtée.»

Céline Roche juriste pour la Cimade, chargée de projet pour les étrangers victimes de violences en Ile-de-France

Dans un avis rendu en juillet, la Commission nationale consultative des droits de l'homme relevait que «le droit français ne parvient pas [...] à garantir aux femmes étrangères le droit à l'égalité entre les hommes et les femmes. [...] Parce que les femmes, peu au fait de leurs droits, ne saisissent pas les juridictions pour les faire reconnaître».





Malgré les circulaires, les pratiques des préfectures évoluent peu.

La double peine administrative

La Cimade, association d'aide aux migrants, a une expression pour désigner le sort des femmes étrangères victimes de violences conjugales : la «double violence». «Ces personnes subissent des violences morales et physiques auxquelles s'ajoute ensuite une violence administrative», explique Céline Roche, chargée de projet pour les étrangers victimes de violences à la Cimade Ile-de-France.

«Exigences illégales». Fin novembre, alors que la ministre des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, présentait son plan triennal de lutte contre les violences faites aux femmes, plusieurs associations s'étaient publiquement inquiétées de la particulière vulnérabilité des femmes étrangères, qui se retrouvent souvent prises au piège. En quittant leur conjoint ou en portant plainte contre lui, elles risquent en effet de ne plus pouvoir renouveler leur titre de séjour. D'autant plus qu'un certain nombre de conjoints n'hésitent pas à demander le divorce dès le dépôt de plainte, voire à aller signaler la rupture de vie commune en préfecture. Or, précise Céline Roche, «les préfectures ont souvent des exigences parfaitement illégales, par exemple que l'initiative de la rupture vienne de la femme [prouvant ainsi la légitimité de sa plainte, ndlr], et non du mari».

En règle générale, explique cette juriste, les préfectures n'aiment pas trop ces demandes de régularisation, qu'elles surnomment parfois «les cartes compassionnelles». Bien que victimes, les femmes sont souvent suspectées de vouloir obtenir des papiers à tout prix.

Pourtant, le gouvernement Ayrault a promulgué plusieurs textes renforçant la protection des femmes victi-

mes de violences, avec une attention particulière pour les étrangères. En novembre 2012, la circulaire Valls sur les conditions de régularisation des sans-papiers demandait très clairement aux préfets de «porter la plus grande attention aux dispositions relatives à l'admission au séjour [des] victimes de violences conjugales, qu'elles bénéficient ou non d'une ordonnance de protection».

Najat Vallaud-Belkacem a également multiplié les initiatives et engagements. Pour la lutte contre les mariages forcés. Pour un meilleur traitement des plaintes déposées. Dans le cadre du plan triennal de

ANALYSE

lutte contre les violences faites aux femmes, la ministre a demandé aux préfets de mettre en place «une réponse systématique et complète», c'est-à-dire un suivi judiciaire et une prise en charge sanitaire et sociale. Des dispositions sur les étrangères victimes de traite ont également été introduites dans la loi sur la prostitution votée récemment. D'autres sont prévues dans le projet de loi égalité femmes-hommes qui doit être examiné en janvier à l'Assemblée nationale. Encore faut-il qu'elles soient ensuite suivies d'effet sur le terrain.

Permanence. «Il y a une grande différence entre les discours politiques et la pratique dans les préfectures, et même entre les textes et leur application», déplore Céline Roche. Devant le nombre de victimes concernées, la Cimade avait mis en place en 2004 une permanence en Ile-de-France entièrement consacrée aux étrangères victimes de violences conjugales. Cela devrait être développé au niveau national. L'association conseille 1800 personnes par an et en accompagne 500 juridiquement.

A.Gé.

ÉDITORIAL
Par ÉRIC DECOUTY

Aveugle

Les chiffres sont dérisoires pour décrire l'abjection. Car si, parmi les milliers de femmes brutalisées par leur mari ou leur conjoint, plusieurs meurent chaque semaine en France, combien souffrent dans l'indifférence ou le silence ? Combien retirent leurs plaintes, renoncent aux poursuites sous la pression de leur bourreau ? Face à cette réalité, la mobilisation des associations nationales ou locales ne suffit pas.

La réaffirmation des grands principes n'est plus. Les victimes de ces barbaries quotidiennes méritent une considération que la police, la justice et l'administration leur refusent. Les mains courantes ne peuvent plus finir en masse aux oubliettes des commissariats et des gendarmeries sans avoir fait l'objet de vérifications, d'investigations.

Des dossiers ne peuvent être classés sans suite par les parquets après de simples auditions. Quant aux femmes étrangères, humiliées et battues – comme celles dont *Libération* publie aujourd'hui les sinistres histoires –, les préfets doivent traiter leurs témoignages avec la plus grande attention avant de décider le renvoi dans leur pays. Plutôt que d'ajouter la violence aveugle de l'administration à la violence des coups, préfets et procureurs doivent organiser la protection de ces femmes au statut fragile et doublement victimes. La volonté du gouvernement d'assurer une meilleure protection ne doit pas être un simple vœu pieux, mais être enfin suivie d'effets concrets.

DES MOYENS DOUBLÉS PAR LE GOUVERNEMENT

Avec son plan triennal (2014-2016) présenté en novembre par la ministre des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, le gouvernement entend doubler les moyens consacrés à la lutte contre les violences faites aux femmes. Doté de 66 millions d'euros, il ambitionne

de «ne laisser aucune violence déclarée sans réponse pénale, sanitaire et sociale». Il comprend notamment 1 650 nouvelles places d'hébergement d'urgence et le doublement des effectifs de travailleurs sociaux dans les commissariats et gendarmeries.

148

femmes sont mortes en France l'an dernier sous les coups de leur conjoint ou de leur ex-conjoint.

En moyenne, ces dernières années, 220 000 femmes par an ont été victimes de violences conjugales.

10%

seulement des victimes de violences conjugales déposeraient plainte, selon l'Insee.

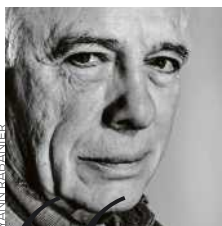
Suite de la page 2 mari ne travaille pas, il boit, il est violent. Après un énième épisode de violence, Souad est hébergée par une voisine. Elle pose sa première plainte. Lui demande le divorce. Ses parents en Algérie ne lui parlent plus depuis.

MENACE. Fatima, 47 ans, est la plus âgée et son dossier est plus compliqué. Son «mari» lui avait été présenté par un oncle vivant en France. Elle trouvait l'homme de 71 ans «gentil», il cherchait une femme, la famille a donné son accord et l'affaire s'est conclue comme ça. Quelques mois plus tard, elle le rejoignait chez lui, dans le sud de la France. «Dès l'arrivée, j'ai compris que ce n'était plus le même homme, il n'est pas venu me chercher au port à Marseille et m'a laissée me débrouiller alors que je ne parlais pas un mot de français.» L'homme est veuf. «Il voulait une femme pour tout faire.» Ménage, repas, sexe. Fatima n'a le droit de sortir que pour les courses. Elle ne doit pas ouvrir les rideaux. N'a pas le droit de s'asseoir sur les fauteuils, «juste sur les chaises». Il lui fait vivre un enfer. Des petites perversions, comme couper l'eau lorsqu'elle se fait un shampoing. Des relations sexuelles sous la contrainte et la menace. Puis, au bout d'un an et cinq mois, il la met dehors. Rupture de la vie commune. Et le même piège qui se reforme : Fatima est sans droits, après avoir tout quitté au Maroc.

Aujourd'hui, ces trois femmes ne veulent pas retourner dans leurs pays en «divorcées». «Chez nous, la vie est finie quand on est divorcée. Plus question de se marier et d'avoir une famille», raconte Souad. Malgré leur situation administrative, toutes trois ont réussi à trouver du boulot et un logement, plus ou moins précaires. «Je n'ai jamais rien touché de l'Etat français, précise Nadia. Je ne suis pas là pour profiter. Je veux juste qu'on me protège.»

(1) Tous les prénoms ont été changés.

GUY BEDOS



«J'ai vu ma mère se faire frapper par mon beau-père»

«Durant mon enfance, j'ai vu ma mère se faire frapper par mon beau-père. Elle se vengeait en me tapant, moi. Un jour, j'avais 12 ans, je suis allé chercher un couteau à viande que j'ai planté dans une porte, à défaut de le faire dans le gros ventre de mon beau-père. Je trouve ça dégueulasse que l'on frappe une femme. Moi, je n'aurais jamais pu le faire, à cause de la violence que j'ai connue. Plus tard, j'ai supporté qu'une femme, jalouse au-delà du raisonnable, me frappe plutôt que de répliquer.»



Nadia est logée avec ses enfants par l'association la Pose depuis qu'elle a quitté son conjoint. PHOTO AIMÉE THIRION

La ville a mis en place un dispositif qui implique avec succès divers acteurs.

Violences conjugales : Valenciennes mise sur une réponse coordonnée

Aider la femme battue, mais aussi l'homme qui frappe. Le dispositif valenciennois de lutte contre les violences conjugales tente de prévenir ainsi la récidive. Il vient de recevoir le prix prévention de la délinquance 2013, délivré par l'association d'élus locaux Forum français pour la sécurité urbaine.

Ici, dans l'arrondissement de Valenciennes, on se parle. Procureur de la République, policiers, gendarmes, travailleurs sociaux, psychologues, élus des communautés d'agglomération, tous dans le même bateau, celui de l'urgence sociale. Et les femmes sont en première ligne. C'est le constat posé par l'Association pour la justice, l'accueil et la réinsertion (Ajar), en charge du Savu, le service d'urgence d'aide aux victimes. En 2002, l'Ajar commence à intervenir, pour rassurer une vieille dame agressée ou écouter des parents endeuillés par un accident. Mais les professionnels s'aperçoivent vite que la moitié des personnes qu'ils accompagnent sont des femmes aux prises avec un compagnon violent. «Elles arrivent dans les postes de police pendant un pic de violence, quittent leur domicile sans effets personnels, avec les enfants, et il faut leur trouver un hébergement en urgence», raconte Laurent Capelle, le directeur de l'Ajar.

Angoisse. Avant 2006, elles finissaient dans une chambre d'un motel perdu dans une zone commerciale ou industrielle, en bordure d'autoroute. «C'était glauque», lâche Laurent Capelle. Et difficile à tenir longtemps, surtout avec des bébés, sans cuisine ni machine à laver. «Il y avait de nombreux retours au domicile, pas forcément souhaités, mais contraints par les circonstances», note-t-il. Le 115, par qui les femmes passaient également pour trouver un toit pour la nuit, établissait le même constat. Alors, tout le monde s'est mis autour de la

table, sous l'impulsion du procureur de l'époque, Vincent Lesclos. L'Ajar se charge du suivi psychologique. Le 115 coordonne les demandes d'hébergement. L'association la Pose, spécialisée dans l'hébergement d'urgence, accompagne les femmes dans leurs démarches – recherche d'un logement, sécurité sociale, RSA – et gère quatre appartements éparpillés dans le valenciennois. Elles sont une quarantaine à y passer chaque année, pour un maximum d'un mois. Les adresses sont tenues secrètes.

Un logement meublé parmi tant d'autres, avec les placards toujours pleins de conserves, de savon et de shampoing, des jouets dans la chambre des enfants et des lits toujours faits. Nadia (1) y vit en ce moment. Elle a craqué après une énième tentative de viol et est partie un matin voir l'assistante sociale, avec ses enfants. Qui l'a tout de suite dirigée vers le réseau. «Franchement, c'est trop bien. Parler avec la psychologue, ça m'a changée. J'ai pu lui dire toute la souffrance, tout ce que je cachais.» Elle s'est enfin décidée à porter plainte. Avec toujours l'angoisse au ventre. «Il raconte partout que je l'ai quitté pour d'autres hommes.» Nadia se sent salie, et va devoir se serrer la ceinture pour se remeubler.

La mobilisation est aussi judiciaire. «Nous ne banalisons pas la violence conjugale», insiste François Perain, l'actuel procureur. Ce qui veut dire procédure systématique dès que les faits sont signalés : un déferement sur trois concerne des conjoints violents. Policiers et gendarmes ont suivi des formations pour comprendre la psychologie des victimes. «Il est fréquent qu'elles disent "je retire ma plainte, j'ai dit n'importe quoi"»,



note Laurent Capelle. Car le conjoint promet de changer. Le cycle est bien connu des professionnels : «D'abord une phase de tension, puis d'explosion, avec des coups, des insultes. Ensuite, c'est la phase de la justification, "si je t'ai frappée, c'est de ta faute", puis celle

de la lune de miel, promesses et restaurant», résume Emeline Descarpentries, assistante sociale à la Pose. Ensuite, les cycles s'accroissent, il ne reste plus que les phases de tension et d'explosion.

«Dépendance». Beaucoup de victimes sont également séquestrées : «Cela commence par "chérie, tu m'attends pour sortir", puis cela devient "je prends ta clé, tu n'en as pas besoin"», raconte l'assistante sociale. Un monsieur fermait même le compteur électrique pendant ses absences, parce que soi-disant sa femme lui coûtait cher. Elle restait sans chauffage, sans lumière, sans télé, à tourner à rond. Mais, malgré les apparences, le schéma le plus courant n'est pas une relation bourreau-victime : «Ce sont plutôt des relations de dépendance, j'ai peur de perdre l'autre», note Sandra Mortier, la psychologue de l'Ajar, avec un manque de communication qui conduit à la violence.»

Des stages de conjugalité viennent d'être mis en place pour les auteurs des violences, ainsi que pour les victimes. Car, souvent, les couples poursuivent leur vie commune. Il faut l'accepter, disent les accompagnants, même s'il est parfois évident que la femme se met en danger. Laurent Capelle le souligne : «On ne peut jamais devenir le moi auxiliaire de quelqu'un.»

Envoyée spéciale à Valenciennes
STÉPHANIE MAURICE

(1) Le prénom a été modifié

**LE MEILLEUR
DE «LIBÉRATION»**

Libération
HORS-SÉRIE

2013
UNE ANNÉE DE BRAISES



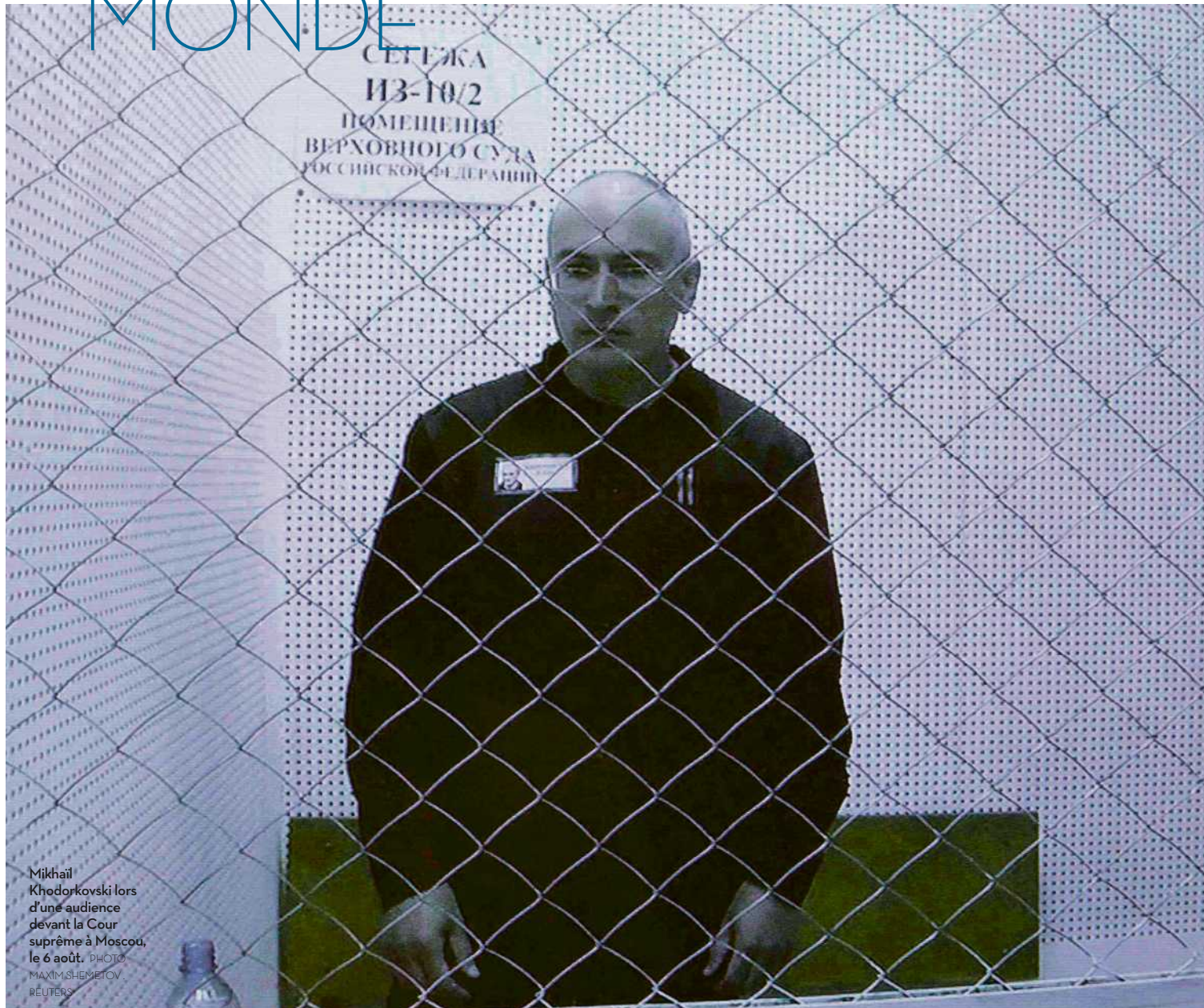
M 01210 - 1205H - F: 7,00 € - RD



HORS SÉRIE LIBÉRATION DÉCEMBRE 2013 FRANCE MÉTROPOLITAINE 7 € BEL/LUX 8 € - ALL/ESP/ITA/GR/PORT (Cont) 8 € - SUI 11 CHF DOM 520 8 € - CAN 11,50 \$ CAN

**Un concentré du quotidien,
pour une année
forte en événements**

EN KIOSQUE 7 €



Mikhail Khodorkovski lors d'une audience devant la Cour suprême à Moscou, le 6 août. PHOTO MAXIM SHEMETOV, REUTERS

En disant vouloir libérer l'oligarque, détenu depuis dix ans pour s'être opposé à lui, Poutine s'achète une image à quelques semaines des JO de Sotchi.

Khodorkovski gracié : l'opération séduction du Kremlin

Par **VERONIKA DORMAN**
Correspondante à Moscou

Comme souvent Vladimir Poutine a su ménager sa surprise. A l'issue d'une conférence de presse devant 1300 journalistes russes et étrangers qui a duré plus de quatre heures, le président russe a lâché devant quelques correspondants, au moment de quitter la salle, qu'il comptait gracier Mikhail Khodorkovski, l'ex-patron du géant pétrolier Ioukos. « *Tout récemment, il a écrit cette lettre et s'est adressé à moi pour me demander sa grâce, a déclaré Poutine. Le décret sera signé bientôt.* » Cette nouvelle sensationnelle a pris de court tout le monde, y compris les avocats du prisonnier le plus célèbre de Russie, qui ont refusé de confirmer l'information avant d'avoir vu leur client.

ÉTONNEMENT. Selon Poutine, Khodorkovski aurait invoqué la maladie de sa mère pour demander une libération anticipée. En l'absence d'une déclaration de l'intéressé, et face à l'étonnement de ses proches, il est difficile

de spéculer sur la démarche de Khodorkovski, qui a toujours refusé de déposer une demande de pardon, laquelle aurait été une reconnaissance de sa culpabilité. Par deux fois, la libération conditionnelle ne lui a pas été accordée, et une troisième affaire loukos est dans les tuyaux du parquet général.

Subitement, Poutine semble préoccupé par la destinée de celui qu'il a appelé respectueusement «*Mikhaïl Borissovitch*» alors qu'il qualifiait par le passé de «*voleur qui doit rester en prison*» cet oligarque qui avait osé le défier en finançant l'opposition et en le contredisant en public. Mais alors que la crise ukrainienne continue avec des milliers de manifestants clamant dans le centre de Kiev leur désir d'Europe face à un pouvoir prorusse corrompu (*lire ci-contre*) et à l'approche des Jeux olympiques de Sotchi, l'objectif est d'amadouer l'opinion internationale. L'acharnement à l'encontre de Khodorkovski est devenu le symbole d'une justice corrompue et instrumentalisée par le pouvoir.

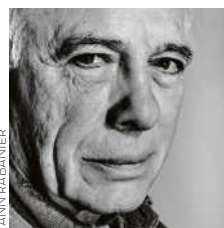
«OBSCURANTISTE». «*Avec son instinct d'animal politique, Poutine a compris que c'était maintenant ou jamais*», analyse Zoïa Svetova, journaliste et spécialiste des prisons, rappelant que «*le président russe tient vraiment à ses JO, et le refus de certains chefs d'Etat d'y assister est une affaire très sensible pour lui*». Plusieurs présidents, dont François Hollande et l'Allemand Joachim Gauck, ont effectivement fait savoir qu'ils ne se rendraient pas à Sotchi. Or, ces Jeux sont un projet qui tient à cœur à Vladimir Poutine et qui permettra, espère-t-il, de restaurer le prestige de la Russie. «*L'amnistie des punkettes de Pussy Riot et des militants de Greenpeace s'inscrit dans la même démarche*», poursuit Zoïa Svetova. Mercredi, la Douma a en effet voté une amnistie proposée par Poutine, pour le vingtième anniversaire de la Constitution, en vertu de laquelle plusieurs milliers de prisonniers vont sortir des prisons russes, dont Nadeïda Tolokonnikova et Maria Alekhina, ainsi que l'équipage de l'*Arctic Sunrise*.

Poutine aurait donc décidé de faire preuve de miséricorde, afin de calmer les critiques suscitées par ces incarcérations, mais aussi par la loi «*contre la propagande homosexuelle*» ou les pressions exercées par Moscou sur Kiev pour empêcher l'Ukraine de s'associer avec l'UE. Ou du moins est-ce une tentative de détourner l'attention. «*Mais il est très important de comprendre qu'il n'a pas agi sous la pression*, prévient Masha Lipman, du centre Carnegie. *Il a fait là une formidable démonstration de force: il a le pouvoir de châtier et de gracier à sa guise, quand il veut, sans aucun rapport avec la justice ou un Etat de droit.*»

Selon elle, le message est destiné aussi bien à la communauté internationale qu'à la Russie: «*A l'intérieur, la situation se dégrade, on assiste à un durcissement du discours politique, de plus en plus conservateur, voire obscurantiste. Le pouvoir serre les vis, produit à la chaîne des lois restrictives contre les libertés et les droits civiques. Et Poutine montre une fois de plus qu'il est le chef absolu, que ce qui devrait advenir par la loi ne dépend de son bon vouloir.*» Tout en servant un discours toujours plus

crispé à l'encontre d'un Occident coupable à ses yeux d'ingérence (en Syrie, en Ukraine, en Russie), qui plus est totalement décadent (bientôt tous les couples en Europe seront homosexuels, clame la propagande officielle), le pouvoir est parti en croisade pour redorer l'image de la Russie à l'étranger. A cet effet, la plus grande agence de presse publique, RIA Novosti, a été dissoute pour laisser la place à «*La Russie aujourd'hui*». Un organisme regroupant des journalistes «*véritablement patriotes*», dirigés par Dmitri Kissilev, connu pour sa loyauté indéfectible au pouvoir, mais aussi pour ses déclarations homophobes à l'antenne. ◆

GUY BEDOS



«J'ai choisi mon camp. Je suis contre Poutine. J'appuie tous ceux qui luttent contre son régime.»

REPÈRES

Ex-patron du florissant groupe pétrolier loukos et opposant déclaré, **Mikhaïl Khodorkovski** a été condamné en 2005 à huit ans de camp pour «*escroquerie et fraude fiscale*», une peine portée à quatorze ans à l'issue d'un deuxième procès en 2010 pour «*vol de pétrole et blanchiment*» de 23,5 milliards de dollars.

«Il est important non pas de critiquer les valeurs occidentales, mais de défendre notre population contre certaines pseudo-valeurs que nos concitoyens ont beaucoup de mal à accepter.»

Vladimir Poutine hier

Elisabeth Guigou, présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée:

«Poutine n'est pas toute la Russie»

Elisabeth Guigou, présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, analyse les enjeux pour l'UE de la crise ukrainienne et des relations avec la Russie.

Comment interprétez-vous l'annonce de Vladimir Poutine?

Je pense que ce geste est avant tout symbolique à quelques semaines des JO de Sotchi. C'est un signe d'apaisement à l'égard de ses propres contestations internes, mais aussi en direction de la communauté internationale. Il faut voir s'il sera suivi d'autres

signes. Je pense en particulier à la loi d'amnistie, votée par la Douma, qui devrait probablement concerner les membres des Pussy Riot ou de Greenpeace.

Concernant l'Ukraine, pourquoi les Vingt-Huit ont-ils tant de mal à trouver une vraie position commune?

La véritable raison est en fait l'absence d'une politique européenne vis-à-vis de la Russie. L'Union aurait dû se concerter davantage et engager le dialogue avec Moscou sur l'avenir de l'Ukraine. Il ne faut pas non plus oublier que la Russie est née à Kiev, et que les Russes ont donc une sensibilité particulière vis-à-vis de ce pays. Des maladroites ont été commises dans le passé, quand certains avaient évoqué la vocation de l'Ukraine à entrer dans l'Otan, ce qui ne pouvait que susciter l'ire de Moscou. Il en est de même quand on clame ou qu'on laisse entendre qu'un accord d'association, comme celui proposé à Kiev, donne automatiquement le droit à terme à adhérer à l'UE. Or, un accord d'association ne vaut jamais promesse d'intégration.

Au risque de décevoir les Ukrainiens?

La politique européenne ne peut être seulement fondée sur l'élargissement, si l'on veut une Union plus intégrée. L'élargissement était aussi évident qu'indispensable vis-à-vis des pays d'Europe centrale et orientale. Ils ne faisaient pas partie de l'URSS – à l'exception des pays Baltes, mais c'était un cas à part et Moscou, dès le début, avait accepté leur marche vers l'UE. Le cas de l'Ukraine est différent.

Les Polonais, comme les Suédois, n'ont-ils pas une autre vision des choses?

On peut le comprendre. Il y a leur situation géographique: les Polonais n'ont pas envie de rester une frontière extérieure de l'Union. Il nous faut donc discuter entre nous pour arriver à une position commune.

Notre intérêt en tant qu'Européens, mais aussi celui du peuple ukrainien, n'est pas de rallumer des tensions, voire une guerre froide avec la Russie.

Que peuvent faire les Européens?

Je déplore l'impasse actuelle. Les Ukrainiens ont raison de manifester leur volonté de se rapprocher de l'UE. Ils montrent clairement, notamment dans l'ouest du pays, vouloir plus de liberté, de démocratie, et moins de corruption. Nous devons soutenir ces aspirations qui sont au cœur des valeurs de l'UE. Nous devons aussi clairement faire comprendre à la Russie que les pressions sur Kiev, au travers notamment du prix du gaz, sont inacceptables. Mais en même temps, il nous faut ouvrir un dialogue avec la Russie pour relancer un partenariat stratégique. Il est nécessaire d'arriver à un compromis sur l'Ukraine comme sur ces autres ex-républiques soviétiques de la région. Elles doivent être un trait d'union et non une zone de confrontation entre la Russie et nous.

Les résultats du dialogue avec la Russie n'ont pas été probants ces dernières années, pourquoi cela changerait-il?

Tendre la main à la Russie ne signifie pas plier devant elle. Il ne s'agit pas de taire ce que ce régime peut avoir d'inacceptable et nous devons dire clairement que nous appuyons les revendications des manifestants de Kiev. Mais nous devons aussi, je crois, éviter de braquer inutilement la Russie. Si elle se sent mise en cause, ses positions seront toujours plus intransigeantes. Vladimir Poutine n'est pas toute la Russie et une attitude plus ouverte des Européens ne peut que renforcer, au sein même de ce pays, les forces qui se battent depuis des années pour plus de démocratie.

Recueilli par MARC SEMO

C'EST POUR VOUS

france culture

CULTURES MONDE

LE MAGAZINE SANS FRONTIÈRES

FLORIAN DELORME DU LUNDI AU VENDREDI / 11H-12H

AVEC LA PARTICIPATION CHAQUE VENDREDI D'UN JOURNALISTE DE LIBÉRATION

en partenariat avec

Libération

franceculture.fr



Extrait du film «Tel père, tel fils», de Kore-eda, qui aborde le thème des échanges d'enfants à la naissance et sort en salles mercredi en France. PHOTO DR

Au Japon, une vie à rembourser pour un échange de bébés

La justice a condamné un hôpital de Tokyo à verser 223 000 euros à un homme qui a vécu durant soixante ans dans une famille pauvre par erreur.

Par **ARNAUD VAULERIN**
Envoyé spécial à Tokyo

Il avait 59 ans quand il a fait connaissance avec son père et sa mère. C'était l'année dernière, par l'intermédiaire d'une photo. C'est le seul contact que ce fils a jamais eu avec ses parents, aujourd'hui décédés. L'enfant a été échangé à sa naissance, en mars 1953, dans la maternité de l'hôpital San-Ikukai, à Tokyo. Cet homme, que l'on appellera Takeshi Tanaka pour respecter son souhait d'anonymat, a vécu soixante ans au sein d'une famille pauvre qui n'était pas la sienne. Il a été privé d'une «existence aisée et a dû travailler dur» pour s'en sortir, raconte à Libération son avocat, Yoshiko Oshima, qui s'est battue ces derniers mois pour faire reconnaître ses souffrances par la justice japonaise. «Je voudrais revenir soixante ans en arrière», a confié Takeshi Tanaka à la chaîne NHK après avoir découvert son passé et obtenu réparation. Depuis un an, il a démarré une nouvelle vie aux côtés de ses trois

RÉCIT

vrais frères cadets avec lesquels il «partage du bon temps, des verres et des dîners en famille», poursuit son avocat. C'est d'ailleurs en famille que les quatre frères ont déposé plainte contre l'hôpital, lui demandant de payer 250 millions de yens (1,8 million d'euros) de dommages et intérêts. Ils viennent d'obtenir en partie satisfaction.

«DOULEUR». Fin novembre, un tribunal de Tokyo a ordonné à l'hôpital de verser à Takeshi Tanaka 223 000 euros. La justice a enjoint également l'établissement de s'acquitter d'une somme de

42 000 euros aux trois cadets. «Il est impossible d'évaluer l'ampleur de la douleur que les parents et l'homme ont dû endurer, car ils ont été privés de la possibilité de jouir de la relation parent-enfant pour toujours», indique le jugement. Bien qu'il ait abaissé le

Son «double» a bénéficié des meilleures écoles, a pu s'inscrire à l'université. Et a hérité d'une agence immobilière de son faux père.

montant des dommages à verser – «ce qui est la norme», assure Yoshiko Oshima –, le juge a exprimé sa «sympathie» à l'égard de

Tanaka pour «l'immense déception» qu'il a dû ressentir. Cet échange à la naissance «a causé [au plaignant] une grande détresse psychologique en le privant de la possibilité de suivre des études supérieures alors que sa famille d'origine était riche», a poursuivi le magistrat.

«Même s'il est satisfait que le juge ait clairement établi la responsabilité de l'hôpital, mon client est encore en colère, explique l'avocate Yoshiko Oshima. Il ne cherche pas à obtenir plus d'argent, mais voudrait que l'hôpital présente des excuses pour les souffrances

endurées pendant soixante ans.» Pour l'instant, l'hôpital s'y refuse. Et ce refus est une nouvelle épreuve pour celui qui, après la découverte de l'erreur, dit avoir «pleuré tous les jours pendant des mois sur la dureté de son existence».

Deux ans après sa naissance, son père d'adoption est mort. Sa fausse mère, qui l'a élevé dans un environnement «particulièrement dur», se souvient Takeshi Tanaka, a dû subvenir seule à l'éducation de trois enfants. Après le lycée, il a travaillé dans un atelier, puis a multiplié les petits boulots avant de suivre des cours du soir. Aujourd'hui, il est chauffeur de camion à Tokyo où il vit en célibataire et sans enfant.

DÉTECTIVE. Pendant ce temps, l'autre garçon échangé a bénéficié des meilleures écoles, a pu s'inscrire à l'université, tout comme les trois vrais frères de sa famille. Il a même hérité d'une agence immobilière de son faux père. Les deux faux jumeaux ne se sont jamais rencontrés. Takeshi Tanaka parle de son «double» comme d'une «victime» également : «Je ne le déteste pas.» Ce dernier n'a jamais cherché à établir un contact. A toutes les étapes judiciaires, il s'est fait représenter par un avocat. Il serait en froid avec sa famille d'accueil. Dès la naissance, sa fausse mère avait ressenti «un malaise et des doutes» sur ce bébé. «Quand le nouveau-né m'a été amené, il portait des habits différents de ceux que j'avais apportés», a-t-elle souvent raconté à son mari et aux trois frères cadets de Tanaka.

De son côté, ce dernier se souvient de sa mère lui disant, enfant : «Mais à qui ressembles-tu ?» Ce sont les trois frères biologiques de Tanaka qui vont lever les doutes. En 2009, ils procèdent à une première analyse ADN qui confirme les soupçons sur leur aîné. Une longue enquête de terrain démarre auprès de témoins, de fonctionnaires, de voisins. Ils louent les services d'un détective. Frappent à la porte de l'hôpital qui, à deux reprises, refuse d'ouvrir son registre des naissances. Ils en obtiennent le droit grâce à une injonction de la justice et découvrent qu'en 1953, deux garçons sont nés à treize minutes d'intervalle. Les trois frères et le détective retrouvent la trace de Takeshi Tanaka, dont l'identité est finalement validée par un test ADN en janvier 2012.

«Sincèrement, je n'aurais jamais pensé qu'une telle chose puisse arriver, a confié Tanaka. Je doutais que l'hôpital puisse faire une telle erreur.» Cette histoire pourrait aider à l'élimination d'autres d'échanges à la naissance. Car l'ampleur du phénomène ne serait pas négligeable selon plusieurs experts. «Jusqu'à présent, peu d'affaires arrivaient devant les tribunaux, faute de preuve, explique l'avocate Yoshiko Oshima. Mais le développement des tests ADN va évidemment multiplier les enquêtes.» D'autres Takeshi Tanaka devraient retrouver leur réelle identité et leurs parents. Peut-être, cette fois, avant leur mort. ◆

REPÈRES

AU CINÉMA, «TEL PÈRE, TEL FILS»

C'est une coïncidence mais le beau film de Hirokazu Kore-eda, prix du jury à Cannes cette année, traite du thème des échanges à la naissance au Japon, vingt-cinq ans après La vie est un long fleuve tranquille.

Deux familles très différentes découvrent que leurs fils de six ans ne sont pas leurs enfants. Elles s'engagent donc dans une très délicate découverte de l'autre. Le film sortira en France mercredi.

32

C'est le nombre de cas avérés d'échanges à la naissance rien qu'entre 1957 et 1971, selon la presse japonaise.

Centrafrique: l'Europe soutient la France, mais juste en paroles

CONFLIT François Hollande milite ce matin auprès de ses alliés pour la création d'un fonds destiné à financer des interventions communes.

N e pas trop attendre de ce sommet européen, pour ne surtout pas être obligé de constater un échec. Voilà dans quel état d'esprit François Hollande va aborder la séance de travail de ce matin consacrée à la situation internationale et donc à la Centrafrique. Il y prendra la parole pour faire le point sur la situation militaire et humanitaire. Et tenter de mobiliser les Européens.

Renfort. Hier, en arrivant à Bruxelles, le chef de l'Etat a annoncé la couleur: «Il y a des opérations qui sont menées aujourd'hui en Afrique, la France en a pris l'initiative avec les Nations unies, il est légitime que l'Europe vienne en soutien.» Depuis lundi, c'est chose faite. Le conseil des affaires étrangères de l'UE a

«salué l'intervention de la France», en Centrafrique. Concrètement, Hollande est venu chercher une avancée sonnante et trébuchante: la création d'un fonds communautaire qui participerait au financement d'opérations militaires européennes (lire aussi page 24).

«J'ai reçu beaucoup d'appui des gouvernements [...] et donc les financements doivent suivre également ces soutiens politiques», a déclaré hier le chef de l'Etat. En revanche, il n'est plus question pour Paris d'attendre des annonces de renfort de la part d'autres pays membres. «On souhaite d'abord une prise de conscience à l'échelle européenne et l'affirmation d'un volontarisme politique», dit-on au sein de la délégation française. Une façon diplomati-

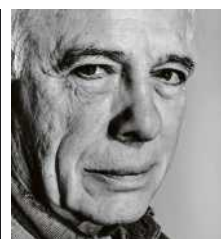
que de rétro pédaler. Mardi, Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères, avait déclaré devant l'Assemblée que «bientôt des troupes au sol apportées par nos collègues européens» seront «déployées» en Centrafrique. Puis le ministre des Affaires européennes, Thierry Repentin, avait évoqué l'arrivée possible de «soldats britanniques et allemands». Enfin, mercredi, la porte-parole du gouvernement, Najat Valaud-Belkacem, des «renforts belges et polonais».

Le gouvernement s'est manifestement emballé. A Bruxelles, on assure qu'il ne s'agit pour l'instant que de discuter de «soutien logistique». Et pas d'envoyer des troupes au sol. «De toutes les façons, il est peu probable qu'il y aura des annonces à l'issue du som-

met», confie une source diplomatique française.

Miracle. Même sur le volet financier, Paris n'attend guère de miracle. L'objectif était timide: obtenir du conseil l'autorisation d'étudier pendant six mois les modalités de la création d'un fonds européen. Paris espérait viser la fin du premier semestre 2014 pour être en mesure de prendre des «décisions». Hier, dans les coulisses du conseil, on parlait plutôt de début 2015. Mercredi soir, de passage à Paris, Angela Merkel n'a pas fermé la porte à cette idée de mutualisation financière. Elle a certes souligné l'importance de l'Afrique pour l'Europe, mais elle n'a pas dit un mot sur la Centrafrique.

Envoyé spécial à Bruxelles
GRÉGOIRE BISEAU

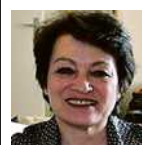


GUY BEDOS



Je me demande

ce que veut dire l'Europe. Dans ses opérations militaires à répétition, la France est bien seule.»



LES GENS

HALA KODMANI
PRIMÉE POUR SES
REPORTAGES EN SYRIE

La journaliste franco-syrienne indépendante Hala Kodmani, bien connue des lecteurs de *Libération* où elle écrit régulièrement, a reçu hier le prix 2013 de la presse diplomatique pour sa couverture des événements en Syrie. Elle est récompensée pour ses reportages, notamment à Raqqa, dans le nord-est du pays (*Libération* du 28 septembre). Ex-étudiante du Centre de formation des journalistes (CFJ), elle a fondé l'association française Souria Houria (Syrie Liberté), qui soutient la révolution syrienne.

PHOTO HALA KODMANI

#NuitsF4

francetélévisions

NUITS 4.0
PLUS NOIRE SERA LA NUIT
SPECIALE COURT METRAGE

4 CE SOIR
A 23H40



Gérard Collomb, le 23 novembre lors de l'inauguration de l'espace culturel Elsa-Triolet, dans le III^e arrondissement de Lyon.

Gérard Collomb fait le coq pour Lyon

Le président de la communauté urbaine et maire PS depuis 2001 est donné favori à sa propre succession. Fort de projets marquants, il agit tel un VRP de sa ville.

Par **CATHERINE COROLLER**
Correspondante à Lyon
Photo **SÉBASTIEN EROME.**
SIGNATURES

« **O**n va chercher les jobs loin, jusqu'aux Emirats arabes unis. » Dixit Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon et président du Grand Lyon - la communauté urbaine. En ce samedi 23 novembre, après avoir inauguré l'espace Elsa-Triolet qui abritera la MJC Montchat dans le III^e arrondissement de

la ville, il a invité à déjeuner des représentants des habitants. En lice pour un troisième mandat municipal, il se lancera dans la bataille en janvier. Mais face à ces relais d'influence locaux, il ne rate pas l'occasion de valoriser son bilan. Signalant l'air de rien que les Emirats arabes unis «viennent d'ouvrir une représentation à Lyon», car «ils veulent investir dans l'immobilier et les entreprises technologiques». Ou que Lyon va organiser cette année «une Fête des lumières au sultanat d'Oman» (1). «Nous y sommes persona grata», plaisante-t-il. A une autre occasion, il nous informe qu'il a été «le seul élu invité par le président d'une grande entreprise chinoise, rencontré en Chine, à déjeuner avec les patrons de trois grandes entreprises françaises et en présence du conseiller le plus important de Pierre Moscovici».

«COMMERCIAL». Gérard Collomb, VRP de Lyon et de sa communauté urbaine aux quatre coins du monde ? Guy Mathiolon, ancien président de la chambre de commerce et d'industrie du Rhône, a été plusieurs fois du voyage. «Je me souviens d'une mission à Dubaï où nous

avons noué les premiers contacts pour la création de la ligne aérienne Lyon-Dubaï, et aussi de missions au Japon, en Chine, en Israël, rappelle-t-il. Collomb se conduit comme un vrai commercial de Lyon. » Plus largement, cet ex-responsable consulaire estime que l'édile a su créer dans sa ville « un climat favorable aux affaires ». « Sa vision est très tournée vers le développement économique », observe-t-il. Résultat, ou pas, de cette action : le Rhône connaît un taux de chômage plus faible que la moyenne nationale et une activité économique en progression. « Dans la crise qu'on connaît, notre agglomération va plutôt bien, elle est même enviable », assure le maire de Lyon. A priori, Gérard Collomb a de bonnes chances d'être réélu en mars. Selon plusieurs instituts de sondage, les électeurs ne lui feraient pas payer les déboi-

«Collomb n'est pas du tout un bon manager. Au quotidien, il est invivable, insulte les gens en public. Le turnover dans ses équipes est impressionnant.»

Un patron qui côtoie le maire de Lyon

res de l'équipe Hollande. Un maire PS sortant, « s'il a un bon bilan et une bonne image, peut ne même pas sentir la vague » du vote-sanction, explique Emmanuel Rivière (TNS Sofres), en prenant l'exemple du maire de Lyon.

«CONNERIE». Prudent, l'édile ne perd pas une occasion de marquer sa différence avec le gouvernement. Sur le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales, sur le non-cumul des mandats ou sur le mariage pour les homosexuels, il a fait part de ses réticences, déclarant que « la priorité, c'est la lutte contre le chômage plutôt que les réformes sociétales ». Il s'en est aussi pris à la politique économique de Jean-Marc Ayrault, qualifiant par exemple la taxe à 75% de « connerie ». Et se fait le chantre de la flexibilité : « Si le principal défi est la modernisation de nos entreprises, je ne comprends pas pourquoi cette expression est toujours considérée comme un gros mot à gauche. » Collomb pointe aussi l'actuelle « façon hollandaise » d'exercer le pouvoir : en clair, la manière trop prudente de s'emparer des problèmes de compétitivité. Sa tactique à lui consiste à toujours « aller de l'avant », parce que « c'est dans le mouvement qu'on trouve l'équilibre ».

Vis-à-vis du chef de l'Etat et du gouvernement, le maire de Lyon se pose volontiers en (contre)modèle. Se vantant à tous les vents d'avoir créé un « modèle lyonnais » dont « la France devrait s'inspirer ». Sa martingale, celle qu'il utilise aussi bien pour attirer les entreprises que pour financer le logement ou les projets d'urbanisme, c'est l'investissement via des partenariats public-privé. A Lyon, « quand je mets un euro d'argent public, nous générons 6 euros d'argent privé », assure-t-il. Fort de ses bons résultats et constatant « la grande difficulté » dans laquelle se trouvent le Président et le gouvernement, Gérard Collomb a créé son think tank en juin. Baptisé « Des idées d'avance », il réunit des parlementaires et une vingtaine d'économistes, dont

Philippe Aghion, professeur à Harvard et membre de son comité de soutien pour les municipales. « On essaie de dire "voilà ce qu'il faut faire" et d'indiquer un chemin », explique Collomb. Qui assure que « malgré ses difficultés, le président de la République écoute, regarde et lit ce qui se dit et s'écrit ».

A la tête de Lyon et de la communauté urbaine, Collomb avance à marche forcée. « En six ans, il a réussi, avec de grands événements culturels comme la Biennale d'art contemporain ou le festival Lumière, à placer Lyon comme une métropole active qui a pris une vraie envergure et est sortie d'une tradition de modestie et de "hyponitide" sur le mode "on reste entre nous" », analyse Jean-Jack Queyranne, le président PS de la région. Mais l'édile de Lyon fonctionne souvent à la hussarde. Lorsqu'il a décidé que la commu-

nauté urbaine allait absorber les compétences du département pour devenir métropole européenne, il a mis les élus devant le fait accompli. « Quand j'ai développé ce projet, on a dit que c'était de la mégalomanie la plus pure », reconnaît-il. Mais il assume sa décision, expliquant que

« l'économie dans le monde d'aujourd'hui s'organise non plus à partir des Etats mais des métropoles ». Ses opposants politiques lui reprochent aussi son fonctionnement autocratique. « Le climat social n'a jamais été aussi mauvais à Lyon qu'en cette fin de mandat, accuse Michel Harvard, son challenger UMP aux municipales. Aujourd'hui, tout se décide au cabinet, Gérard Collomb ne travaille plus avec son administration mais lui impose ses décisions, ainsi qu'aux Lyonnais. » Un patron qui côtoie le maire de Lyon juge également qu'« il n'est pas du tout un bon manager. Au quotidien, il est invivable, insulte les gens en public. Le turnover dans ses équipes est impressionnant ».

«GIGANTISME». Critiqué, Collomb l'est aussi pour certains de ses choix en matière d'aménagement et d'urbanisme, tous dictés par la même obsession : faire de Lyon une ville phare au rayonnement planétaire. Ainsi, il explique son soutien inconditionnel au stade de l'Olympique lyonnais, projet en théorie privé de 405 millions d'euros, auquel les collectivités locales et l'Etat vont tout de même apporter entre 200 et 400 millions d'euros selon les estimations. « Gérard Collomb a une fascination pour le gigantisme, les grandes opérations immobilières. Il veut des tours toujours plus hautes, des centres commerciaux toujours plus gros,

écrit Philippe Meirieu, président du comité de soutien à la liste Europe Ecologie-les Verts aux municipales. Son modèle de développement renvoie plutôt aux fantasmes de Dubaï qu'à une ville à échelle humaine. »

Enfin, le maire de Lyon ne fait pas preuve de beaucoup d'humanité vis-à-vis des populations - Roms ou demandeurs d'asile - squattant des bâtiments ou terrains appartenant à la communauté urbaine, même si elles sont en situation régulière. Comme le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, en faveur duquel il a signé une tribune dans le *Journal du dimanche*, Collomb a adopté une position dure : l'expulsion systématique. « Il veut une ville propre », analyse

Emeline Baume, tête de liste EE-LV aux municipales. Pour cette prochaine échéance, les écolos partiront seuls au premier tour, alors qu'ils avaient fait liste commune avec le PS lors des trois derniers scrutins municipaux.

EUROMÉTROPOLE. Le Parti communiste, lui, est divisé. Les militants se sont prononcés à 52,9% pour une liste Front de gauche, contre 47,1% en faveur de la reconduction d'une alliance avec les socialistes. A priori, cela ne devrait pas empêcher le maire de Lyon d'être réélu.

Concernant sa présidence à la tête du Grand Lyon, en revanche, le résultat paraît moins acquis, certaines communes pouvant basculer à droite. Collomb se dit confiant mais, à 66 ans, sa nomination à la tête de la première euro-métropole française, qui pourrait être son bâton de maréchal, en dépend. Pour le reste, il laisse ouverte la question d'un quatrième mandat de maire en 2020. Et, à quelques mois d'un possible remaniement post-municipales, affirme ne pas rêver d'entrer au gouvernement. « Ministre, ça n'est pas du tout mon sujet, assure-t-il. Lyon me va bien. Je n'ai aucune autre ambition. »

(i) La Fête des lumières a lieu chaque année à Lyon pendant quatre nuits début décembre. La ville confie à des artistes la réalisation de spectacles de lumières. Et le 8 décembre, les Lyonnais posent des luminaires sur leurs fenêtres.

REPÈRES

GÉRARD COLLOMB

20 juin 1947 Né à Chalon-sur-Saône.
1970 Professeur agrégé de lettres classiques.
1981 Député PS du Rhône.
1995 Maire du IX^e arrondissement de Lyon.
1999 Sénateur PS du Rhône (réélu depuis).
2001 Maire de Lyon (réélu en 2008).
2011 Soutien de Dominique Strauss-Kahn, il rallie la candidature de François Hollande à la primaire socialiste.

La maire du 1^{er} arrondissement de Lyon, Nathalie Perrin-Gilbert, a été mise en garde à vue, pendant dix heures hier, pour des faits de « complicité de violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique » et d'« incitation à la rébellion ».

Mardi soir, l'élue - alliée au Front de gauche pour les municipales après s'être mise en congé du PS - avait participé à une opération d'occupation de l'ex-collège François-Truffaut, demandant sa réquisition pour des relogements d'urgence. La police était intervenue. Mercredi, Gérard Collomb a jugé « complètement irresponsable qu'on appelle à l'occupation de locaux publics », déplorant que la « sensibilité » des habitants soit « instrumentalisée par des élus ».

VAINCRE la mucoviscidose



La mucoviscidose est une maladie invisible. D'origine génétique, elle détruit progressivement les poumons et le système digestif. Elle entrave la vie des enfants et des adultes.

REJOIGNEZ LE COMBAT,
FAITES UN DON
vaincrelamuco.org

VAINCRE LA MUCOVISCIDOSE

écrit : Cécile Bouchet - photo : Marc Chabert



BAC Nord: six policiers sanctionnés

Ils comparaissaient à Marseille devant leurs pairs pour «vol, racket et détention de drogue».

Par PATRICIA TOURANCHEAU

Avant d'être renvoyés devant le tribunal correctionnel pour vols, racket et détention de shit, six «ripoux» supposés de la BAC Nord de Marseille ont été sanctionnés cette semaine par le conseil de discipline qui a proposé trois révocations, deux suspensions et une rétrogradation. Les deux syndicats Alliance et Unité SGP Police FO qui les soutiennent mordicus depuis leur chute ont boycotté la séance, parce qu'ils exigeaient le report de ces comparutions après le jugement.

Le ministère de l'Intérieur en a décidé autrement. Ces policiers âgés de 34 à 52 ans ont donc dû répondre de manquements à leurs obligations de probité, de dignité et d'exemplarité. Sur les seize «baqueux» mis en examen en octobre 2012 pour «vols et extorsions de fonds» commis «en bande organisée», «acquisition, détention et transport non autorisé de stupéfiants», ces six gardiens et brigadiers sont soupçonnés des faits les plus graves, aux dépens de dealers, et ont été emprisonnés durant plus de dix semaines. Ils ont été autorisés par la justice à reprendre le travail, mais pas en BAC ni en civil, et en dehors des Bouches-du-Rhône.

COMBINES. Les syndicats y voient la preuve que ces gars-là ne sont pas de si mauvais flics, et que ces entorses à la loi ou ce «flirt avec les lignes» s'opéraient uniquement pour obtenir de bons résultats. A en croire Alliance, qui ne craint pas la démesure, la BAC Nord, qui a été dissoute par Manuel Valls, avec 4 000 interpellations par an, était même «la meilleure BAC de France». Les supporters des suspects incendient les propos du procureur de Marseille, Jacques Dal-est, qui, sitôt l'explosion du scandale, dénonçait «un service gangrené», des «écoutes accablantes», «un système organisé» où «certains se payaient sur la bête». Ils rétrogradent ces accusations à de petits arrangements, «de la récupération de cannabis» dans les sacs de dealers, pour payer les indices. Quant aux conversations



A Marseille, lors de la visite d'un commissariat par Manuel Valls, en 2012.
PHOTO PATRICK GHERDOUSI.

tenues dans les véhicules sonorisés, sur des partages d'argent et de bracelets, des confiscations de drogue, et des combines pour «blanchir» de l'argent, ce ne sont que des «galé-

«Le poulpe» a reconnu avoir pris, dans un moment d'égarement, 540 euros dans une sacoche jetée par un dealer.

jades» sans intérêt lancées par des flics en patrouille...

Joël Dutto, élu communiste des quartiers Nord de Marseille et père d'un policier suspect, a décidé lors d'une conférence de presse le 11 décembre, de ne «pas laisser salir l'honneur de [son] fils», suspecté de vols au cours d'une perquisition illégale – une «mexicaine» – et d'avoir caché dans le jardin une vingtaine de morceaux de shit dans une sacoche. Le pater-
nel a démonté les hypothèses

«d'usage personnel» et de «trafic» : «La seule réalité objective réside dans les quelques barrettes de cannabis que mon fils détenait. Certes, cela n'est pas légal, mais il a toujours indiqué que c'était pour rémunérer, le cas échéant, un de ses informateurs.»

Le conseil de discipline n'a pas lu la procédure avec le même regard, et réclame la révocation de ce gardien de la paix de 35 ans pour sa participation à la «mexicaine» et sa «récupération» de vingt barrettes de shit. La même sanction a été votée contre un sous-brigadier de 48 ans alias «le poulpe» qui a reconnu avoir pris, dans un moment d'égarement, 540 euros dans

une sacoche jetée par un dealer, sans compter quatre barrettes de shit découvertes dans son vestiaire. Un brigadier-chef de 52 ans, dit «cheveux longs», a également été révoqué de la police pour avoir remis à des voisins, du cannabis trouvé en perquisition.

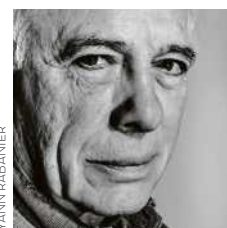
PACOTILLE. Le surnommé «Grand Seb», brigadier de 36 ans, présenté par l'enquête de l'IGPN (police des polices) comme l'un des «leaders des pratiques crapuleuses» s'en tire à meilleur compte, et perd juste son grade pour redevenir gardien de la paix. «Grand Seb» a pu prouver que les billets qu'il cherchait à blanchir ne provenaient pas du trafic de stupéfiants mais

de 20 000 euros de dessous de table lors de la vente d'une maison. Le conseil de discipline trouve que, vu son aura, des «manquements graves» perpétrés à la BAC Nord n'ont «pu se produire qu'à son instigation ou avec son aval».

Deux autres «baqueux» sont sanctionnés par une suspension de neuf mois ferme pour le brigadier-chef «Petit Jean», âgé de 42 ans, qui recelait dans son casier des bijoux de pacotille, deux bouts de shit et une sacoche de dealer vide, et d'un an ferme pour un gardien de la paix de 34 ans ayant récupéré de l'herbe et participé à une «mexicaine». La décision finale revient au ministère de l'Intérieur à Paris qui devrait valider ces sanctions pondérées. ♦

GUY BEDOS

«A chaque fois que la police a des emmerdes en France, je suis content. S'il y a des preuves de ce qu'ils [les ripoux présumés de la BAC Nord de Marseille, ndlr] ont fait, je ne vois pas pourquoi on serait plus indulgents avec eux.»



YANN RABANIER

16

ex-policiers de la BAC Nord de Marseille sont mis en examen pour vols, extorsions de fonds et détention de stupéfiants.

REPÈRES

Trente policiers mis en cause dans l'affaire de la BAC Nord de Marseille ont été sanctionnés sur un plan administratif, par de simples blâmes pour la plupart d'entre eux, douze suspensions allant jusqu'à un an ferme, une rétrogradation ainsi que trois révocations.



BONNE NOUVELLE UN SONDAGE MONTRE UNE FORTE VOLONTÉ D'ALLER VOTER

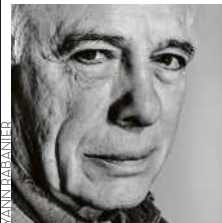
Une forte participation l'an prochain ?

Entre un maire et ses administrés, c'est du sérieux : 86% des Français disent avoir l'intention de voter aux prochaines municipales, selon une étude LH2 pour le *Nouvel Observateur* publié hier. Sept électeurs sur dix déclarent même qu'ils ont l'intention « certaine » d'aller voter les 23 et 30 mars. En 2008, lors des dernières municipales, la participa-

tion s'était élevée à 67%. Plus étonnant, le sondage LH2 montre que 81% des Français prévoient de se rendre aux urnes lors des européennes, fin mai, alors que ce scrutin est rituellement marqué par des records d'abstention. En 2009, la participation n'avait pas dépassé 40,6%. LH2 note qu'il s'agit là d'un « intérêt déclaratif » qui devra « se confirmer au cours des

prochains mois ». Avant la fin de l'année, LH2 a aussi classé les ministres par ordre de « satisfaction » : Manuel Valls arrive largement en tête (38%) devant Christiane Taubira (14%). Jean-Yves Le Drian et Laurent Fabius se partagent la troisième marche du podium (8%), devant Arnaud Montebourg, Najat Vallaud-Belkacem et Vincent Peillon.

GUY BEDOS



« Mon copain Edouard Martin... »

« Edouard Martin aurait pu faire l'économie de rejoindre le Parti socialiste [l'ex-leader de la CFDT du site ArcelorMittal Florange a accepté d'être tête de liste du PS dans la région Grand-Est aux prochaines européennes, ndlr]. J'ai suivi tout le feuilleton de Florange et franchement, dans cette affaire, ni Hollande ni Ayrault n'ont tenu leurs promesses. Je n'ai pas de sympathie particulière pour Monsieur Montebourg, mais dans cette histoire c'est bien le seul qui a été correct même si au finale, c'est hélas Monsieur Mittal qui a eu le dernier mot. « Mon copain Edouard Martin, il était chômeur et je sentais qu'il avait envie d'entrer en politique. Il a compris qu'il accrochait à la télé, qu'il avait cette présence qui manque à

beaucoup des politiques qui nous gouvernent ces temps-ci. Mais je pense qu'Aurélié Filippetti [ministre de la Culture et députée de Moselle, ndlr] n'est pas étrangère à sa conversion du syndicalisme à la politique. Ce que je trouve triste, c'est qu'il fait ce choix alors que la plupart de ses petits camarades de Florange ne l'approuvent pas. Moi, grâce à Stéphane Hessel que j'ai fréquenté assidûment à la fin de sa vie, j'appartiens au collectif Roosevelt de Pierre Larouturou. Je m'attendais plus à ce qu'Edouard Martin – que j'avais réussi à draguer pour qu'il nous rejoigne – continue l'aventure avec nous sous les couleurs de Nouvelle Donne. Même si je suis réservé sur le fait que nous présentions des listes. »



Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation à Toulouse, en août. PHOTO CHRISTIAN BELLAVIA.

4 341 nouveaux postes d'enseignants à la rentrée 2014

ÉDUCATION Une partie des emplois créés répondra à la hausse du nombre d'élèves, le reste concernera les zones défavorisées.

Après les vagues de suppressions de l'ère Sarkozy, l'Éducation nationale est le ministère privilégié de la présidence Hollande. Alors que la plupart sont appelés à faire des économies, 4 341 postes d'enseignants vont être créés dans le primaire et le secondaire publics à la rentrée 2014. Une partie de ces créations répond à la hausse du nombre d'élèves. Le reste ira à des dispositifs destinés aux élèves défavorisés.

Priorité. Quelque 2 355 postes sont réservés au primaire, la priorité de la « refondation de l'école » engagée par Vincent Peillon. Selon le ministère, la moitié sera absorbée

par la hausse démographique, 38 000 écoliers supplémentaires étant attendus. L'autre moitié sera réservée à des dispositifs comme le « plus de maîtres que de classes » (des enseignants surnuméraires dans les écoles sensibles), à des postes de Rased (les réseaux d'aide aux élèves en difficulté) ou encore aux mesures sur l'éducation prioritaire que le ministre devrait annoncer en janvier dans le cadre de la réforme des zones d'éducation prioritaire (ZEP). La répartition des postes entre les académies tiendra compte de leurs particularités sociales, a souligné le ministère. Après la dernière

étude Pisa de l'OCDE, Vincent Peillon a rappelé qu'il avait mis la lutte contre les inégalités au cœur de la « refondation ». Aucune académie ne devrait perdre de moyens. Les plus grandes – comme Versailles, Créteil et Lyon – se taillent la part du lion. Avec 380 postes en plus, celle de Créteil, qui a souffert ces dernières années d'une pénurie de remplaçants, est la mieux servie.

Difficultés. Dans le secondaire, les 1 986 postes d'enseignants vont d'abord servir à accueillir les 30 000 élèves supplémentaires à la suite du baby-boom du début des années 2000. Ils seront aussi utilisés pour les futures me-

sures sur l'éducation prioritaire, et pour les nouveaux profs formateurs. Quatre académies qui perdent des élèves connaîtront une diminution du nombre d'enseignants – de Metz-Nancy, de Reims, de la Guadeloupe et de la Martinique. Considérée comme celle qui cumule le plus de difficultés, Créteil, qui connaît une forte poussée démographique, récupère le plus de postes. Quelque 259 emplois de vie scolaire vont être créés – conseillers principaux d'éducation (CPE), médecins, infirmiers... –, ainsi que 350 postes pour accompagner les élèves handicapés.

V.S. (avec AFP)

« Colis de Noël d'un géant de l'agroalimentaire aux députés, pour nous aider à légiférer ? »

Catherine Lemorton députée PS et présidente de la commission des affaires sociales, ironisant hier sur Twitter en posant à côté de paquets de biscuits et tablettes de chocolat envoyés par le groupe Mondelez



LES GENS

THIERRY PECH PREND LA TÊTE DU THINK TANK TERRA NOVA

Terra Nova s'est trouvée une nouvelle tête. Jusqu'ici directeur de la rédaction du mensuel *Alternatives économiques*, Thierry Pech doit être désigné aujourd'hui directeur général du think tank « progressiste », fondé en 2008 par Olivier Ferrand – brutalement disparu en juin 2012. Une structure originellement proche du PS, à la production plutôt moribonde depuis le retour de la gauche au pouvoir. Membre-fondateur de Terra Nova, Thierry Pech, normand de 45 ans, a notamment été secrétaire général de la République des idées – le cercle de réflexion constitué autour de Pierre Rosanvallon – et il a dirigé les éditions du Seuil (2008-2009). Il succède à Juliette Méadel, secrétaire nationale du PS, qui avait démissionné – ou été démissionnée, les versions divergent – fin octobre, après seulement quelques mois à son poste. Président de Terra Nova, l'ex-patron de la CFDT, François Chérèque, retrouve à ses côtés un homme qu'il connaît bien, puisque Thierry Pech a aussi été conseiller de la CFDT. A lui de redonner au think tank l'impulsion intellectuelle dont il a cruellement besoin pour redevenir audible dans le débat public. J.B.-P. PHOTO DR

DÉCRYPTAGEPar **LAURE BRETTON**

Mères voilées en sorties scolaires: le Conseil d'Etat y serait défavorable

Dans une majorité échaudée par les questions d'intégration, le sujet est potentiellement explosif. Saisi pour avis par le Défenseur des droits, Dominique Baudis, le Conseil d'Etat planchait hier soir sur la circulaire Chatel interdisant aux mères voilées d'accompagner les sorties scolaires.

De quoi parle-t-on ?

De quelques lignes dans la circulaire de rentrée signée en 2012 par Luc Chatel, le prédécesseur de Vincent Peillon à l'Education nationale. Elle recommande, entre autres, aux chefs d'établissement «d'empêcher que les parents d'élèves ou tout autre intervenant manifestent, par leur tenue ou leurs propos, leurs convictions religieuses, politiques ou philosophiques lorsqu'ils accompagnent les élèves lors des sorties et voyages scolaires».

Que demande le Défenseur des droits ?

Pour clarifier la «règle du jeu», Dominique Baudis a saisi le Conseil d'Etat en septembre afin qu'il clarifie le statut des «collaborateurs bénévoles ou

occasionnels du service public». Il s'agit de savoir si les mères accompagnant des sorties scolaires doivent être considérées comme des auxiliaires du service public et, à ce titre, interdites de voile en vertu de la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux à l'école. Dans les faits, cette circulaire n'est quasiment jamais respectée. Selon une source gouvernementale, le Conseil d'Etat, très divisé sur la question, s'apprête à rendre un avis défavorable.

Que peut faire le gouvernement dans ce cas ?

Adeptes du pragmatisme, Vincent Peillon n'a pas touché à la circulaire à son arrivée. Pas de vague sur ces questions inflammables, c'est le mot d'ordre ministériel face à des laïcards et défenseurs des valeurs musulmanes qui l'attendent l'arme au pied. «Si le droit évolue, nous verrons», a-t-il éludé mardi. «C'est du droit mou, revenir sur les éléments qui posent problème dans la circulaire est techniquement facile», explique un conseiller ministériel. Politiquement, c'est moins sûr. ➤

5000

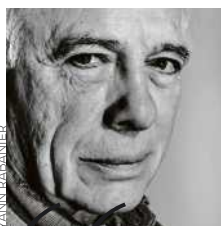
C'est l'amende à laquelle le président d'honneur du FN, Jean-Marie Le Pen, a été condamné hier pour ses propos sur les Roms qui, dit-il, «comme les oiseaux», volent «naturellement». Le tribunal correctionnel de Paris l'a déclaré coupable d'injure publique envers un groupe de personnes en raison de son appartenance à une ethnie. Le parquet avait requis deux mois de prison avec sursis.

L'HISTOIRE

LA CITÉ DU CINÉMA DE LUC BESSON DANS LE VISEUR DE LA JUSTICE

Le parquet de Paris a diligenté cette semaine une enquête sur les conditions de financement de la Cité du cinéma de Luc Besson, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), inaugurée l'an passé et qui a la prétention de devenir un «Hollywood à la française». Cette enquête préliminaire fait suite à une note confidentielle de la Cour des comptes, révélée par le *Parisien* mi-novembre, et qui pointait un potentiel délit de détournement de fonds publics et de recel de ce délit. L'Elysée, et notamment Claude Guéant, aurait permis à la société de Luc Besson, Europacorp, d'obtenir les prêts nécessaires au financement de son projet. En novembre, Europacorp s'était indignée de «cette mise en cause induite» de la Cour des comptes et relevait n'avoir «été interrogée par personne». Elle avait déploré que «cette magnifique réalisation soit prise en otage pour des règlements de compte politiques».

GUY BEDOS



Un jeune des cités, c'est les menottes tout de suite

«Quand les deux gosses de Clichy-sous-Bois sont morts électrocutés en 2005, je suis allé là-bas avec Claude Dilain, le maire de l'époque, qui m'a guidé dans la ville. Quand remettra-t-on en question l'architecture de ces cités dites ultrasensibles ? L'urbanisme a une responsabilité dans ce qui s'y passe. Claude Dilain m'a raconté comment des propriétaires proposaient à des familles de baisser leur loyer à condition d'accepter d'autres locataires. Ils se retrouvaient à douze dans 60 m². Comment voulez-vous qu'un gosse, qui ne peut plus faire ses devoirs dans ses conditions, ne déconne pas à un moment ? [...] En matière de police-justice, je suis choqué par la façon dont on traite différemment les «petits» et les «grands». Quand, il s'agit d'un jeune des cités, c'est les menottes tout de suite. Par contre quand c'est Messieurs Guéant et Gaudin qui viennent d'être placés en garde à vue, je trouve sidérant que les procédures durent aussi longtemps. Ça s'éternise et on continue à penser que M. Sarkozy pourrait revenir. Si j'étais lui, j'aurais envie de mourir plutôt que de me présenter à des élections, tellement ça pue ses histoires.»



Front national
L'interdiction d'un essai sur le FN pour atteinte à la vie privée partiellement confirmée.

Le meublé fait surtout le bonheur du bailleur

LOGEMENT Une étude souligne les conditions souvent limitées de ces offres de location.



Les deux tiers des locataires en meublé le font par contrainte. PHOTO BOBSAIRPORT.PLAINDICTURE

«Paris XVIII^e. Métro Marx-Dormoy. 2 pièces lumineux [...]. 40 m² meublé [...]. Au 5^e étage sans ascenseur [...]. 1200 euros par mois charges comprises.» Ou encore : «Paris XV^e. Studio meublé au 5^e étage par escalier [...]. Clair et calme. 875 euros charges comprises.» Les annonces proposant des locations de meublés foisonnent sur les sites web et les journaux spécialisés, à l'exemple de ces deux logements piochés au hasard hier sur le site de Particulier à particulier.

Réforme. Dans la capitale, ce phénomène est en plein développement, comme le constate l'Adil-75 (agence départementale d'information logement) qui renseigne les Parisiens sur les questions relatives à l'habitat et leurs droits. «En 2013, sur l'ensemble des consultations [...] sur le thème locatif, 11% traitaient de la location meublée», constate l'Adil, dans une étude publiée hier. Le phénomène n'est pas anecdotique puisqu'il concerne plus d'un locataire sur dix, et il ne cesse de se répandre. Avec, à la clé, des abus et des violations de loi. Pour l'Adil, une réforme et de nouvelles règles sont nécessaires pour mieux encadrer la location meublée. Elle touche surtout les petits logements : les studios ou deux-pièces. «La surface moyenne constatée est de 30 m²», indique l'étude. Le meublé (que l'on conçoit a priori plutôt comme une so-

lution d'hébergement provisoire) fait souvent office de résidence principale, pour des étudiants (13,4%) ou des stagiaires (9,3%), mais aussi pour des personnes plus âgées qui sont déjà dans la vie active : 57,3% sont des salariés, 14,1% sans emploi.

«Viens chez moi j'habite un meublé» n'est pas vraiment un choix de vie : 67,3% des locataires interrogés ont opté pour ce type de location en

Le phénomène n'est pas anecdotique puisqu'il concerne plus d'un locataire sur dix.

raison de «difficultés à trouver un autre type de logement». Mais une fois dans les lieux, ils sont souvent contraints «de rester dans [le] meublé sur une durée plus longue que la durée initialement souhaitée» faute de trouver autre chose.

Côté bailleurs, 45% affirment opter pour la location meublée pour éviter de s'engager dans un bail de trois ans exigé pour les locations vides, 29% parce qu'ils peuvent donner congé au locataire plus facilement, 16% pour la fiscalité avantageuse de ce type de location, et 10% car ils peuvent fixer plus librement le loyer. De fait, les prix affichés sont souvent prohibitifs. «Actuellement, en l'absence de tout encadrement, le loyer moyen pratiqué est de 750 euros pour une surface d'environ 20 m²», dit l'Adil.

En dépit de ces tarifs, le service n'est pas toujours au rendez-vous. Au contraire. Au motif que c'est meublé, certains bailleurs font n'importe quoi : mobilier vétuste ou insuffisant pour la vie courante (absence de lit, de table...), ou encore mise sur le marché de logements insalubres au motif que le meublé échapperait au décret sur l'habitat décent. Et aussi hausses de loyer à la hussarde, alors que le

«bailleur doit respecter un délai de trois mois avant le terme du bail pour proposer un loyer plus élevé ou adresser un congé», indique l'étude. Des propriétaires peu scrupuleux demandent le paiement en une seule fois des loyers pour toute la durée de la location. **«Dériver».** Mais les tricheurs prennent des risques. Le locataire peut engager une action judiciaire et obtenir notamment une requalification du meublé en bail normal. «Par sa souplesse, [le meublé] répond d'un côté à une demande réelle, mais de l'autre favorise des dérives qu'il convient de proscrire», pointe l'étude. Le projet de loi Alur (Accès au logement et un urbanisme rénové) de la ministre du Logement, Cécile Duflot, comprend plusieurs dispositions visant à mieux encadrer ce type de location : définition stricte du meublé, loyer encadré, contrat type, congé sous condition...

TONINO SERAFINI

Le présent n'a que 150 ans

La tradition d'offrir des cadeaux à Noël a été inventée au XIX^e siècle signant, selon la sociologue Martyne Perrot, le passage d'une fête religieuse à un rituel familial.

Par ANNE-CLAIRE GENTHIALON

Il y a ceux qui décollent soigneusement le papier. Ceux qui déchirent sauvagement l'emballage. Ceux qui secouent le paquet. Qu'on le place sous le sapin, dans l'assiette ou les souliers, qu'on l'achète à la dernière minute ou le planque pendant des mois, le cadeau de Noël, c'est tout un rituel. Un cérémonial familial tellement rodé qu'on le penserait ancré depuis des milliers d'années. Or, il date tout juste du XIX^e siècle.

Pire, toute cette tradition a été inventée. De quoi choper les boules ? Dans le *Cadeau de Noël, histoire d'une invention* (1), la sociologue Martyne Perrot conte à grands renforts de légendes, gravures, affiches des grands magasins l'émergence progressive de cette tradition qui touche toutes les sociétés occidentales. Si les «box» ont remplacé l'orange ou le ramasse-miettes (très en vogue au XIX^e), le cadeau de Noël reste synonyme de fête. Déballage en cinq lettres. ♦
(1) Ed. Autrement, octobre 2013, 170 pp., 15 €.



En 1950 au Printemps, boulevard Haussmann, à Paris. PHOTO RENÉ-JACQUES BHPV, ROGER-VIOLETT

F comme famille

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la bourgeoisie en plein essor s'empare de Noël, fête jusqu'alors religieuse pour en faire une célébration de la famille. De nouveaux rituels s'instaurent comme celui du sapin, piqué aux Allemands. Les étrennes, présents qui s'offraient au Nouvel An, s'échangent désormais entre le 24 et 25 décembre. Et l'ouverture des cadeaux devient l'apogée de cette nouvelle fête centrée sur les enfants. Si Noël est bourgeois, il est aussi très conservateur. Déjà, les «joujoux par milliers» entretiennent la différence des sexes. «*Sous ses airs innocents, le cadeau conforte l'apprentissage du rôle de mère et de maîtresse de maison dont l'exigence parcourt tout le XIX^e siècle*», relève Martyne Perrot. Aux fillettes, poupées, dinettes et nécessaires à couture. Aux garçons, chevaux à bascule, polichinelles, et bien sûr, arsenal guerrier. «*Les guerres, de 1870 comme celle de 1914, provoquent une telle orgie de jouets belliqueux que le débit considérable des pistolets, sabres et fusils fit hausser le cours des métaux.*»

E comme esprit de Noël

Ah, la grandeur d'âme des *Quatre filles du docteur March* ! Oh, le destin tragique de la *Petite Fille aux allumettes*. On ne compte plus les fables sociales pleines de bons sentiments, d'empathie et d'orphelins à béquille qui se déroulent cette nuit-là. La charité imprègne la littérature. Tout particulièrement, *A Christmas Carol* (un *Chant de Noël*) de Charles Dickens va jouer un rôle déterminant dans sa diffusion auprès des jeunes bourgeois. «*Dans cet apprentissage de la philanthropie, Noël est un terrain privilégié pour faire éprouver, dès le plus jeune âge, la nécessité de la compassion et l'implacable distance sociale.*» Car ce que l'on offre aux nécessiteux, ce sont des dons alimentaires, la fameuse mandarine ou le pain d'épices, ou un modeste jouet mais pas trop beau. «*Il faut se garder de faire souffrir le petit malheureux en développant chez lui des goûts que ses parents ne pourraient satisfaire*», précise la sociologue.

T comme traîneau

Une des caractéristiques du cadeau au pied du sapin, c'est son origine surnaturelle, magique, descendu du ciel, comme le roucoule Tino Rossi. Avant que le père Noël s'impose dans toute l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les cadeaux ont été distribués par des personnages qui diffèrent selon les régions, les religions et les traditions : fées, sorcières, saints, père Janvier, père Chalande et même enfant Jésus. Au début du XIX^e, c'est le bonhomme Noël qui s'en charge. Mais il ressemble plus à un inquiétant colporteur qu'à un généreux donateur : un vieillard au teint blafard, maigre, vêtu d'une robe de bure et auquel il arrive encore «dans un très vieux réflexe d'emporter quelques enfants indisciplinés».

E comme exploitation

Non, le cadeau n'a pas perdu son âme dans les rayons des supermarchés. Dès son apparition, il est commercial et se diffuse grâce à ses contemporains, les grands magasins, ces «*nouvelles cathédrales du commerce*». La Samaritaine, le Nain bleu, le Bon Marché se concurrencent à grand coup de vitrines animées, de sapins géants, de décorations, de catalogues débordants de soldats de plomb, de poupées de porcelaine et polichinelles. Et même la Première Guerre mondiale ne freine pas l'emballement commercial. En témoignent les réclames pour le catalogue du Bon Marché en 1916 titrés «Noël quand même», avec force enfants en uniforme de poilu. L'engouement ne faiblira jamais : «*Même dans les périodes de crise, comme celle entraînée par le premier choc pétrolier des années 70, les Français ne renonceraient ni aux bombances ni aux cadeaux*», constate Martyne Perrot.

S comme sentimental

C'est la fonction de ce cadeau : attester de l'affection qu'on porte aux siens. Mais cet «art d'offrir» répond à des «règles invisibles», que chacun respecte sans qu'elles n'aient jamais été formulées. A la fin des années 70, le sociologue américain Theodore Caplow en a identifié quelques-unes. La première ? «*La valeur économique est censée être proportionnelle à la valeur affective du lien de parenté.*» Si l'enfant est le héros de la fête et qu'il est exempté d'offrir en échange, les cadeaux les plus chers se font au sein du couple. Les grands-parents prennent du plomb dans l'aile. À peine reçu, déjà revendu sur Internet ou échangé. Les cadeaux «utiles» ou d'argent bousculent les règles de l'échange classique. Et réinventent cette tradition.

Solidarité européenne: Hollande reprend des couleurs

Paris entend profiter de la nouvelle coalition à Berlin, jugée plus europhile, pour doter à terme la zone euro d'une capacité d'emprunt commune.

Par **JEAN QUATREMER**
Correspondant à Bruxelles

Gélées depuis décembre 2012 pour cause d'élections allemandes, les négociations sur l'approfondissement politique de la zone euro vont reprendre. «Les conditions ont beaucoup changé en un an et Merkel 3 ne ressemblera pas à Merkel 2 qui pouvait dicter ses conditions et son rythme car l'issue de la crise dépendait de l'Allemagne», analyse un diplomate européen de haut rang. De fait, jour après jour, il se confirme que la crise de la zone euro est bel et bien passée: les investisseurs sont de retour, l'Irlande est sortie dimanche de son programme d'aide européen, le Portugal ne devrait pas tarder à suivre, l'Espagne a réussi à stabiliser son système bancaire, et la Slovaquie n'aura finalement pas besoin de ses partenaires pour venir en aide à ses banques... «La plupart des Etats en ont ras le bol du gouvernement allemand. Il est clair qu'il ne pourra plus dire: voici nos conditions. Il est temps d'affirmer un rapport de force», dit-on à Paris. Car la discipline budgétaire ne peut pas à elle seule régler les déséquilibres de la zone euro, qui demeurent nombreux quand ils ne s'aggravent pas.

Ainsi, depuis que les marchés financiers différencient nettement leurs conditions de prêts selon la vertu budgétaire et économique des Etats de la zone euro, on constate un fort mouvement de fuite des entreprises vers les pays où elles peuvent se financer à taux bas. Autrement dit, maintenant que les marchés font le travail qu'ils auraient dû faire depuis 1999, ils accentuent le cercle vertueux des bons élèves (qui attirent de plus en plus

d'investissements et donc de compétitivité) et le cercle dépressif des mauvais (de moins en moins d'investissements). A ce rythme, la zone euro risque bientôt une nouvelle crise sauf si des mécanismes de transferts sont mis en place entre les Etats membres.

«Même s'il est trop tôt pour décider quoi que ce soit au cours du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement» qui s'est ouvert hier soir à Bruxelles, «on va essayer d'obtenir qu'un groupe de travail soit mandaté pour qu'il remette ses conclusions en juin 2014», espère un proche de François Hollande.

ANALYSE

«Ensuite, pendant la présidence italienne de l'Union du second semestre 2014, on travaillera sur les différentes options pour décembre, lorsque toutes les nouvelles institutions [Parlement européen, Commission, président du Conseil européen, ndlr] seront en place.»

PUNITIVE. La bonne nouvelle est que le nouveau gouvernement allemand, élément majeur de l'équation politique, sera plus européen que le précédent: les eurosceptiques libéraux du FDP ont disparu du paysage, ce qui a ouvert la porte de l'exécutif aux sociaux-démocrates du SPD, plus sensibles aux

«La plupart des Etats en ont ras le bol du gouvernement allemand. Il est temps d'affirmer un rapport de force.»

Un proche de François Hollande

questions de solidarité. En outre, des poids lourds europhiles de la CDU occupent des postes clés: Ursula von der Leyen, qui s'est prononcée pour une fédération européenne,



Lors de l'ouverture du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, hier à Bruxelles. PHOTOS YVES HERMAN. REUTERS ET LIONEL BONAVENTURE. AFP

est promue à la Défense, Peter Altmaier devient le bras droit d'Angela Merkel à la chancellerie, et Wolfgang Schäuble reste au ministère des Finances. Lors de son premier discours devant le Bundestag, Merkel a d'ailleurs placé l'Europe en tête de son programme, appelant à une modification des traités pour permettre un approfondissement de la zone euro, un projet non abouti.

Le problème est que la vision de Merkel reste toujours aussi punitive: elle a défendu une nouvelle fois ses «contrats de compétitivité» qui listeraient les réformes structurelles que chaque Etat s'engagerait à

effectuer en échange d'une aide financière ad hoc. «Personne n'en veut, affirme-t-on à l'Elysée, ils vont passer sous l'éteignoir.» François Hollande, très discret sur l'avenir de la zone euro depuis son arrivée à la présidence, a d'autres projets. Il s'est activé depuis plusieurs mois pour trouver des majorités d'idées. Le chef de l'Etat a notamment trouvé un allié de poids en la personne du très fédéraliste président du Conseil italien, Enrico Letta. Lors du sommet franco-italien du 20 novembre, les deux pays ont ainsi plaidé pour renforcer le volet budgétaire de la zone euro. Plutôt que de créer un budget de la zone euro ex nihilo qui prendrait en charge, par exemple, une partie des dépenses de chô-

REPÈRES

350

C'est le nombre de banques de la zone euro qui seront régies, à partir de 2016, par le nouveau mécanisme de sauvetage. Sont concernés les 128 plus gros établissements et les banques transfrontalières.

Et de dix-huit ! Au 1^{er} janvier, la Lettonie constituera le 18^e membre de la zone euro. C'est le second pays balte, après l'Estonie, à rejoindre la monnaie unique. Ce petit pays de 2 millions d'habitants devrait enregistrer une croissance de 3,8% cette année, et de 4,1% en 2014.

«Le mécanisme de résolution n'a d'unique que le nom, on reste dans le chacun pour soi.»

Nicolas Véron de l'institut Bruegel

mage, «nous jugeons plus malin de procéder par étape», explique l'un des proches de François Hollande. «Dans un premier temps, on donnerait une capacité d'emprunt à la zone euro.»

Mais pourquoi une «capacité financière» alimentée par l'emprunt serait-elle plus acceptable par l'Allemagne et les pays du Nord qu'un budget de la zone euro ? Car, selon l'Elysée, il ne s'agit pas de mettre en place un transfert financier permanent entre les pays de la zone euro (notamment pour aider les pays victimes d'un choc asymétrique), mais de relancer la croissance dans les Etats victimes de la crise par «le biais d'investissements publics qui remplaceraient les investissements privés défaillants».

CHAMPIONS. Loin de mutualiser les dettes existantes, une proposition dont Berlin ne veut pas entendre parler, il s'agit donc de créer une nouvelle dette au niveau de la zone euro. C'est seulement à terme que cette capacité se transformera en budget permanent afin que la zone dispose d'un instrument contracyclique : il pourra alors être alimenté par un transfert d'une partie ou de la totalité d'un ou plusieurs impôts existants. Les Allemands et les Néerlandais, les champions de la rigueur, n'ont pas rejeté d'emblée ces propositions. «Il y a une prise de conscience qu'il y a un besoin d'investissement dans les pays du Sud, et donc un besoin d'emprunt», affirme-t-on à l'Elysée.

L'approfondissement de la zone euro ne s'arrêterait pas là. Paris voudrait aussi créer un poste permanent de président de l'Eurogroupe en le rendant responsable devant une commission du Parlement européen, uniquement composée de députés originaires de la zone euro, ce qui répondrait en partie au problème démocratique actuel où aucun parlement ne contrôle ce qui se décide au niveau communautaire. Une préoccupation partagée par Rome et par Berlin. Certes, il faudra bien un jour en passer par une modification des traités, comme le réclame Merkel. L'Elysée, très réticent à l'idée de relancer un débat européen qui divise le PS, en convient : «Il faudra tout réorganiser en profondeur, mais on le fera quand le temps viendra.»

Les établissements financiers se renfloueront eux-mêmes en cas de crise, selon un nouvel accord.

Faillites bancaires : un fonds en 2026

Au forceps, après dix longues dernières heures de travail, les ministres des Finances européens ont accouché mercredi, un peu avant minuit, du deuxième pilier de l'union bancaire, à savoir les nouvelles modalités de renflouement des banques en détresse (lire Libération du 18 décembre). Il était moins une, avant le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui s'est ouvert hier, car cet accord «sera sans doute le plus grand succès politique que pourra saluer ce Conseil», glisse un porte-parole de la Commission.

Mais ce compromis n'a pu être trouvé qu'en faisant la part belle aux vues de Berlin, toujours très réticent à la mutualisation des risques entre les pays de la zone euro. D'où les «quelques regrets» émis par le commissaire européen au Marché unique, Michel Barnier, qui défendait un mécanisme plus simple et de nature plus communautaire. Lundi, c'est Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, qui avait lui-même émis des réserves, face à un processus de décision «trop complexe» et un «mode de financement inadapté».

«Filets». Qu'ont décidé les gouvernements ? Leur principal objectif est qu'à l'avenir, les crises bancaires rejettent le moins possible sur les finances des Etats de la zone euro, comme l'Irlande ou l'Espagne en ont fait l'amère expérience. Ce sera désormais aux banques de se renflouer elles-mêmes, en puisant dans un Fonds unique de résolution, alimenté par la profession. Mais ce pot ne sera vraiment commun qu'à partir de 2026, après coexistence pendant dix ans d'une addition de fonds nationaux.

La faiblesse de son montant – entre 55 et 60 milliards d'euros – laisse aussi sceptiques nombre d'experts, prompts à rappeler que le seul sauvetage de l'Anglo Irish Bank en 2008 avait coûté 30 milliards... Pour parer à ces critiques, la France

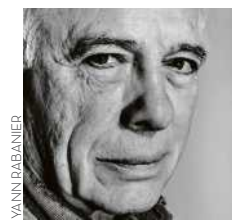
et l'Italie, épaulées par la Commission, ont réussi à faire accepter à l'Allemagne la création d'un «filet de sécurité», au cas où les ressources du Fonds ne suffiraient pas.

Usine à gaz. Mais les Allemands ne sont pas allés jusqu'à accepter tout de suite que ce filet soit constitué des 700 milliards d'euros du Mécanisme européen de stabilité (MES), créé en pleine crise de l'euro pour aider les pays en difficulté. Reste donc à se mettre d'accord sur l'instrument qui sera mis en place en 2026... Durant la période transitoire de dix ans, les Etats resteront les pompiers de service. Mais le MES pourra aussi servir de recours, bien que Berlin puisse toujours poser son veto à des prêts directs aux banques. Autre victoire de l'Allemagne, ce sont les gouvernements – et non plus la Commission – qui donneront l'ultime feu vert, lorsque la nouvelle Autorité de résolution européenne proposera de sauver ou de fermer une banque aux abois. Avec un conseil exécutif restreint et un conseil plénier où siègeront les 18 Etats de la zone euro, cette autorité a des allures d'usine à gaz qui inquiètent un peu les marchés. Le *Financial Times* soulignait que certaines décisions pourraient impliquer jusqu'à 127 responsables appartenant à neuf comités différents...

Les lacunes du compromis n'ont pas empêché la plupart des ministres présents de saluer une nouvelle étape «historique» de l'union bancaire, après celle de la supervision unique des 128 plus grosses banques de la zone euro. Reste maintenant à en convaincre le Parlement européen... Pour son président, le social-démocrate, Martin Schulz, l'accord sur le renflouement des banques est «très éloigné» des ambitions des députés européens. Et de promettre «de très longues négociations» pour essayer d'améliorer le texte d'ici le printemps prochain.

NATHALIE DUBOIS

GUY BEDOS



La Grèce a beaucoup dégusté. Il serait temps d'humaniser cette Europe.»

«La raideur récente de l'Europe vis-à-vis de certains de ses membres donne du grain à moudre à ceux qui, comme M^{me} Le Pen et quelques autres, voudraient la supprimer. Il serait temps d'humaniser cette Europe qui ressemble bien peu à la grande idée que François Mitterrand nous avait vendue au moment du traité de Maastricht, de la rendre plus fraternelle d'un pays à l'autre. J'ai été marqué par la violence qui a été faite à certains, particulièrement la Grèce, par l'attitude très intransigente d'Angela Merkel à leur égard. Je trouve choquant que les pays qui ont la chance d'être relativement à l'abri du pire puissent prendre tout cela de haut.

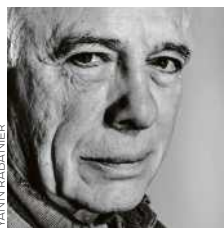
«La Grèce a beaucoup dégusté, l'Espagne également, et il me paraît normal de venir au secours de ceux qui ont eu moins de chance. Il y a énormément de progrès à faire, et je le dis d'autant plus que je suis convaincu que ce serait une très mauvaise idée de défaire l'Europe, que cela mettrait un bordel fou, et pas seulement dans l'économie. La Grèce a accouché d'un parti nazi avec Aube dorée, et même si la menace qu'il représente semble aujourd'hui maîtrisée grâce à des moyens judiciaires et policiers, on voit où tout cela peut nous mener. Il serait temps que l'Europe se reprenne, qu'elle parle concrètement aux gens alors que l'on n'y comprend plus rien aujourd'hui.»



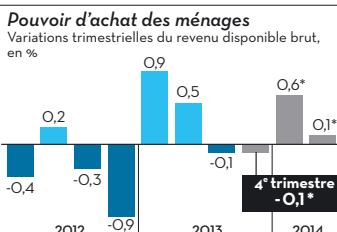
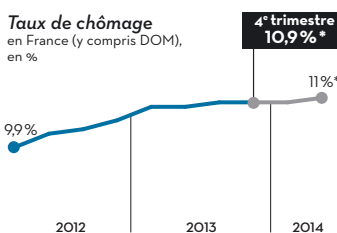
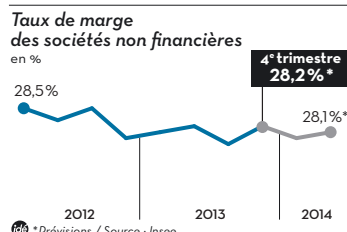
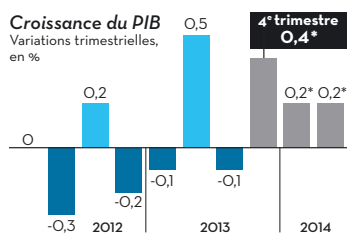
L'HISTOIRE**FACE À FREE, BOUYGUES SE LANCE DANS LA GUERRE DES PRIX**

La baston continue entre les opérateurs téléphoniques. Désormais, c'est le patron de Bouygues, Martin Bouygues, qui a déclaré la «guerre» à Xavier Niel, le PDG de Free, dans le domaine de l'Internet fixe. Comment ? En cassant les prix pour réduire les marges de son concurrent, explique-t-il dans une interview au Figaro : «Dans l'Internet fixe, la fête est finie. [...] Bouygues va offrir une vraie rupture en 2014, avec des technologies et des services innovants. Nous allons faire faire 150 euros d'économie par an aux abonnés du fixe qui choisiront ce service, ce qui fait une économie de 12,5 euros par mois. Qui dit mieux ?»

GUY BEDOS



Je vois bien les problèmes de l'économie, de l'absence de croissance, mais je n'ai pas de solution. J'ai plutôt tendance à avoir une approche humoristique.»



* Prévisions / Source : Insee

Cette reprise qui n'en finit pas de reprendre

CONJONCTURE Les prévisions 2014 de l'Insee pour la croissance et l'emploi restent mornes.

Dans sa note de conjoncture publiée aujourd'hui, l'Insee ne parle plus comme d'habitude «d'éclaircie», mais ose enfin le mot de «reprise», qu'elle qualifie cependant de «poussive». «Tout montre qu'elle est bien là, explique Laurent Clavel, chef de la synthèse conjoncturelle, ce qui n'empêche pas que les perspectives sont orientées à la baisse depuis deux mois.» En trois points, décryptage de l'évolution de l'activité française anticipée jusqu'à l'été, après une année 2013 qui se clôturerait sur une croissance de 0,2%.

Une croissance essoufflée au début de 2014

Au quatrième trimestre, l'Insee anticipe une nette progression de l'activité, de 0,4%, après un trou d'air de -0,1% l'été dernier. Elle s'explique par le rebond de la production manufacturière (+0,8%), qui va cependant fléchir durant les six premiers mois de 2014. Les indicateurs avancés mis en place par l'Insee, comme le climat

des affaires réalisé à partir d'un questionnaire envoyé à un panel représentatif de chefs d'entreprise, montrent que leurs anticipations sur la vigueur de la reprise se sont dégradées depuis l'automne. Résultat, la croissance ne serait que de 0,2% aux premier et deuxième trimestres 2014, avec un acquis de croissance de 0,7% à la fin juin prochain. Si la progression du PIB se poursuivait au même rythme de 0,2% par trimestre jusqu'à la fin 2014, elle serait alors de 0,9% l'an prochain, l'hypothèse de croissance retenue par le gouvernement pour construire son budget.

Un chômage en voie de quasi-stabilisation

Le taux de chômage devrait rester élevé jusqu'en juin, où il progresserait encore de 0,1 point, pour atteindre 11% (avec les DOM) de la population active. La croissance attendue des emplois aidés (+40 000, après +116 000 en 2013) ne suffira pas à absorber la croissance de la population active (+113 000 per-

sonnes l'an prochain) qui s'explique non plus par l'arrivée des nouveaux entrants – désormais inférieurs au nombre de sortants – mais par la hausse d'activité des seniors qui restent plus longtemps en emploi.

L'investissement à la peine

Alors que le taux de marge atteint au troisième trimestre un plus bas depuis trente ans (28%) et que le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) l'améliorerait positivement à hauteur de 1,1% l'an prochain, l'investissement croîtra très faiblement d'ici l'été. «Ce n'est ni un frein, ni un moteur, estime Laurent Clavel, il ne fait qu'accompagner la progression de l'activité.» A la différence de pays comme l'Allemagne ou l'Espagne, où il repart en raison d'une forte chute durant la crise et de sous-capacités de production en phase de reprise, le «besoin de rattrapage n'existe pas en France où il a mieux résisté», conclut-il.

CHRISTOPHE ALIX

DROIT DE SUITE

Par LÉA LEJEUNE

L'interdiction de la vente de médicaments en grande surface se fissure

Les Français pourront-ils soigner leurs petits bobos sans passer par la case pharmacie ? Hier, l'Autorité de la concurrence a publié un avis en faveur de la fin du monopole des pharmaciens sur la vente de médicaments sans ordonnance ou non remboursés, comme les Doliprane, Fervex et autres Lisopaine. Cet avis fait suite à l'insistance de la Commission européenne pour l'ouverture de l'ensemble des professions réglementées. Une bonne nouvelle pour les acteurs de la grande distribution qui lorgnent ce marché à 2 milliards d'euros par an.

soient présents dans des «espaces dédiés et délimités, avec un encaissement distinct».

La fin du monopole sur la vente de ces produits devrait avoir un effet limité sur les marges des pharmaciens, estimé entre 3,7 et 5%. Mais ils se sentent attaqués par les recommandations de l'Autorité de la concurrence. «Elle raisonne en termes purement économiques sans faire de véritable analyse des enjeux de santé publique», dénonce Philippe Gaertner, président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques.

Mais la ministre de la Santé, Marisol Touraine, s'est prononcée contre l'avis de l'Autorité de la concurrence, quelques heures seulement après sa publication. Elle a réaffirmé «son attachement au monopole officinal sur les médicaments, qui permet à notre pays de sécuriser leur dispensation et d'agir efficacement contre la contrefaçon». Cependant, le gouvernement pourrait tout de même flancher : la loi Hamon sur la consommation, adoptée mardi par les députés, facilite déjà la vente de tests de grossesse ou de liquide pour lentilles. ➤

Le gendarme français de la concurrence est favorable à la libéralisation du marché de l'automédication en s'inspirant du modèle du voisin italien. Son président, Bruno Lasserre, estime que «le statu quo ne peut pas être maintenu, puisqu'il existe de très forts écarts de prix» entre les officines, allant de un à quatre pour le même produit. Selon l'institution, ce changement de réglementation représenterait une baisse des prix de 11 à 16% pour les consommateurs. Seule limite : que des diplômés en pharmacie

BOURSE DE PARIS / CAC40	
+1,64 % / 4 177,03 PTS	
Transaction: 3 877 163 884€ +48,59%	
Les 3 plus fortes	Les 3 plus basses
PUBLICIS GROUPE	EDF
TECHNIP	RENAULT
AXA	VEOLIA ENVIRON.

BOURSES DU MONDE

New York Dow Jones	16 164,02	+0,12 %
New York Nasdaq	4 057,66	-0,30 %
Londres Footsie 100	6 584,70	+1,43 %
Tokyo Nikkei	15 859,22	+1,74 %

L'ÉCONOMIE EN QUESTIONS

DOMINIQUE ROUSSET CHAQUE SAMEDI 11H-12H

RETROUVEZ CHAQUE SEMAINE LES DOSSIER DU CAHIER ECOFUTUR DE LIBÉRATION

en partenariat avec **Libération** franceculture.fr

C'EST POUR VOUS **france culture**

SPÉCIAL CADEAUX

VENDREDI 20 DÉCEMBRE 2013



*Noël
Rouge, vert, bleu,
comme une orange*

Farandole bigarrée d'achats de fin d'année.

Par EMMANUÈLE PEYRET

Sur un autre ton

Ah mais quelle imagination, quelle audace, quelle inventivité. Déjà un supplément cadeau de Noël au moment de Noël, il fallait oser. Mais *Libération*, qui n'a pas froid aux yeux comme chacun sait, va encore plus loin pour ses 40 ans. Un supplément cadeaux classés par prix ? Déjà fait l'année dernière. Par pays ou notions vaguement ethniques ? Déjà vu. Par thématique ? Non, mais allô quoi, tout le monde le fait. Cette année, s'échappant de ce qu'il est convenu d'appeler la «morosité ambiante», *Libération* surprend tout son petit monde émerveillé à l'approche de la féerie des fêtes et fait son sapin marronnier en couleur. Et oui, en couleur. Et olé-olé, avec ça : du rouge, du doré, du noir, du rose, du nacré, une farandole bigarrée de petits objets plus ou moins utiles et plus ou moins jolis repérés par nos services de la police du (plus ou moins) bon goût.

Rien d'impossible à trouver (à une ou deux exceptions près, on vous l'accorde) ni de pièges à lecteur du genre : «*Sauras-tu commander à temps la lampe Verdöstronnö de ce petit designer lapon ouvert le mardi de 11 heures à midi quand il fait un peu jour ?*»

Non. Un ruban cadeau pour s'envelopper soi-même en cadeau, un airbag à vélo parce qu'on est jamais trop prudent, un élégant flipper Elvis, des éclairs au chocolat et au génie, un sac en peau de crapaud, un carnet Ryan G., un chimpanzé tout neuf et des lampes où les oiseaux parlent au fur et à mesure que la soirée avance. Une huître. Oui, une huître, et une orange aussi. Des voyages aussi, parce qu'on se tirerait bien, en fait.

Allez, sans rancune, et bon réveillon. 

ONT PARTICIPÉ À CE SUPPLÉMENT

Elvire von Bardeleben, Florence Donnarel, Fabrice Drouzy, Stéphanie Estournet, Anne-Marie Fèvre, Nathalie Gabbai, Clément Ghys, Anne Mattler, Clémentine Mercier, Brigitte Ollier, Marie Ottavi, Emmanuèle Peyret, Frédérique Roussel, Isabelle Wesolowski.

Photo de couverture: Olivia Frémineau.

Les droits de toutes les photos non créditées sont réservés.



PORNO GRAPHIE

Dans un lit, ou ailleurs, avec une plume, on peut faire plein de choses. Comme écrire des trucs sur la peau avec de l'encre à la fraise des bois. S'en mettre partout partout. Et sussurer d'un air goulu que les mots doux ou crus ont un goût. Enfin si on a envie. On peut aussi déguiser les gosses en vampires si vraiment on le sent pas, le body-sex art. Encre corporelle Bijoux indiscrets, 19,95 €.

PEAU DE CRAPAUD

On a entendu des réflexions du genre «et à quand les sacs en peau de cons»... Ce que les gens peuvent être mauvais. C'est de la créa-tion à partir de crapauds-buffles toxiques, pourchassés par la police anticrapauds d'Australie, que la marque Kobja traite comme de la peau d'agneau : bracelet, ceinture, sautoir, porte-monnaie, sac ou minaudière. Chaque crapaud étant unique (dixit le site), chaque accessoire l'est aussi.

Environ 220 € selon le modèle. Rens. : Kobja.com.



DÉCEMBRE ROUGE

Mieux vaut rouge que mort de froid, non ? Si, d'autant qu'après janvier, faut encore se coltiner février. Pour se remonter le moral, misons sur les bienfaits de la «colorthérapie» qui promet d'être intense avec ce pull en coton vermillon. Assorti au côte-rôtie. Pull en coton COS, 55 €.



NŒUD NŒUD

Et c'est qui le plus beau cadeau ? Soi-même. En vrai, après quelques années de vie commune, de chemises et de sent-bon, on n'a pas le début d'une idée de quoi mettre sous le sapin conjugal. On peut opter pour ce nœud rouge dans lequel se glisser le moment venu. Le tout, c'est de trouver le bon moment pour ne pas virer grotesque. Nœud rouge, Happy Lola, 16 €.

COCOTTE DE LUXE

C'est du luxe à l'état pur : la Tonka Impériale de Guerlain vaut la modique somme de 12 000 boules, et on ne voit pas bien qui peut s'offrir ça dans la vraie vie, mais c'est un régal à voir. Le flacon d'un litre, conçu pour fêter le 160^e anniversaire de la maison Guerlain, existe en 32 exemplaires dans le monde. Sinon, en version peuple, la Tonka Impériale des gagne-petit à 180 € pour 75 ml. Tonka Impériale de Guerlain, 1 litre, 12 000 €.

NEIGE ET TRACAS

La neige tombe, on n'y voit plus, tout se mélange, le lac gelé, les arbres nus. Pourtant, là-bas, au loin, une silhouette rouge. Faut-il avoir peur ? Qui vient parmi les scintillements de neige ? L'hiver d'un point de vue poétique et inattendu, dès 5 ans.

Tout Blanc, de Marie-Sabine Roger, Sylvie Serprix, Casterman, 13,95 €.



PLANCHES À L'HUILE

Le jeune illustrateur Benjamin Lacombe réinterprète l'inoubliable histoire de Madame Butterfly, celle de l'amour d'une geisha pour l'Américain Pinkerton. Bel objet, ce livre grand format narre ce drame japonais avec de magnifiques peintures à l'huile. Côté verso, sur près de 10 mètres de long, court une fresque au crayon et à l'aquarelle.

Madame Butterfly de Benjamin Lacombe, Albin-Michel, 29,90 €.



OASIS BLING-BLING

Pour être bling-bling, ça l'est. Et alors ? On aurait pas le droit à un peu de doré, par les temps gris qui courent ? Le palmier de la designeuse Klára Šumová est beau, simple et délicat et peut se poser au milieu du salon, et ça ressemble presque au bonheur. Le prix est sur demande ce qui veut sûrement dire qu'on peut négocier non ?

Palmier de Klára Šumová, prix sur demande. Rens. : www.klarasumova.com



BAGUE À PART

Etre dans l'ambiance de Noël, ça tient à peu de chose. Porter une grosse bagouze rouge et or qui brille peut aider et ça permet aussi de passer quasi inaperçu sous le sapin, tranquille, au milieu des boules et des guirlandes.

Bague en or, Pomellato, 790 €.



CHAUD DEVANT

Crapahuter sur un cratère en activité est une expérience qui marque au fer rouge. Aventure et Volcans propose en huit jours l'ascension en petit groupe de l'Etna, du Stromboli et du Vulcano, en Sicile et dans les îles Éoliennes proches. En point d'orgue : deux nuits d'observation nocturne de l'activité explosive du Stromboli.

Aventure et Volcans, huit jours d'ascension à partir de 1560 € par personne.



LÈVRES DE FEU

On ne présente plus la marque au nom quasi imprononçable façon chouingue à l'américaine, sauf que Shu n'est pas américain, mais japonais. Ce rouge mat donne aux lèvres une texture de soie sans dessécher, qu'on se remet avec délices entre deux stations ou ailleurs, peu importe. Du rouge qui tient au corps, quoi.

Rouge unlimited mat red de Shu Uemura, 28 €.



DE QUOI FLIPPER

Déjà, il y a Elvis en très gros, ce qui fait toujours bien dans le salon. Ensuite, c'est un flipper et c'est autrement plus classe qu'un baby-foot. La beauté du geste désinvolte et rock'n'roll appuyant sur les deux boutons latéraux, hein ? La jeunesse de toutes les générations du réveillon.

Flipper Elvis, (Stern), 3800 €, flipper Diamond Lady (Gottlieb), 1450 €. Rens. : lyon-flipper.com

LETTRES SANS NÉANT

Une version du Trivial Pursuit centrée sur la culture et la littérature. Mille cinq cent questions réparties en six catégories. A partir de 14 ans. On vous en fait une ? Quel écrivain-philosophe fonda en 1973 un quotidien qui réalise des suppléments cadeaux beaux, originaux et drôles ?

Coffret C'est bon à savoir, Gallimard, 36,84 €.



A L'ARRACHE

En plaqué or, longue de 40 cm et pourvue d'un fermoir aimanté, on peut, d'un geste rapide, dérober cette chaîne à toute personne qui la portera. Pour la designer Lætitia Sellier, « c'est un pied de nez au vol de bijoux à l'arrache ». Provo, les mots « Arrachez-moi » sont gravés sur le pendentif. Une liste des commissariats de police et des gendarmeries des environs est fournie dans l'écrin afin de déposer plainte au plus vite.

Chaîne en plaqué or Lætitia Sellier, 39 €. Rens. : www.f-utilite.com



ÉCLAIR DU TEMPS

La bûche crème au beurre vous écoeure avant même d'y avoir goûté ? Les décorations de Noël en plastique vous mettent le moral dans le bonnet ? Christophe Adam de la pâtisserie l'Eclair de génie est votre homme. Plutôt que de tomber malade avec la Vienetta de mamie, il faut commander ses éclairs individuels, beaux et bons, à la framboise, au cassis ou au chouchou.

L'Eclair de génie, environ 5 € l'éclair.

POULES À LA COOL

Rappelons pour ceux qui auraient raté quelques épisodes que la poule étant la nouvelle mascotte urbaine, périurbaine et néorurale, il faut bien la loger, la poule. Donc voilà un poulailler américain (parce qu'il ressemble à une grange américaine), chic, élégant, adapté aux petits jardins. Et le parcours intégré permet aux poulettes de sortir sans attendre qu'on leur ouvre. Ce qui, de l'avis d'un spécialiste, est ultrapratique.

Poulailler, 149,90 €.

Rens.: plantes-et-jardins.com



PHOTONONSTOP

SOS SOKO

Soko est un chimpanzé mâle de 25 ans qui vit dans la forêt tropicale du Sud-Ouest de la Côte-d'Ivoire. Sa survie est menacée par la réduction de son habitat et l'exposition à des maladies, à cause de la proximité grandissante avec les hommes, de vrais loups pour les singes. Pour 39,90 €, il est possible d'adopter Soko auprès du WWF (Fonds mondial pour la nature). Non Soko ne vient pas à la maison, Soko reste dans sa forêt.

Rens.: boutique.wwf.fr

CRÈME DES CRÈMES

Pour vendre des crèmes, il faut un concept. Ce Noël, Aesop a conçu des boîtes en référence au futurisme italien et à son champ lexical: Agilité, Sonorité, Alacrité..., constitué de trois produits (gel, gommage, baume) pour le corps, au géranium. Le premier qui dit que les géraniums, c'est pour les mamies est invité à sortir fissa.

Coffret Tacticalité, Aesop, 67 €.



BÊTES À BON DIEU

Tu vas me dire, ça sert à quoi un arbre à coccinelles? Eh bien, d'abord c'est joli, comme tous les arbres à insectes, abeilles, etc. qui pullulent désormais chez les jardinistes. Et puis c'est utile quand on a des rosiers, parce que les coccinelles, elles bouffent les pucerons qui bouffent les rosiers.

Arbres à coccinelles, 15,90 €.

Rens.: plantes-et-jardins.com

ÇA CARTONNE

C'est le must-have des écoles primaires, encore plus populaire que les cartes Pokemon.

Explications d'Aurélien, 7 ans: «Il y a des cartes: des noires, des violettes, des marrons. On a aussi des extradeks qui peuvent avoir des étoiles; enfin, moins que onze. Mais on ne peut pas invoquer plus de quatre étoiles sinon, il faut sacrifier une carte.» Rien compris? Pas grave, l'important étant de posséder un maximum de cartes que l'on s'échangera à la récré.

Cartes Yu-Gi-Oh, 6 € les 10.



POUF POUF

Tellement années 70, époque cheveux longs, idées courtes et maxi fumette. Il se décline dans d'autres couleurs - rouge, noir, chocolat, prune - on peut donc en mettre partout dans la maison. Il est tout terrain (attention toutefois de ne pas le crever), et favorise moyen le stakhanovisme. Sinon celui de l'avachissement le plus extrême.

Pouf But, 52,99 €.

POUR LES FESSES (1)

Mauvaise nouvelle pour les allergiques aux meubles en kit: comme un lit en mezzanine Tromsø, cet arbre de Noël en chocolat est à assembler soi-même et la notice (en coréen?) n'est pas d'une grande aide.

Au moins n'y a-t-il pas besoin de clé allen pour le montage, ni pour s'empiffrer de disques de chocolat garni de fruits - secs ou confits.

Arbre de Noël en chocolat Pierre Tachon pour la Manufacture de chocolat Alain Ducasse, 50 €.



TRAITS HAGARDS

Publié aux Etats-Unis en 1953, *la Harpe hagarde* est le premier livre de l'écrivain-dessinateur Edward Gorey (1925-2000).

On y suit avec humour les affres de la création du célèbre écrivain M^r Earbrass, textes absurdes et sarcastiques accompagnés des dessins à l'encre noire de Gorey.

La Harpe hagarde ou M^r Earbrass écrit un roman, de Edward Gorey, Le Tripode, 64 pp., 13 €.



PIAFS PERCHÉS

C'est la lampe magique, le truc qu'il faut avoir pour le réveillon. A 2 grammes, les oiseaux bougent, à 4 grammes, les oiseaux te parlent. Après, on sait pas. Mais demain c'est cui-cui dès pochtron-minet. Enfin bref, les oiseaux ne s'y cachent pas pour mourir mais pour vomir, et c'est une ravissante création de Mathieu Chailières.

Lampe volière de Mathieu Chailières chez Fleux, 329 €.



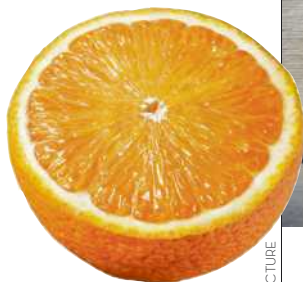
POUR LES FESSES (2)

Un tabouret reste un tabouret. Pas vraiment chaise, pas du tout fauteuil. Mais une maison sans ce grand classique c'est comme un garage sans une bonne vieille scie, ça manque car ça peut toujours servir. Albert, conçu par le designer Pierre Guillou, fait à peine deux kilos (en bouleau, chêne ou noyer), et donne l'impression d'avoir été assemblé là, à l'instant.

Tabouret Albert, 212 €.

BEAU ZESTE

Mardi 24, 18 heures, rien acheté, la loose absolue. Tout à l'étal est hors de prix, anonyme, sans intérêt... Une seule solution pour vous en sortir : une orange. Une fois arrivé, vous la posez au pied du sapin, vous vous agenouillez devant les enfants et, les yeux dans les yeux, vous leur expliquez que leur grand-mère, à l'époque, elle n'avait que ça pour Noël. Et que c'était déjà un très beau cadeau. Et qu'il faut qu'ils réalisent qu'ils sont très gâtés aujourd'hui alors qu'il y a tant de petits enfants, etc. Orange, 2,20 € environ le kilo.



PLAINPICTURE

CORPS AÉRIENS

Réédition dans un format plus adéquat de *la Chute* qui, en 2007, fit entrer le photographe Denis Darzacq dans la légende. On y découvre une série de danseurs se jouant de la gravité et des espaces vides, comme indifférents au poids du monde. Aucun trucage ni manipulation, *la Chute* est un éblouissement. *La Chute* de Denis Darzacq, Texte de Marie Desplechin. Editions Filigranes, 68 pp., 25 €.



PHOTONONSTOP



PASSER AU VERT

Du vert, il y en a partout. Dans les forêts humides, parfois brumeuses, ou dans les mangroves côtières peuplées d'oiseaux. Avec 25% du territoire constitué de zones protégées, le Costa Rica est la star de l'écotourisme. A ne pas manquer : les ponts suspendus qui tissent des sentiers célestes sur la canopée des forêts. Jet Set Voyages, itinéraires sur mesure, à partir de 1800 € par personne pour 7 nuits.

OH MY PAGODE

Est-ce un cadeau ou un vrai truc empoisonné ? La vérité, c'est que ça peut être mal perçu une fontaine en forme de pagode (où je vais la foutre dans mon salon ?), mais que c'est difficile de résister à son esthétique et au son de l'eau qui chante. Limite, Bouddha est là. Ce qui à Noël est presque un luxe. Fontaine pagode, Nature et Découvertes, 149 €.

COSTUME DE MAIN

Il serait juste de raconter que Maison Fabre, entreprise familiale de Milau (Aveyron), a habillé les mains de célébrités (Audrey Hepburn, la femme de Louis de Funès); que les gants ci-contre sont ceux que porte Nicole Kidman dans le film d'Olivier Dahan, *Grace Kelly*. Mais il faut surtout, souligné qu'une fois enfilés, il est dur d'en changer tant ils sont souples et dessinent avec délicatesse le poignet. Gants en agneau doublés soie Maison Fabre, 280 €.



Le plus beau voyage, celui des arômes

Longtemps les malles ont transporté les bouteilles de Bourgogne et fait voyager leurs arômes délicats à travers le monde. Ces vins, parmi les plus exportés de France, sont révélateurs de saveurs et épousent parfaitement toutes les cuisines du monde.


BOURGOGNES
 www.vins-bourgogne.fr

TWAA.COM/ACT - Marina Bernard - Photo Studio Paris

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

EAU DE FRICTIONS

Créée en 1792, c'est la première eau de Cologne au monde. Elle aurait pu mal tourner depuis, mais non : la marque a préféré rester intemporelle. Elle sent bon (il y a des notes de citron, d'orange, de bergamote, de lavande, de néroli); les filles, comme les papas, la portent au creux du cou et des poignets; et son étiquette géante, qui servait à l'origine à protéger la fragrance de la lumière, est belle comme une valse et reconnaissable entre mille. Originale eau de Cologne, 66 € les 400 ml.



GPS MOËLLEUX

Perdu dans Marseille, capitale de la culture 2013? Maelle Fouilland, jeune créatrice, aide à se repérer, grâce aux coordonnées géographiques des quartiers de la cité phocéenne - Malmousque, l'Estaque, le Vieux-Port, Pointe Rouge, etc. -, inscrites sur des coussins en lin, fabriqués et sérigraphiés à la main. Moins pratique qu'un GPS, mais tellement plus cosy. Coussins Maelle Fouilland, 39 €. Rens.: www.lepoischic.fr



SACRÉE VACHE

Lola est une vache carrée qui perd une dent de lait et ses cornes aussi. C'est un peu bizarre, mais c'est aussi la vie, toutes ces choses qui changent et qu'on ne comprend pas toujours. Les métamorphoses ont ceci de bien qu'elles nous emmènent dans un ailleurs. Et voici *Lola en voyage sur la Voie lactée...* Lola de Olivier Douzou, à partir de 3 ans, Rouergue, 14 €.



S'IL VOUS PLAID

C'est le genre de jolis doudous-couverture-plaid-châle qu'on adorerait faire soi-même au coin du feu mais que, par manque de coin du feu ou pour cause de deux mains gauches, on ne fait jamais. Ces quilts sont réalisés avec des tissus en laine utilisés pour les précédentes collections APC et sont cousus à la main. Chaque pièce est éditée à très peu d'exemplaires. Chauds et chics donc. Quilt APC, 215 cm x 241 cm, édition «très» limitée, 550 €.



MICRO ONDES

Une radio? Ça existe encore ça? Et pourquoi pas une TSF aussi pendant qu'on y est? Voilà de quoi faire un cadeau délicieusement suranné, comme quand papy écoutait les news en se rasant avec du Mennen dans sa salle de bain. Un engin joli, petit, pratique et on peut l'emporter au camping. Radio Lexon chez Habitat, 59 €.



BANDE D'EXILÉS

L'exilé n°214 raconte son long périple après avoir été chassé de son pays par des cavaliers sanguinaires. L'odyssée de deux enfants exilés luttant pour leur survie et leur liberté. Un livre BD fort et poétique. Les Ombres de Vincent Zabus et Hippolyte Phébus, 184 pp., 24 €.



BONNES VIBRATIONS

A le voir, il a l'air tout innocent, tout mignon, tout pour les dents du bébé qui a bobo les quenottes. Tu le crois, ça, que c'est plutôt à mettre dans sa culotte? Vu que c'est un 8ight, un joli petit objet pas du tout fait pour les petits bébés, si tu vois ce que je veux dire et carrément, donc, un sextoy. 8ight, Fun Factory, 18 €.



LAQUE MAJEURE

Achtung, contre-mouvement dans la nailista-attitude, plutôt portée sur la fourrure et les plumes sur ongles. Voici le vernis à l'eau, tout simple, tout sobre, tout naturel, tout sans produits chimiques, avec de belles couleurs. Bio-urbain-éthique-recycling, que demande de plus le peuple que ces laques sans toluène et autres métaux lourds que jusque-là on se mettait dans le body, comme des idiots? Vernis Scotch, Naturals, 14 €. Rens.: bazar-bio.fr



CHER RYAN,

Après des mois de recherches infructueuses sur l'Internet de photos de toi nu, ce carnet est LA bonne nouvelle de la saison. Tu n'y est pas à poil, mais c'est ta jolie tête qui est crayonnée dessus. Ça ne vaut pas un objet griffé Leonardo DiCaprio, mais ça vaut le coup quand même de débarquer en réunion avec de cahier, sur lequel est griffonné «Hey Girl». Parce que, rien que pour toi, on veut bien toutes être de jeunes filles innocentes. Carnet Ryan Gosling, 10 €, chez Urban Outfitters.



ÎLES DE BEAUTÉS

Un vrai beau cadeau à s'offrir à deux. A bord d'un catamaran pour une croisière intimiste (8 passagers maximum) dans l'archipel des Seychelles, c'est la farandole des clichés : eaux turquoise, sable blanc, grand bleu et ses couchers de soleil en technicolor. Passion des îles propose une croisière de huit jours couvrant sept îles dont La Digue, signature visuelle des Seychelles. A partir de 1330 € par personne en hiver, avec un vol international aux environs de 1000 €. Rens.: www.passiondesiles.com



À NOËL AVEC SFR, **OFFREZ PLUS QUE LA 4G**



LA BOX DE SFR OFFERTE TOUS LES MOIS AVEC 2 FORMULES CARRÉES 4G

SOIT 29,99€/MOIS REMBOURSÉS. OFFRE VALABLE JUSQU'AU 22/12/13
POUR LES CLIENTS SFR ET POUR LES NOUVEAUX CLIENTS.

SFR.FR

Réseau 4G en cours de déploiement. Détails de couverture sur sfr.fr/4g. Disponible avec les Carrés 4G 3Go, 4G 5Go, 4G International et 4G International Premium sous réserve d'être équipé d'un terminal compatible et d'avoir activé la fonctionnalité 4G de celui-ci. Selon la capacité du terminal compatible et selon la fréquence utilisée par SFR, débit maximum théorique de 75 Mb/s (fréquence 800 MHz) ou 112,5 Mb/s (fréquence 2600 MHz). **Offre soumise à conditions valable en France métropolitaine du 19/11/13 au 22/12/13. Offre promotionnelle valable, sous réserve de détention par un même titulaire (nom, prénom) de 2 forfaits mobiles ayant le niveau de services Carrés gold et d'une offre box de SFR (sous réserve d'éligibilité), actifs.** Remise de 29,99€/mois maximum déduite de l'abonnement principal sur la facture box (hors options et après déduction des autres réductions éventuelles). Perte de cette remise Multi-Packs promotionnelle dès lors que les conditions ci-dessus ne sont plus remplies. **Détails et conditions sur sfr.fr ou en point de vente.**

RIEN DESSOUS

A porter nue uniquement, ou avec de légers dessous dessous, ce trench Wanda Nylon est en polyuréthane souple et lavable à 30° en machine, au cas où la pluie n'aurait pas fait le nécessaire. Les deux créateurs, Johanna Senyk pour le stylisme et Peter Hornstein pour la technique, sont à peu près ce qui se fait de plus chic et de plus novateur en matière de vêtements de pluie. Trench Wanda Nylon, 600 €. Au Bon Marché, Maria Luisa au Printemps ou chez Montaigne Market.



PARFAITE TABLETTE

On avoue notre méconnaissance des derniers produits nomades, mais on se fie à la sélection du supplément high-tech de *Libération* du 26 novembre qui classait cette tablette parmi les quatre plus performantes de l'année. Fine, légère et élégante, c'est un poids plume du haut de ses 290 grammes. L'écran de 7 pouces impressionne par sa définition mais aussi par son contraste et sa luminosité élevés. Tablette Google nexus 7 2013, système d'exploitation Android 4, 230 €.

BELLE DE «MATCH»

BB est la chouchou des photographes de *Paris Match*, trente-neuf couvertures en cinquante ans. Mis en scène par les Brincourt, père et fils, cet album au charme mélancolique évoque toutes les facettes de la star du *Mépris* – son plus beau rôle – y compris ses amants. Il y a beaucoup de portraits inédits, (la scène dans l'eau avec Delon), lors du tournage des *Amours célèbres*. *Brigitte Bardot, la petite fiancée de Paris Match*, sous la direction de Christian et Marc Brincourt, éditions Glénat, 253 pp., 39 €.



HYPER CHOUETTES

Elles sont pas mignonnes, peut-être, les mitaines hibou ? Limite, on peut les faire soi-même en ateliers créa, avec l'immense fierté de se dire que le hibou, c'est l'animal totem et tendances de 2014 : la preuve, au Japon ils en ont déjà fini avec le bar à chats, c'est le bar à chouettes, maintenant. Mitaines, Etsy, 30 €.



SANS PAROLES

Ce livre est sans un mot. L'artiste chinois Xu Bing réussit à raconter une journée de disons, Monsieur Noir, en pictogrammes et autres icônes. C'est ludique, praticable par n'importe quel Occidental, très étrange, ça peut aussi interroger sur l'immédiateté avec laquelle on reçoit les images sans s'en rendre compte.

Une histoire sans mots de Xu Bing, Grasset, 9,90 €.



FAUNE QUI PEUT

Oui c'est pas hyper discret. Mais l'hiver venant, et avec un peu plus de retenue sur le reste du look... Quoi ? C'est pas esthétique ? Voir des lions passer sur un scooter zigzagant, ça n'a pas de prix. Enfin, si : 288 euros. Doudoune Lion Supreme, 288 €. Rens. : supremenewyork.com



BON COU

Le vélo méritait bien un airbag. L'objet a une drôle d'allure, fermé (en collier) comme ouvert (en casque futuriste). Mais si ça peut sauver la vie, la banane au cou, pourquoi pas ? Et puis au moins, on sait pourquoi c'est matage au feu rouge.

Airbag Hövding, 399 €. Rens. : www.hovding.com

SAC DE DAMES

A offrir à un proche, mâle ? Ah oui, ça ferait décalé... Militant peut-être, provocateur sûrement, le sac en toile « I Wish I Was a Lesbian » se porte sans complexe. En tout cas, c'est inattendu.

Sac « I Wish I Was a Lesbian », d'Erika Lust, 9,90 €.



CERF MOI FORT

Il a très très fière allure, ce cerf. A notre avis de police du bon goût, c'est l'objet de l'hiver qui habillera à merveille un dessus de cheminée, un placard de cuisine, un escalier, peu importe, c'est toujours bien. Un peu le cadeau idéal, à accompagner d'une belle statue de chien-loup pour le jardin.

Cerf blanc, Maisons du monde, 3790 €.



ULTRA LIGHT

C'est le plus léger et pour arriver à frôler la barre magique du kilo, cet ordinateur doté d'un écran de 13 pouces est construit en carbone. Tout en angles, le design est racé et la matière lui confère une élégante sobriété. Les performances sont de bon niveau et l'autonomie atteint presque sept heures.

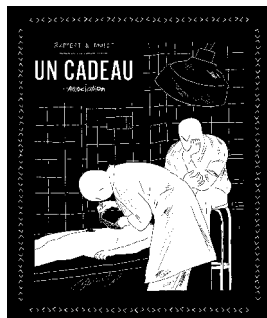
Ordinateur portable Sony vaio, Pro, poids 1,06 kg, taille d'écran 13,3 pouces, prix à partir de 1000 €.





CUBE SUR PRISE

C'est le genre d'objet qui traîne souvent dans les galeries hype, posé négligemment par terre pour faire point lumineux. On peut mettre des trucs dedans, toutes ses chaussures à talons par exemple. Alors moi aussi j'en veux un pour faire j'habite dans une it-galerie du Marais. Quoi c'est déjà ringue ? En tout cas, c'est lumineux. Cube lumineux, Ikea, 24,95 €.



RÉCIT À DÉCOUPER

Ruppert & Mulot frappent encore. Les deux dessinateurs lancent un défi avec leur livre-objet *Cadeau*, leur nouvelle bande dessinée. L'histoire ? Un cadavre gît encore à la morgue. Il s'agit pour le lecteur de participer, construire, déchirer, et donc fabriquer, un peu, le récit. Découpe après découpe, l'intrigue avance et on finit par voir le mot «fin» apparaître. Mazel Tov ! À manipuler avec précaution. *Un cadeau*, Ruppert & Mulot, édition l'Association, 19 €.



LUNES AU LOUVRE

On les aime, ces fesses de Marie-Madeleine, de gladiateur ou d'odalisque, autant de culs qui, ensemble, forment le sujet de ce curieux (et délicieux) ouvrage. *Les Plus Belles Fesses du Louvre*, de Bruno de Baecque et Joëlle Jolivet, Séguier, 16 €.



UN TRUC À PLUMES

Josette, pour Noël, je veux que tu changes ta culotte de coton contre une petite chose informelle en soie. Que tu mettes tes hauts talons. Et pour le reste, tu peux t'habiller en vrai, quand même, à condition de porter aussi cet objet en bois

et plume, élégant en toute occasion. Allez, Josette quoi, c'est Noël, va chercher la coquette qui est en toi.

Eventail Le Soupirant, 39,90 €. Rens.: maison-close.com.

La révélation déjantée de cette fin d'année



« Il se dévore, c'est peut-être pour ça qu'il se vend comme des petits pains. »

Sur toutes les listes des meilleures ventes

DISPONIBLE EN LIBRAIRIE ET EN NUMÉRIQUE

PLON
www.plon.fr

PRÊT À L'ALLUMAGE

Pour une fois une lampe qui donne envie d'y plonger le regard et d'imaginer un coucher ou un lever de soleil au bord d'une plage nordiste. Les pièces uniques de Julien Renault offrent de belles associations de couleurs (corail, bleu, gris, émeraude et blanc) et une matière qui ressemble à du marbre, mais non, c'est du plâtre de synthèse.

Lampe Julien Renault, 13,5 cm de diamètre, hauteur 11 cm, 120 €. Rens.: moncolonel.fr



POIGNETS LIÉS

Ils vont aux femmes comme aux hommes, aux cadres dynamiques comme aux peintres en bâtiment. Inspirés du monde de la mer et de la voile (des ancres en guise de fermoir, des cordes autour du poignet), les bracelets Miansai sont en passe de devenir un classique de la bijouterie accessible (moins de 100 €) mais bel et bien chic.

Bracelet Miansai. Rens.: miansai.com



MAKE-UP MACARON

Tout ce qu'on aime: poudré, précieux, un poil nunuchon, mais juste ce qui faut, avec des faux petits airs d'objets Marie-Antoinette ou princesse Mathilde, si tu préfères. Toute la gamme de maquillage «Les Merveilleuses» de Ladurée ressemble aux pâtisseries du célèbre faiseur de macarons depuis 1862 (dont il vaut mieux se tartiner la face que de s'en empiiffrer): camée à gogo, rose poudré, décors fleuris, dorures, formes rondes.

Les Merveilleuses de Ladurée chez Sephora, de 19 à 127 €.



DE MÈCHES

Ça nous aura bien occupées cette année - au même titre que les extensions à poser soi-même (infaisable ou presque) - le mascara. Mais pas pour cils ni sourcils, mais pour se faire des mèches éphémères dans les cheveux de plusieurs couleurs (on a essayé le rose: very chic). Avantage non négligeable: les mèches disparaissent au shampooing. Si c'est pas idéal pour faire sa it-pouff au réveillon, ça...

Mascara cheveux couleur éphémère, Sephora, 12,90 €.



À BOUT DE MOUFLES

Pourquoi une moufle bi? Et pourquoi se contenter d'une seule couleur? Et pourquoi pas des gants noirs comme l'hiver glacial pendant qu'on y est. Non, on a du blanc comme la neige et du rose comme les joues vantées par les poètes, c'est ça, c'est du gant poétique de chez Howlin by Morrison, proposés par Centre commercial.

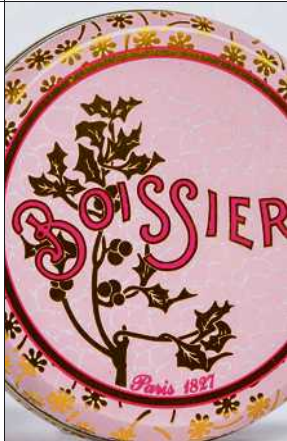
Gants en laine Howlin by Morrison, 29 €. Rens.: www.centrecommercial.cc



SAC À BON DOS

«Les dos droits sont des dos heureux», telle est la devise de la marque Fjällräven, qui créa le Kånken en 1978 pour épargner les dos des écoliers suédois. Depuis qu'il a été filmé sous toutes ses coutures par Sofia Coppola dans *Somewhere*, ce sac à dos en Vinyon F increvable est au top de la hype. Sur tout dans des couleurs «difficiles» (pour ne pas dire total importables), telles que rose bonbon ou jaune. Un simple bleu ou noir, c'est bien aussi.

Sac à dos Fjällräven, 69, 95 €.



FINES FLEURS

Vade retro, Mon Chéri, toi et tous tes cousins en chocolat usé par des jours de stockage en entrepôt. Voici les délicats pétales de chocolat aromatisés aux fleurs de Boissier, maison de qualité «depuis 1827» qui fait le bonheur des dames et des messieurs aussi. Le chocolat est noir aromatisé à la lavande, à la violette, au jasmin, à la rose ou à la verveine...

Boîtes de chocolats aromatisés aux fleurs Boissier, la Grande Epicerie de Paris, 9,80 €.



CADRE DYNAMIQUE

Il y a donc un designer qui a été rémunéré pour concevoir ce miracle (et les mots sont pesés) de kitsch, soit un cadre rose bonbon en plastique, avec moulures s'il vous plaît, dans le plus pur diktat instauré par Philippe Starck qui invite à revisiter l'esthétique XVIII^e siècle avec du plastoc. Idéal pour y insérer la photo de son chien (au minimum un pékinois ou un bichon).

Cadre Ghost rose, 5 x 7 pouces, Urban Outfitters, 9 €.

Rens.: www.urbanoutfitters.fr



TOUTE EN DESSOUS

Elu meilleur designer britannique aux Awards de la lingerie 2012, Kiss Me Deadly propose des dessous un peu 50's mais pas trop, un peu rockab, mais sans qu'il soit nécessaire de se faire tatouer des cerises de partout. A un prix abordable, cette guépière se porte aussi chez les rondes. Deux avantages qui tombent à pic en période de Noël.

Guépière Tempest de chez Kiss Me Deadly, 66 €.



BIEN MOULÉE

Ça pour briller, ça brille, avec des myriades de paillettes de réveillon, tout en restant dans l'absolu bon goût: un peu futuriste, genre casque astronautique, c'est la lampe Dalu, de Vico Magistretti, un modèle des années 60 en thermoplastique moulé. Qui s'est ultramodernisée cette année: à presque 50 ans, la Dalu se parfume maintenant, en plusieurs fragrances, grâce à une petite plaquette de sent bon.

Lampe Dalu, 78 €.

Rens.: artemide.com.

APPEL DE FARDS

C'est du Nars, donc c'est de la bonne, en l'occurrence la nouvelle collection de fards à œil poudrés nacrés, avec des couleurs tout à fait épatantes à condition d'avoir la main un peu légère:

«ultrapigmentés, couleurs impactantes [?], avec un pailleté chatoyant», comme dit féériquement l'argumentaire. Fard à œil Nars, 25 €.



BULLES EN BOUCHE

Quand elle est née il y a presque cinquante ans, la Cuvée rosé était audacieuse car à l'époque, on ne faisait pas de champagne rosé. Aujourd'hui, c'est une valeur sûre: une couleur alléchante, un nez de fruits rouges, pas trop sucré en bouche, rafraîchissant. Et des bulles. C'est ce qui compte finalement.

Champagne Cuvée rosé Laurent-Perrier, 69,90 €.

EN CARAFE

L'objet design idéal pour fin de réveillon où on trouve plus son verre: c'est normal, il était dans la carafe avant nous, le verre, à la manière des bateaux dans les bouteilles, imaginée par le designer français Claudio Colucci.

Carafe Un verre de Claudio Colucci pour Sentou, 75 €.



PETITS PAS VERNIS

Pour celles qui se rêvent en ballerine mais ne possèdent ni la souplesse, ni la grâce, ni l'âge requis, ni rien, ces mocassins en veau vernis feront office de lot de consolation: rose poudré, comme l'exige la tradition, fabriqués en France par la marque référence du genre Repetto (et dotés d'un talon pour ne pas se casser le dos). Le tutu n'est pas fourni. Mocassin Repetto, 220 €.

MON FUJI

Ça fait dix ans qu'il traîne dans la hotte du père Noël. Alors même s'il n'aura jamais l'aura du Polaroid historique et que son design mérite mille liftings, cet appareil peut faire d'un banal portrait un joli objet à poser sur la cheminée.

Fuji Instax mini 8, 79,90 €. Rens.: fujifilm.fr



LE QI DE L'HUÎTRE

Une huître en cadeau? C'est curieux, mais pourquoi pas si on est invités chez des gens qu'on ne connaît pas très bien, ça fait gourmet, distingué, chic, de bonne manière. A flanquer d'un grand cru blanc ou rouge, tiens, soyons fous, et par 12 ou 24, ça fait moins cheap qu'une seule. Une seule huître.

36 huîtres N°3 avec transports, 49 €. Rens.: huître-bretagne.com

PIERRE DE TAILLE

Une collègue du journal ricanant sur la modestie de certains cadeaux présentés dans ces pages, on lui cloue le bec en offrant à nos lecteurs le Pink Star. Ce joli diamant rose de 59,60 carats a été adjudé le 13 novembre à Genève au prix de 61,65 millions d'euros. Il n'est donc pas impensable d'imaginer que son nouveau propriétaire – un lapidaire de New York – regrette déjà cet achat impulsif. Ou que la couleur ne lui plaise plus. Ou qu'il ne sache pas où le ranger... Bref, tentez votre chance.

Contacter Sotheby's pour la transaction.



CHAT, CHAT ET CHAT

Quiconque porte cette petite capuche (à oreilles de CHAT) gagne immédiatement en mignonneté (cette capuche a des oreilles de CHAT) et en sex-appeal. Oui, les deux mon général, ce qui n'est pas donné à toutes les capuches (ma grand-mère en sait quelque chose). Maison Michel, noble chapelier fondé en 1936, fait aujourd'hui partie des onze ateliers des métiers d'art de Chanel. On les encourage à décliner les accessoires pour la tête (surtout ceux à oreilles de CHAT).

Lara Rain Hat de Maison Michel, 260 €.



EUROPE SEXY

Pour votre prochain week-end, ce sera plutôt Madrid, Berlin, Vienne? Erika Lust, la papesse du X au féminin propose 120 lieux érotiques en Europe - musées érotiques, boutiques fétichistes, cabarets coquins, ou festivals cinématographiques spécialisés - pour pimenter nos voyages. Parce qu'après un tour des monuments, on est bien heureux de se retrouver avec chéri(e) dans le cocon de son love hôtel.

120 lieux de plaisirs en Europe, d'Erika Lust, édition Femme fatale, 15 €.

GROIN DE TABLE

Dans un restaurant de Montréal, Au lutin qui bouffe, on nourrissait au biberon un cochon de lait à l'apéro. Le chef cuisinait ensuite la mignonne petite bête que l'on dégustait rôtie. Réunies dans un livre par Michel Campeau, les photographies noir et blanc imprimées sur un papier rose cochonnaille parlent de notre rapport sadique à la nourriture. Eclairant au moment des fêtes.

In Almost Every Picture 10, 25 € en vente chez l'éditeur galeriste RVB books, 95, rue Julien Lacroix, 75020.



CRÉATEUR ORIGINAL

LA TRAQUE NE FAIT QUE COMMENCER

TUNNEL

4 DVD

111 min.

CANAL+
CREATEUR ORIGINAL

LA SÉRIE THRILLER PAR CANAL+

TUNNEL

CHACUN MEURTRE VOUS RAPPROCHE
DE LA VÉRITÉ

STUDIOCANAL

STUDIOCANAL

© Kudos (Tunnel) Limited 2013. Tous droits réservés. photo: © BETC/CANAL+. Photo: Jean-Baptiste DEGEZ/Hello Net. Conception graphique © 2013 Studio: and. Tous droits réservés



Le contrat brésilien concerne 36 avions de combat et dépasse les 3 milliards d'euros. PHOTO REUTERS

Contrat brésilien manqué: les coûts de luxe du Rafale

Après dix ans de négociations, les avions de guerre suédois ont été préférés aux français, jugés trop chers et trop sophistiqués.

Par **CHANTAL RAYES**,
YANN PHILIPPIN et
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Nouveau crash commercial pour le Rafale. Après dix ans de hauts et des bas, le Brésil a écarté hier le chasseur de Dassault (et le F/A-18 américain) pour ouvrir des négociations exclusives avec le suédois Saab, pour, au finale, l'achat de 36 Gripen NG (qui avaient la faveur des militaires), soit un contrat de

plus de 3 milliards d'euros. C'est un camouflet pour Dassault qui n'a toujours pas vendu un seul Rafale hors de France et qui aurait aimé se prévaloir d'un succès pour emporter les négociations très serrées qu'il mène depuis des mois avec l'Inde. L'avionneur est d'autant plus sous pression que le gouvernement l'a quasiment mis en demeure de conclure un contrat à l'export afin de soulager son budget militaire. Fait peu commun, l'appel d'offres

REPÈRES

L'action du groupe suédois de défense Saab a pris plus de 23 % hier après qu'il a remporté le contrat pour la fourniture de ses avions de chasse Gripen NG au Brésil.

26

livraisons de Rafale sont inscrites dans la nouvelle loi de programmation militaire (promulguée hier), contre 66 prévues normalement. Il faudrait donc exporter 40 Rafale de 2014 à 2019, pour compenser.

«Le Brésil n'était pas notre cible prioritaire. Nous avons de bonnes raisons de croire que sur l'Inde et sur le Golfe, il y aura bientôt des résultats.»

Jean-Yves Le Drian le ministre français de la Défense, hier

brésilien aura humilié deux présidents français. D'abord et surtout Nicolas Sarkozy, qui avait triomphalement annoncé la victoire du Rafale lors d'une visite officielle au Brésil, en septembre 2009, alors que rien n'était encore conclu. Et, dans une moindre mesure, François Hollande, qui s'est rendu la semaine dernière à Brasília, flanqué du PDG de Dassault, Eric Trappier. Selon le quotidien la *Folha de São Paulo*, le chef de l'Etat a, alors, bien été informé par son homologue brésilienne, Dilma Rousseff, du choix de l'avion Gripen. Un choix que le Brésil a préféré rendre public, «par politesse», quelques jours après le départ de la délégation française, glisse une source diplomatique à Brasília.

COUTEAU SUISSE. Hier, au ministère de la Défense, on tentait de relativiser l'échec du Rafale. «On savait depuis longtemps que c'était plié. Surtout que les besoins stratégiques du Brésil, compte tenu de sa géographie, c'est le matériel maritime. Et là, nous sommes présents.» Hollande a déclaré, lui, qu'il «s'attendait [...] depuis plusieurs mois» à cette mauvaise nouvelle, vu les «difficultés financières» du Brésil.

C'est justement là que le bât blesse. Le Rafale est un excellent avion, une sorte de couteau suisse capable de tout faire (chasseur, bombardier, reconnaissance, frappes nucléaires...) qui a prouvé sa valeur en Afghanistan ou en Libye. Mais sa sophistication le rend horriblement cher. Selon la *Folha de São Paulo*,

Dassault proposait un contrat à 5,5 milliards d'euros quand Saab n'annonçait que 3,3 milliards pour ses Gripen. Ce qui a emporté la décision de Brasília alors que la population brésilienne manifestait il y a peu contre les dépenses somptuaires du Brésil pour préparer la Coupe du monde de football.

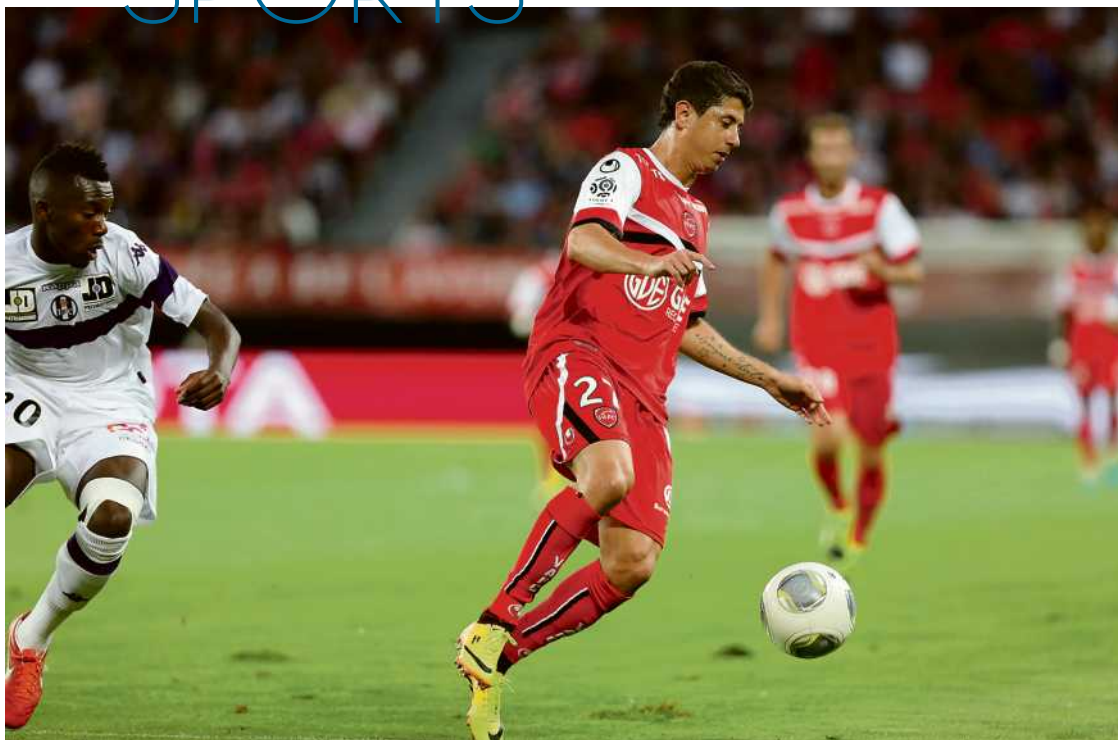
C'est également à cause de son prix cassé que la Suisse a choisi le Gripen face au Rafale, alors même que l'avion suédois était arrivé bon dernier lors des évaluations techniques. Saab assume ce positionnement rustique. «On a montré qu'on peut fournir des solutions sans détruire totalement le budget du client», s'est félicité hier Lennart Sindahl, vice-président de Saab.

«Nos matériels militaires en Europe sont parfois trop compliqués, trop sophistiqués. Ça ne vous rend pas forcément compétitif sur les autres marchés, où les gens ont besoin d'équipements moins chers», confiait récemment à Libération Tom Enders, patron d'EADS, l'un des fabricants de l'Eurofighter, chasseur rival du Rafale. Même si cela ne suffit pas à expliquer les nombreux échecs de Dassault et de la diplomatie tricolore (Corée du Sud, Maroc...) : l'Eurofighter – tout aussi cher et moins performant que le Rafale – a réussi, lui, à trouver preneur en Arabie Saoudite et en Autriche. Deux victoires toutefois entachées par des soupçons de corruption.

FROID. L'échec du Rafale au Brésil est d'autant plus humiliant pour Dassault que celui-ci avait un boulevard devant lui depuis que les révélations sur les écoutes de la NSA avaient fâché Dilma Rousseff et les Etats-Unis. Un froid qui avait abouti à l'élimination du F-18 de Boeing et qui aurait pu fragiliser

C'est un camouflet pour Dassault qui n'a toujours pas vendu un seul Rafale hors de France et qui mène des négociations très serrées avec l'Inde depuis des mois.

l'appareil suédois, doté de nombreux équipements américains. Dassault s'accroche à quelques espoirs tangibles dans le reste du monde. En Inde, d'abord, où il mène des négociations exclusives pour la vente de 126 Rafale (environ 10 milliards d'euros). Un dossier difficile, surtout depuis le décès du négociateur en chef d'une crise cardiaque. Deux autres pays sont intéressés par l'appareil français, le Qatar et les Emirats arabes unis, même si ces derniers font lanterner Dassault depuis des années. En octobre, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, n'hésitait pas à se risquer à annoncer un contrat Rafale pour 2014. C'est que le gouvernement français serait bien embêté si ce n'était pas le cas : la nouvelle loi de programmation militaire, calculée au plus serré, prévoit la livraison de 11 Rafale à l'armée française en 2014 et 2015. Après ça, l'export est censé compenser la baisse des commandes nationales. ►



Maor Melikson, à Valenciennes (Nord), lors de la rencontre contre Toulouse le 10 août. PHOTO PAULINE MANET/PANORAMIC

Maor Melikson, l'Israélien qui brille dans l'ombre du Nord

Le discret milieu de terrain se distingue à Valenciennes, 18^e de Ligue 1.

Par **GRÉGORIE SCHNEIDER**
Envoyé spécial à Valenciennes

Quelle trace laisse un footballeur ? Ça dépend du joueur. Ou du club : ici le Valenciennes FC, 18^e de Ligue 1

en souffrance avant un déplacement périlleux ce soir à Monaco. Le joueur : Maor Melikson, 29 ans, élément le plus doué techniquement – et de loin – de l'effectif et qui fut, dans une autre vie, la sensation à venir d'un football israélien qui n'en finit pas de s'imaginer un avenir faute de présent.

Dans le petit monde du foot hexagonal, Melikson est apparu à la lumière le 14 septembre, jour du Yom Kippour, le Grand Pardon, où le pratiquant est tenu à un jeûne et un chômage complet. Celui-ci s'achevant après le début du match, le

PROFIL

meneur de jeu n'est entré qu'à la 64^e minute, transformant du tout au tout une partie pourtant perdue 1-3 (face à Saint-Etienne) au prix d'une astuce, puisqu'il s'était calé sur le fuseau horaire d'Israël pour jouer un peu. L'intéressé précise : « Je ne suis pas la personne la plus religieuse qui soit. » L'astuce en question disait ça, ou plutôt le souci de se concilier toutes les parties.

MENACE. On comprendra vite qu'il est souvent question le concernant du poids du regard des autres ; Melikson l'ayant souvent perçu comme une menace. Fils d'un cadre travaillant dans le médical et d'une mère dans la banque, le natif de Yavné n'a jamais été poussé par personne : « Mes parents m'ont laissé faire, je n'ai jamais eu besoin de rien et j'ai grandi dehors. Je jouais tout le temps. Mes parents se sont contentés

de me payer l'académie de foot [la formation est payante en Israël, ndlr], celle du Maccabi Yavné – pas la plus prestigieuse, pour tout dire. Mais j'ai intégré le Beitar Jérusalem à 17 ans. Un club spécial : beaucoup de pression, des fans partout dans le pays, notre Olympique de Marseille à

« Depuis peu, il s'autorise à parler sur le terrain. Pour lui, c'est un grand pas. »

Lindsay Rose coéquipier de Maor Melikson à Valenciennes

nous. Puis, en 2006, je signe au Maccabi Haïfa. Tout le monde parlait de moi, les médias m'arrêtaient pas. Je n'ai jamais été le mec à sortir le soir, mais il a fallu comprendre certaines choses, comme le fait que tu peux perdre ta place. C'est un travail dur. En Israël, 90% des joueurs se payent des entraîneurs physiques perso. »

Un peu perdu, blessé à la voûte plantaire, Melikson aura alors une démarche délicate et rare : il signe en 2008 en deuxième division à l'Hapoël Beer Sheva, « le seul club israélien présidé par une femme », l'idée étant surtout de retrouver l'entraîneur qui s'était occupé de lui en sélection des moins de 21 ans.

Comme souvent, Melikson excelle quand il évolue à l'ombre. Mais puisqu'il excelle, il en sort : en février 2011, il est contacté par le

Wisla Cracovie, dont les supporters affichent à chaque match un antisémitisme forcené. Quand il en parle aujourd'hui, le joueur ouvre tout grand les yeux : « On m'a expliqué que les mots des fans étaient dirigés contre l'autre club de Cracovie, le KS Cracovia, créé au début du XX^e siècle par la communauté juive

de la ville. Bon... Après quelques matchs, ils chantaient pour moi. Je dois dire que tant que j'étais sur le terrain, il n'y avait ni slogan antisémite ni rien. Je ne sais pas si c'est beaucoup arrivé là-bas. Sportivement, je vivais au paradis. Les joueurs polonais aiment courir, ils défendent plus qu'ils n'attaquent, ils sont disciplinés. »

« ÉLÉGANT. » A Cracovie, Maor Melikson brille ainsi par contraste : fin, technique, porté par son idée du moment. Lindsay Rose, défenseur et coéquipier à Valenciennes : « Il est élégant dans tout. Le genre de mec qui ne se bat pas contre le ballon. Je n'ai pas souvent croisé un joueur comme lui, et j'ai été international espoir. » La Fédération polonaise lui propose donc d'intégrer l'équipe nationale – une ascendance suffit. Melikson est tenté, d'autant que la sélection israélienne le laisse en jachère : « Jouer l'Euro 2012 [coorganisé par la Pologne, ndlr], c'était bon pour moi. » En France, où cela arrive tous les mois, tout le monde s'en fout. En Israël, l'affaire Melikson fait scandale : c'est la première fois.

Le joueur fait deux choses : il coupe son portable et laisse tomber. Rose : « On est arrivé ensemble à Valenciennes en janvier 2013. C'est un type très, très discret. Depuis peu, il s'autorise à parler sur le terrain. Pour lui, c'est un grand pas. » Un voisin de vestiaire, le défenseur uruguayen Gary Kagelmacher : « Melikson est un type absolument normal. » On a rencontré le bonhomme au centre d'entraînement de Mont Houy : paisible, clairvoyant, un peu étonné d'être l'objet d'une interview. En repartant, on l'a recroisé à la gare avec son épouse, soit deux anonymes au visage d'ados traversant la place sans susciter un regard ; le meilleur joueur de la ville qui se confond avec les murs environnants. Son épouse fut une étudiante brillante : ingénieure informatique, elle a suivi un programme de deux années dans le renseignement militaire. Quand on l'a vue, elle semblait encore plus timide que lui. ♦

REPÈRES

MAOR MELIKSON

Milieu de terrain, 29 ans, né le 30 octobre 1984 à Yavné (Israël). 32 matchs de Ligue 1 ; 4 buts.

Clubs : Beitar Jérusalem, Maccabi Haïfa, Hapoël Kfar Sabah, Hapoël Beer-Sheva, Wisla Cracovie (Pologne), Valenciennes.

2

Le nombre de clubs qui peuvent être champions d'automne dimanche : le Paris-SG (qui reçoit Lille) et Monaco, à deux points.

« Je reste jusqu'à Noël, c'est sûr, et à la reprise en janvier, oui. Je pense que le président prendra cinq mois pour me choisir un successeur. »

José Anigo coach marseillais... jusqu'en juin, donc

LA 19^e JOURNÉE DE L1

20 h 30 Monaco-VA. **Demain** 17 h : Saint-Etienne-Nantes. 20 h : Bastia-Montpellier, Nice-Evian-TG, Toulouse-Guingamp, Reims-AC Ajaccio, Sochaux-Rennes. **Dimanche** 14 h : OM-Bordeaux. 17 h : Lorient-Lyon. 21 h : PSG-Lille.



ALAIN BRILLON

«[Il y a] 1100 communes socialistes où l'ensemble des enseignants et des familles sont en désaccord avec la réforme et où 20% d'entre elles ont même reculé.»

Christian Estrosi
Maire UMP de Nice,
le 15 décembre sur BFMTV

Rythmes scolaires : Estrosi invente un fiasco

La réforme des rythmes scolaires met Christian Estrosi hors de lui. Figure de proue du collectif des 55 élus favorables à un boycott du décret Peillon, le député-maire de Nice répète à l'envi qu'il maintiendra la semaine de quatre jours dans sa commune à la rentrée 2014. Pour le justifier, il évoque le retour d'expérience des municipalités pionnières. 17% des communes françaises ont mis en

place une demi-journée supplémentaire d'enseignement dès septembre. Et, à en croire Estrosi, cette première étape se solde par un fiasco généralisé. Pour noircir le «bilan positif» dressé par le chef du PS, Harlem Désir, sur le plateau de BFMTV, le député UMP lui rétorque que sur un échantillon de 1100 communes, «30% ont annulé en cours de route parce qu'elles ont compris que c'était inapplicable». Puis il se reprend, évoquant «1100 communes socialistes où l'ensemble des enseignants et des familles sont en désaccord avec la réforme et où 20% d'entre elles ont même reculé». Et non content de trouver cette réforme compliquée, l'élus des Alpes-Maritimes l'estime aussi trop chère pour les municipalités : selon lui, l'aide allouée par l'Etat «ne représente que 10% de la dépense totale pour le contributeur local».

Pour saborder le décret Peillon, Christian Estrosi ne lésine pas sur les intox. Il ouvre le bal en inventant un taux d'abandon de 30%. Un pourcentage que le comité de suivi de la réforme ne confirme pas. «A notre connaissance, seules deux communes ont abandonné sur les 4000 concernées», indique Françoise Moulin-Civil, sa

présidente. Ainsi, ce ne sont donc pas 30, ni 20, mais... 0,05% des communes pionnières qui ont fait marche arrière. «Et il s'agit de cas particuliers», précise Bernard Beignier, le recteur de l'académie d'Amiens, à laquelle sont rattachées ces deux municipalités. La première, Crillon (Oise), a été rappelée à l'ordre par le rectorat trois semaines après la rentrée à cause d'un problème de procédure. «Le projet éducatif territorial (PEDT) avait été modifié pendant l'été sans que l'académie en soit informée», précise le recteur. A

Ce ne sont donc pas 30, ni 20, mais... 0,05% des communes pionnières qui ont reculé.

Boves (Somme), le blocage est plus profond. Le maire, les parents et les équipes pédagogiques ne s'entendent pas sur les horaires des activités périscolaires. Faute d'accord, la municipalité est revenue à la semaine de quatre jours fin octobre. Et «il s'agit là d'une suspension et non d'une marche arrière», corrige Bernard Beignier.

Interrogé sur ses sources, l'entourage du maire de Nice renvoie à une enquête publiée en novembre par l'Association des maires de France (AMF), dont Christian Estrosi est l'un des vice-présidents, et qu'il a l'art d'utiliser tout en la critiquant : selon lui, les 1100 communes qui ont répondu au questionnaire en ligne seraient «toutes socialistes». Ce n'est pas vraiment ce qui intéresse l'AMF : «Ces 1100 communes sont simplement celles qui ont répondu en premier», précise un porte-parole de l'association. Quant aux résultats eux-mêmes,

ils contredisent l'état des lieux dressé par le maire de Nice. Ainsi, 83% des 1100 communes se disent satisfaites par la mise en œuvre de la réforme. Christian Estrosi renverse ces conclusions et considère les 17% restants comme des abandons. «La formulation de la question laisse entendre que les communes insatisfaites ont reculé», précise son entourage. «La question était sans ambiguïté», rétorque l'AMF.

Preuve que le député a survolé l'étude, le paragraphe sur le coût de la réforme le contredit aussi.

Selon le maire de Nice, l'aide accordée par l'Etat ne couvrirait que 10% des frais engendrés par les nouveaux rythmes.

En cumulant le fond d'amorçage et la prestation spécifique de la CAF, cette aide varie entre 50 et 150 euros par an et par enfant. Or l'AMF estime le coût médian des nouveaux aménagements à 150 euros. Pour une commune dont les dépenses resteraient dans cette moyenne, celles-ci seraient donc couvertes entre 30 et 100%. «Les 10% ne concernent en fait que la ville de Nice», précise encore l'entourage de Christian Estrosi. Ce qui n'en reste pas moins discutable. Luciano Azinheirinha, l'adjoint au maire chargé de l'éducation à Nice, estime, sans pouvoir le détailler, le coût de l'application de la réforme à 300 euros par élève. En choisissant de ne pas tenir compte des 53 euros versés par la CAF pour les activités périscolaires, il table sur une aide de l'Etat de 50 euros, et obtient un rapport de 15%. C'est toujours plus que les 10% évoqués par Estrosi. Mais le maire de Nice n'est plus à une approximation près.

AMÉLIE MOUGEY

DÉSINTOX

LA RECHUTE

LES MÉCOMPTES DE WAUQUIEZ SUR LES EMPLOIS MARCHANDS

Si l'UMP aime à pointer du doigt les destructions d'emplois marchands depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, le parti a visiblement du mal à admettre que c'était pire pendant la crise... C'est-à-dire lors du dernier quinquennat de Nicolas Sarkozy. «On a détruit beaucoup plus d'emplois en beaucoup moins de temps depuis que François Hollande est arrivé», disait Laurent Wauquiez sur France 2 mercredi. Tout faux. Nous avions déjà corrigé une semblable affirmation de Valérie Pécresse (Désintox du 10 décembre). Depuis un an, la France a perdu 107 000 emplois marchands. Mais entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, la dégringolade avait été de près de 400 000, avant une nouvelle érosion de 110 000 emplois entre le premier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010.

DANS LES DENTS

LOUIS GALLOIS REMET LE MEDEF À SA PLACE

Savoureux passage de Louis Gallois, hier, sur BFMTV et RMC. Alors que le Medef, via son numéro 1, Pierre Gattaz, répète partout qu'il veut une baisse de 100 milliards des charges sur les entreprises et que c'est Louis Gallois qui le préconise dans son rapport d'il y a un an, Jean-Jacques Bourdin interroge opportunément l'industriel sur ce chiffre... Réponse de Gallois : «Je pense franchement que dans la période actuelle, ce n'est pas très réaliste.» Et pour cause : jamais Louis Gallois n'a préconisé 100 milliards de baisse, mais 30 (Désintox du 10 septembre et du 13 décembre). Et le gouvernement en a retenu 20, via le Crédit impôt compétitivité emploi (CICE).



VRAI-FAUX LA MINISTRE PRÉTEND QUE LA GAUCHE A INTERDIT LE VOILE À L'ÉCOLE

Le coup du foulard de Vallaud-Belkacem

Après le tollé provoqué par la publication, sur le site de Matignon, d'un rapport sur l'intégration suggérant notamment de revenir sur l'interdiction du voile à l'école, Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole et donc pompier numéro 1 du gouvernement, était vendredi dernier sur Europe 1 pour éteindre l'incendie. Quitte à en faire un peu trop : «La laïcité fait partie des valeurs piliers, fondamentales de la gauche,

commence-t-elle, et je vous rappelle que l'interdiction du port du foulard, du voile à l'école, ça a été acquis par la gauche : 1989, Lionel Jospin ministre de l'Éducation, la fameuse circulaire qui impose ce principe.» Un beau raccourci historique. En 1989, les médias se font le relais de nombreuses tensions autour du sujet, ce qui conduit Lionel Jospin, alors ministre de l'Éducation nationale, à adopter une circulaire

qui évoque pour la première fois le port du voile à l'école. Mais point d'interdiction pure et simple : le ministre, suivant les recommandations du Conseil d'Etat, préconise le cas par cas, sans s'opposer formellement au port du voile. Celui-ci ne sera interdit qu'en 2004, avec la fameuse loi sur les signes religieux adoptée sous Jacques Chirac. Et donc, n'en déplaise à Najat Vallaud-Belkacem, sous la droite.



SUR LIBÉRATION.FR

Désintox
Richtig-Falsch!

Désintox traque tous les jours petits et gros mensonges du débat public, en partenariat avec Libération et 2P2L. Une pastille d'impartialité à retrouver du lundi au jeudi, sur Arte, dans l'émission présentée par Elisabeth Quin 28 Minutes, à partir de 20 h 05, et sur Libération.fr.

Laissons parler les imbéciles

Par **GASPARD KOENIG**
Philosophe,
président
du think tank
Génération Libre
et **AURÉLIEN
PORTUESE**
Juriste, maître
de conférences
à l'université
de Westminster

La liberté d'expression semble un acquis en France. Personne n'est plus embastillé pour ses opinions, et le temps au Voltaire écrivait que «sans l'agrément du roi, vous ne pouvez penser», semble bien révolu. L'avalanche de sottises postées chaque jour sur le Web conduit parfois à penser que, s'il y a un problème avec la liberté d'expression, il réside plutôt dans son abus.

Mais prenez l'actualité des semaines passées : Bob Dylan mis en examen pour ses propos sur les Serbes ; Karl Lagerfeld objet d'une plainte pour «discrimination envers la communauté des femmes rondes» (sic) ; Manuel Valls poursuivi par le Mrap ; Christian Estrosi attaquant pour diffamation, au nom de la ville de Nice, tous ceux qui critiquent sa gestion budgétaire ; Jean-Marie Le Pen condamné pour avoir dit que «les Roms valent comme des petits oiseaux» ; sa fille promettant à son tour de traîner en justice tous ceux qui la qualifient d'extrême droite...

En fait, jamais, depuis l'Ancien Régime, le débat public en France n'a été autant corseté par le droit. Depuis quarante ans, nos gouvernants se sont mis en tête d'éradiquer la bêtise. La loi Pleven de 1972 condamnant les propos discriminatoires peut être considérée comme le point de départ de cette évolution. Bien d'autres ont suivi, toutes rédigées avec les meilleures intentions du monde, mais aboutissant au cadre le plus liberticide de tous les pays développés. Si l'on peut sourire du délit d'«outrage à ambassadeur», d'«opinions contraires à la décence» ou de «dif-

famation à l'encontre des administrations publiques», comment tolérer qu'un véritable délit de blasphème ait été réintroduit par la Cour de cassation ? Que les lois mémorielles empêchent les historiens de faire leur travail (si elles avaient existé dans les années 60, jamais on aurait pu montrer que le massacre de Katyn avait été perpétré par les Russes et non par les nazis) ? Que chaque communauté se dote de son association spécialisée traquant toute critique ? Que l'on ne puisse pas montrer, dans un reportage, un vigneron qui prend plaisir à boire son vin ? Que l'usage trop aisé de la diffamation, où la charge

La liberté d'expression selon les Britanniques : «Non seulement les propos inoffensifs mais tous ceux qui sont irritants, clivants, excentriques, hérétiques, désagréables et provocateurs, dans la mesure où ils n'incitent pas à la violence».

de la preuve est inversée, soit devenu une arme politique ? Que toute injure à un fonctionnaire soit automatiquement punie ? Qu'un simple «retweet» puisse valoir une mise en examen ?

Ce corpus juridique est aujourd'hui heureusement peu utilisé, hormis par quelques associations spécialisées et personnalités procédurières. Mais son existence laisse peser une ombre menaçante sur notre démocratie. La chanson de Serge Gainsbourg sur la Mar-seillaise, le sketch de Jean Yanne sur l'inspecteur du

permis de conduire, la comptine *J'ai du bon tabac*, les livres de Virginie Despentes ou les passages du *Cid* sur les Maures pourraient tous aujourd'hui tomber sous le coup de la loi.

Nous proposons au contraire d'assumer, dans la lignée de John Stuart Mill (*On Liberty*, 1859), la fonction à la fois dialectique et cathartique de la libre expression. Aucun propos ne devrait être interdit sur la base de la «vérité» ou de la «morale». Nous faisons le pari que l'individu est rationnel, responsable, et que l'opinion, correctement informée, est mieux à même de trancher le bien et le mal que les tribunaux. Comme le dit

Jamel Debbouze à propos de la récente une de *Minute* sur Christiane Taubira, «laissons les imbéciles dire tout et n'importe quoi». La liberté d'expression est un vain mot si on ne l'utilise qu'à dire des choses aimables. La jurisprudence britannique en donne cette belle définition : «Non seulement les propos inoffensifs mais tous ceux qui sont irritants, cli-

vants, excentriques, hérétiques, désagréables et provocateurs, dans la mesure où ils n'incitent pas à la violence.»

Le législateur, en abandonnant tout principe, a mis le juge dans la position impossible de rétablir le bon sens. En ajoutant exception après exception, restriction après restriction, il s'est fait l'homme de main d'une société frileuse et inhibitrice, détruisant cet «esprit français» fait d'excès, d'esprit et d'espoir. Faisons à nouveau de la France le pays des Lumières !

L'égalité des chances se joue à l'université

Par **BERTRAND GUILLARME**
Philosophe
et **THOMAS
BRISSON**
Sociologue,
université,
Paris-VIII

La coïncidence de la publication des résultats de l'enquête Pisa et du mouvement initié par certains enseignants des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) qui semble avoir conduit le ministre de l'Éducation à renoncer à ses projets, remet sur le devant de la scène un vieux déni politique français : loin de réduire les inégalités comme il en a la mission, notre système d'enseignement contribue à les reproduire et à les légitimer. La situation est d'autant plus préoccupante en ce qui concerne l'enseignement supérieur, dans un pays où le lien entre des diplômes acquis autour de 25 ans et la situation professionnelle en fin de carrière est parmi les plus étroits au monde. Peu d'États ont, comme la France, su convertir les titres aristocratiques en titres scolaires, niant ainsi les promesses démocratiques en démentant l'espoir d'ascension sociale. Contrairement à de nombreux autres pays, rien, chez nous, ne compense l'absence de ces titres ; il reste exceptionnel de pouvoir s'élever par d'autres moyens au-dessus d'une sorte de plafond de verre du diplôme.

Or, autre spécificité française, cette inégalité s'organise à la faveur d'une division profonde entre «grandes écoles» et filières universitaires. Il est alors singulier, pour ne pas dire cynique, qu'un nombre croissant de grandes écoles, ou de ceux qui s'y préparent, se fassent les champions de l'égalité des

chances et du mérite, que ce soit en accueillant quelques banlieusards lorsqu'ils lorgnent du côté de Shanghai, en prévoyant des classes d'adaptation aux CPGE pour publics populaires (d'ailleurs supprimées), ou encore en se bornant à s'autoproclamer «hussards noirs de la République», à l'instar des instituteurs du peuple sous la III^e République (*le Monde*, 5 décembre). La réalité est plus triviale : alors qu'ils représentent 29% des bacheliers, seuls 5% d'enfants d'ouvriers sont ins-

La question n'est pas tant d'augmenter, marginalement ou non, le nombre d'étudiants issus des milieux défavorisés dans les «grandes écoles»...

crits en classes préparatoires, et leur part tombe à 2,5% des élèves des écoles normales supérieures et des grandes écoles commerciales. Ce chiffre n'a d'ailleurs cessé de décliner depuis vingt ans. Rappelons aussi que le nombre élevé d'heures de cours en classe préparatoire (une quarantaine, soit deux fois plus environ qu'à l'université), couplé à un système de bourse insuffisant, exclut de fait les élèves les plus défavorisés souvent obligés de travailler pour payer leurs études ; et que, enfin, ce sont en réalité quatre ou cinq lycées, en préparant aux concours, qui, derrière les statistiques rassurantes de la Conférence des grandes écoles,

assurent à eux seuls le recrutement des élites de la République.

Cette situation a aussi pour conséquence de passer sous silence, ou au mieux de balayer d'un revers de main, ce qui se joue là où est formé l'essentiel de la jeunesse française – et particulièrement celle qui est issue des classes moyennes et populaires : l'université. Si l'on veut réellement favoriser en France une véritable égalité des chances, alors, que l'on donne aux universités les moyens de former leurs étudiants dans de bonnes conditions.

Aucun autre pays dit développé ne laisse son enseignement supérieur dans un état si misérable ; notre pays semble avoir renoncé à investir là où se joue l'avenir de l'essentiel de sa jeunesse et donc là où pourraient s'inventer d'autres destins collectifs. Tant que l'on continuera à réduire la question de l'égalité des chances à l'accès aux classes préparatoires, qui ne concerne que 5% d'une classe d'âge, alors on se condamnera à n'agir qu'à la marge sur l'institution qui, avec de faibles moyens, forme l'essentiel de la jeunesse. Sous prétexte de lutter contre les inégalités, on continuera ainsi à les renforcer. Il faut donc renverser la perspective. La question n'est pas tant d'augmenter, marginalement ou non, le nombre d'étudiants issus des

milieux défavorisés dans les «grandes écoles», que de leur donner les moyens de réussir là où ils se trouvent majoritairement, c'est-à-dire à l'université. Force est de constater que les politiques européennes et nationales menées depuis quelques années sont loin d'aller dans ce sens. La situation des universités françaises n'a jamais été aussi précaire, comme l'attestent les situations de quasi-faillite auxquelles plus de quinze d'entre elles sont confrontées, conséquence de réformes censées favoriser leur autonomie.

Or paradoxalement, on justifie tout cela par la poursuite d'une excellence réduite aux classements internationaux, dont celui de Shanghai, où l'on donne pour mesure de la performance du pays les résultats d'une poignée de grands centres universitaires. Plutôt que de s'engager aveuglément dans cette compétition au bénéfice de quelques-uns, l'important n'est-il pas de réfléchir sur les modalités d'un savoir largement partagé et d'une excellence vraiment collective, qui sont la marque d'une société démocratique ? L'université, qui porte la valeur de liberté critique mieux qu'aucune autre institution par l'établissement des liens entre la recherche de haut niveau et l'enseignement du premier cycle, où les relations avec les centres de formation à l'étranger sont solidement établies, n'est-elle pas le lieu privilégié pour mettre en œuvre cette ambition ?

Le plus méconnu des grands : Henri Maldiney

Par **JEAN-FRANÇOIS REY**
Professeur agrégé de philosophie

Henri Maldiney, qui vient de nous quitter, était né en 1912. Il a marqué de son empreinte la phénoménologie de langue française. De celle-ci, il adapta un langage propre qu'il remania à son usage. Son travail n'était pourtant pas pure traduction ou reprise. Il n'appartenait pas à un cénacle de disciples vénérant Heidegger, ses œuvres complètes, ses mystères et son jargon. Maldiney ne se bornait pas à proposer des traductions de concepts difficiles, mais il s'engageait dans des directions de sens que ces concepts, tel celui de *Dasein* («exis-

Le nom de Maldiney est associé à tous ceux, notamment dans le champ de la psychiatrie, qui ont donné accès à une compréhension existentielle de la folie.

tence»), invitaient à explorer. Surtout de tels concepts devenaient des outils anthropologiques avec lesquels Maldiney travailla dans les champs de la psychopathologie et de l'esthétique.

Il fut autant impressionnant pour ses étudiants de l'Institut français de Gand immédiatement après la guerre et pour ceux de l'université de Lyon où il fit l'essentiel de sa carrière, qu'il était largement méconnu, voire minoré, par ses collègues (à l'exception notable de Gilles Deleuze). Souffrit-il, après ses années de formation au lycée du Parc de Lyon et à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, d'être resté toute sa vie un provincial ? Voix singulière au sens le plus concret : une voix rocailleuse, une gestuelle scandant le verbe, qui disaient le rythme, qui étaient le rythme, concept essentiel de son esthétique. Le regretté Jacques Schotte, psychiatre belge partenaire de nombreux philosophes, avait rencontré Maldiney lorsqu'il étudiait à Gand : il témoigna plus tard s'être trouvé devant «une machine à penser en marche». C'est lui qui mit Maldiney en relation avec les psychiatres de langue allemande Ludwig Binswanger et Roland Kuhn qui ouvrirent les portes de leurs cliniques au philosophe. Beaucoup de ses étudiants se reconnaissent dans les paroles de Jacques Schotte. On entendit Maldiney avant de le lire.

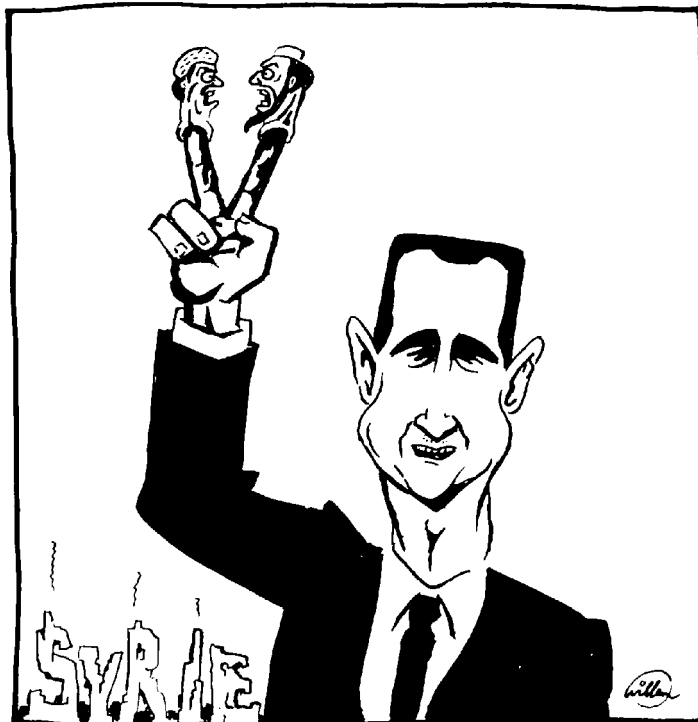
En effet, il publia tard : il rassembla ses nombreux articles épars dans des recueils édités dans les années 70 et 80. La réédition en cours de ses œuvres complètes aux éditions du Cerf correspond maintenant à un second moment de la réception du travail de Maldiney : celui de la lecture. Souhaitons que

l'écrit ne soit pas trop l'orphelin, pour parler comme Platon, de la parole vive. Va-t-on travailler maintenant dans son sillage ? Le sauvetage de cette pensée ne peut venir que de jeunes chercheurs qui prennent au sérieux l'aridité généreuse de Maldiney. Alors même que de son vivant il sut se tenir à l'écart des courants les plus en vue de son époque, à commencer par le structuralisme et les écoles lacaniennes, il fut tenu pour un marginal aussi bien par les philosophes qui avaient les faveurs de l'opinion que par l'institution universitaire elle-même, du moins en France. Cet isolement, mais aussi cette dévotion affectueuse de ses anciens étudiants à son égard sont indissociables des conditions de production de cette pensée et de son rayonnement. Rencontrer, écouter Maldiney, était devenu un bonheur rare et, si l'on a été de la génération de ses étudiants, une empreinte durable. Désormais

est venu le temps des notes en bas de page, des thèses et des colloques. On ne va pas s'en plaindre.

D'autant que le nom de Maldiney est associé à tous ceux, notamment dans le champ de psychiatrie en Europe ou au Japon, qui ont donné accès à une compréhension existentielle de la folie. Le travail aujourd'hui de Jean Oury, et de tout le courant de la psychothérapie institutionnelle, témoigne de la fécondité du mariage de l'anthropologie phénoménologique avec la psychanalyse et l'analyse institutionnelle. Fécondité exemplaire à l'heure où la psychiatrie, «l'*anthropopsychiatrie*», au sens de Jacques Schotte, est en train d'être démembrée, piétinée, exclue des études médicales, de la formation des psychiatres et des grandes orientations de la santé mentale administrée. «*L'homme est en situation dans la psychiatrie, comme la psychiatrie est en situation dans l'homme*», écrivait Maldiney. Ne l'oublions pas. Mais Maldiney fut aussi un magistral «ouvreur» d'art. Ami des poètes (André du Bouchet, Francis Ponge) et des peintres (Tal-Coat, Bazaine), il a laissé une quantité considérable d'écrits où Cézanne, Klee, l'art byzantin ou chinois étaient appréhendés non en historien de l'art ni même en critique, mais en tant que la rencontre d'une œuvre fait événement pour le sujet en même temps qu'elle provoque l'avènement de celui-ci à lui-même. Il avait formé quelques-uns de ses étudiants à cette rencontre de l'œuvre et de patients psychotiques hospitalisés. Ce champ de recherche est toujours ouvert. C'était cela la leçon d'Henri Maldiney : se tenir toujours dans l'Ouvert.

L'ŒIL DE WILLEM



Manifeste pour la légalisation du suicide assisté

Par **SANDRINE ROUSSEAU** Porte-parole d'Europe Ecologie-les Verts, conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais

Nous, signataires de cette tribune, déclarons publiquement avoir aidé ou être prêts à aider, si le cas se présente, des personnes, des proches à mourir dans la dignité, en enfreignant si nécessaire la loi française actuelle. Nous l'avons fait ou nous le ferions toujours à la demande explicite et renouvelée de ces personnes et dans le plus strict respect de leurs volontés.

Nous avons fait cela ou serions prêts à le faire afin d'abrèger leurs souffrances, de leur épargner la déchéance d'une fin de vie dégradante à leurs propres yeux et en toute connaissance du fait que nous bravons ou braverions la loi. Nous l'avons fait ou le ferions par humanisme, amour et au-delà de tout par respect pour ces personnes. Aujourd'hui, nous prenons position publiquement afin de dénoncer l'hypocrisie qui consiste à nier que cela existe déjà, même sans loi sur le suicide assisté, et pour dénoncer les conséquences d'un cadre législatif qui ne permette pas aux personnes qui le souhaitent de choisir les conditions de leur mort.

Plusieurs options doivent être proposées aux malades parmi lesquelles le suicide assisté. Les soins palliatifs promus par la loi Leonetti doivent en parallèle être développés

et rester la norme sauf demande expresse, répétée et contraire du malade.

Pour en finir avec les suicides non assistés, les euthanasies cachées, nous devons encadrer leurs pratiques, autoriser sous conditions leurs usages et respecter les personnes qui y ont recours comme leurs entourages.

La médecine permet de prolonger la vie, elle doit également respecter et accepter la volonté d'abrèger les souffrances. Nous laissons aux experts et aux parlementaires la définition des conditions et des critères mais demandons à ce que le suicide assisté soit un droit en France comme il l'est dans d'autres pays. Pour que cesse le tabou de la fin de vie et vienne l'ère du droit à mourir dans la dignité.

Parmi les premiers signataires de ce manifeste : **Corinne Bouchoux** Sénatrice Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) du Maine-et-Loire, **Véronique Massonneau** Députée EE-LV de la Vienne, **François Patriat** Sénateur PS de Côte-d'Or, président de la région Bourgogne, ancien ministre, **Bernard Roman** Député PS du Nord, **Jean-Luc Romero** Conseiller régional PS d'Île-de-France, président de l'Association pour le droit à mourir dans la dignité, **Catherine Tasca** Sénatrice PS des Yvelines, **Emmanuelle Cosse** Secrétaire nationale EE-LV, vice-présidente du conseil régional d'Île-de-France, **Guy Delcourt** Député PS du Pas-de-Calais...

Une pétition est à signer en ligne sur : https://secure.avaz.org/fr/petition/Euthanasie_nous_voulons_une_loi

Par **PIERRE MARCELLE**

Zéro + zéro = la tête à Maximilien Robespierre

Sur le coup, a priori, rien... un truc attrapé comme ça dans le brouhaha matutinal, entre ruissellement de la douche et chuintement de la machine à café. «Robespierre a retrouvé sa tête», ou quelque chose de ce genre. Un truc de reconstitution faciale validé par le FBI ou Scotland Yard pour nous découvrir, au choix, le «vrai visage» de «la petite Maddie» disparue en 2007 au Portugal, ou celui, hier, d'Henri IV, alias «le Bon Roi Henri», «Vert galant», moustache en bataille poussée au bouillon de poule au pot dominicale. A ce dernier, une société Visual Forensic et un certain Philippe Froesch s'étaient attelés, avec, il faut bien le dire, un succès médiatique certain, dans la catégorie People matinée d'Histoire pour tous et de Psychologies magazine.

Sur fond de double polémique relative au classement Programme international pour le suivi des acquis des élèves (Pisa) et aux poux que le ministre Peillon cherche dans la tête des profs de prépas – ces salauds surpayés qui ne veulent pas redistribuer leurs salaires dans les Zones d'éducation prioritaires (1) –, le truc a fait tilt. Et j'imaginai soudain, dans un vertige, le classement Pisa d'un élève apprenant l'histoire de France à travers ces projections imagées («en 3D»), et, simultanément, l'effacement de mes bons maîtres de prépa qui jadis m'apprirent tout à la fois la physiognomonie de Lavater revisitée par Balzac et la complexité de «l'Incorruptible» (je parle de Robespierre, pas du magazine).

Car c'est en prenant pour objet la figure – ou plutôt, le masque mortuaire (2) – de Maximilien Robespierre que M. Froesch recidive. Alexis Corbière, élu parisien sous l'étiquette du Parti de gauche, a sur son blog longuement développé les mécanismes de cette sorte d'écroquerie intellectuelle. Ils consistent pour l'essentiel à reproduire, sur les visages qu'il prétend «reconstituer», les caractéristiques, et plus souvent les idées reçues, dont l'historiographie vulgaire les a pourvus. Concernant Robespierre, le résultat est à la hauteur d'une diabolisation dont Froesch fournit la légende avec l'image fabriquée : «Cet homme faisait peur», proclame-t-il. L'exemplaire délit de sale gueule, confondue à contresens avec celle de la Terreur révolutionnaire, hurle un nouvel appel à la décapitation – idéologique, cette fois.

Les temps ont bien changé. On sait qu'au siècle dernier, Joseph Staline fit effacer, sur les documents photo-

graphiques témoignant de ce que fut la révolution russe, la figure de Léon Trotski. Aujourd'hui, au moyen de procédés tout aussi grossiers, mais bien plus performants que celui de la retouche de clichés argentiques, des logiciels restituent «les vraies couleurs de la Joconde», magnifient les reliefs des mannequins de magazine ou inventent ou disqualifient à leur gré une iconographie de référence pour mieux réécrire l'Histoire. De ces bricolages ou de ces charlataneries, de ce meilleur et de ce pire, les écrans de l'instantanéité exacerbent la spectacularisation.

«Il est banal de dire qu'aujourd'hui chacun est surinformé, matraqué de news en continu, et capable de trouver en un minimum de temps un maximum d'informations sur à peu près tout – jusqu'à atteindre une sorte de saturation des facultés d'intellection», remarquait ici même notre collègue Maggiori (Libération du 13 décembre), en évoquant le devenir de la presse en général et de ce journal en particulier.

NO SMOKING

Aussi bien eût-il pu parler du devenir de l'éducation, tant les mécanismes sont semblables qui, décourageant ici et là toute notion de tri et de hiérarchisation d'un matériau pléthorique, mettent à mal les «facultés d'intellection...»

Si je ne doute pas des capacités de la «Petite Poucette» de Michel Serres à distinguer le portrait de l'Incorruptible par Adélaïde Labille-Guiard de celui produit par la fiction fantasmatique de M. Froesch, je redoute le moment où la même n'aura plus pour professeurs que YouTube et Wikipédia. Google, qui ne paye pas la presse qu'il pille, ne paiera pas non plus les enseignants.

(1) Quand on parle du salaire des autres, toujours dire d'où l'on miaule. Pour moi, avec le maximum d'ancienneté dans la profession et dans l'entreprise, c'est 3.450 euros net (sur treize mois), qui me placent, comme nombre de profs de prépa en fin de carrière, dans les 10% de salariés les mieux – ou les moins mal – payés du pays. Comparaison pour comparaison, et pour être tout à fait précis, à l'inverse de ceux-ci, mais comme tout journaliste professionnel, je bénéficie d'une niche de 7.650 euros d'abattement fiscal.

(2) Et plus précisément la copie, réalisée par la fameuse Mme Tussaud, future patronne du musée de Cire londonien qui porte son nom, d'un masque mortuaire dont la seule existence passe auprès des spécialistes pour des plus fantasistes. Rappelons que Maximilien monta à l'échafaud avec la mâchoire fracturée lors de son arrestation, et que son cadavre fut prestement dérobé dans une fosse commune.

NB : sauf accident, cette chronique reviendra début janvier 2014.

Faire de l'Europe de la défense une réalité

Par **PAUL QUILÈS** Ancien ministre de la Défense, membre fondateur de l'association Arrêtez la bombe! (ALB)

Une quasi-unanimité s'est instaurée pour se féliciter de l'organisation d'un sommet européen sur la défense, qui se tient, depuis hier, à Bruxelles. Pour une large part, les décisions qui y seront prises sont déjà connues : il s'agit d'arrangements techniques utiles mais de portée politique limitée. Des mesures de décloisonnement des marchés militaires pourraient favoriser le développement de la base industrielle et technologique de la défense européenne. Les efforts de mutualisation et de partage des capacités vont se poursuivre, devenir un peu plus systématiques. Il pourrait être décidé de lancer des programmes communs de recherche duale dans des secteurs prioritaires comme les drones.

Une question politique essentielle sera aussi posée, en particulier à l'initiative de

Les interventions au Mali et en République centrafricaine, où la France s'est trouvée très esseulée, ont apporté la preuve que les pays européens ne se sentent pas concernés.

la France, celle de l'emploi des groupements tactiques, détachements multinationaux européens, encore jamais déployés sur un théâtre. Mais les Britanniques, sur lesquels nous comptons depuis le sommet de Lancaster House, ne semblent plus aussi disposés à concrétiser leur engagement de mettre sur pied une force expéditionnaire conjointe franco-britannique. Les contraintes budgétaires se font en effet aussi sentir au Royaume-Uni : depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition des conservateurs et des libéraux, le budget de la défense britannique a été réduit de près de 10%.

Les récentes interventions au Mali et en République centrafricaine, où la France s'est trouvée très esseulée, ont apporté la preuve éclatante que les pays européens ne se sentent pas concernés. Il ne suffit pas cependant de les traiter d'égoïstes, parce qu'ils refusent de contribuer au financement des opérations, ou d'irresponsables, parce qu'ils négligent les conséquences sur la sécurité de l'Europe d'une déstabilisation de zones entières à proximité de nos frontières. Il est pourtant évident que, tant qu'on n'aura pas défini les intérêts communs des pays européens, il ne faut pas espérer de leur part qu'ils s'engagent dans de telles opérations et qu'ils les financent. On risque alors d'être condamné à un bricolage sans efficacité et sans lendemain.

Pour associer nos partenaires, il nous faut donc d'abord les convaincre. Ce ne sont pas des soutiens ponctuels que nous devons viser mais une entente politique en amont sur la base d'une analyse partagée des risques et des menaces. Les travaux sur une stratégie européenne de sécurité doivent donc repren-

dre, si besoin dans une enceinte restreinte, entre les pays qui en ressentent la nécessité, dans le cadre de ce que l'on appelle la *coopération structurée permanente*.

Ainsi, pourra être établi ce livre blanc européen, que je réclame depuis des années. Ce document devrait présenter notre vision commune des risques et des menaces et identifier les moyens à mettre en commun pour y répondre le plus efficacement et au moindre coût.

Sans la mise en œuvre d'une telle démarche, nous ne pourrions pas véritablement convaincre nos partenaires de la nécessité d'actions communes pour aider l'Afrique à mieux assumer la composante sécuritaire de son développement. Sans une Afrique stable et en croissance, comment répondre aux défis de la sécurité maritime ou de l'immigration clandestine, qui concernent toute l'Europe, même non riveraine de la Méditerranée ?

La réflexion commune des Européens sur leur sécurité devra aussi concerner leur pro-

pre continent. L'actuelle politique russe de rétablissement d'une zone d'influence exclusive sur le territoire de l'ancienne URSS est préoccupante. Parallèlement à sa diplomatie, à présent offensive, la Russie accroît son budget de la défense et maintient un arsenal

de milliers d'armes nucléaires tactiques. Elle vient même de déployer des missiles tactiques de courte portée dans l'enclave de Kaliningrad, aux frontières de la Pologne et de la Lituanie.

Face à cette évolution, certains sont tentés par une nouvelle politique de confrontation. Ce n'est pas, à mon sens, le moyen le plus efficace de favoriser les inéluctables réformes démocratiques que les populations ukrainiennes, russes ou biélorusses attendent. Aujourd'hui, comme à la fin de la guerre froide, des initiatives politiques sont indispensables pour garantir la sécurité du continent européen et encourager les changements démocratiques à l'Est. C'est dans cet esprit que soixante-dix personnalités du monde politique et militaire viennent de lancer un appel (1) – que j'ai signé –, pour une réduction concertée, sur tout le continent européen (y compris la Russie) des capacités offensives et défensives, nucléaires et conventionnelles. Cet appel demande notamment qu'en matière nucléaire, des mesures communes soient prises pour diminuer les seuils d'alerte et que des dispositifs nouveaux de transparence, de coopération et de confiance permettent d'éliminer toute crainte d'attaque surprise.

L'ambition de l'Union européenne doit être de créer les conditions d'une sécurité partagée sur l'ensemble du continent et ses pourtours, notamment du Sud. C'est à cette aune que les peuples jugeront en définitive les progrès de l'Europe de la défense.

(1) http://www.europeanleadershipnetwork.org/mediaLibrary/2013/12/16/35e7d03/BMS%20Group%20Statement_FRENCH.pdf

REPERTOIRE

repertoire-libe@amaurymedias.fr Contact: Tél: 01 40 10 51 66

MODE ET BIEN-ÊTRE

PRÊTA-PORTER

magasin ouvert le 15 et 22 décembre 2013

DIRECT FABRICANT CASHMERE

FANTASTIQUE & EXCEPTIONNELLE LIQUIDATION
Avant fermeture pour travaux

Pull 100% cashmere femme : à partir de 59 €
Pull 100% cashmere homme : à partir de 79 €

5 000 pulls 100% cashmere en stock...

CASHMERE MARKET
 18 rue du Mail, Paris 2^e - Métro : sentier
 Horaires : 11h / 19h du lundi au samedi

CARNET DE DÉCORATION

ANTIQUITÉS/BROCANTES

Achète tableaux anciens

XIX^e et Moderne avant 1960

Tous sujets, école de Barbizon, orientaliste, vue de Venise, marine, chasse, peintures de genre, peintres français & étrangers (russe, grec, américains...), ancien atelier de peintre décédé, bronzes...

Estimation gratuite

EXPERT MEMBRE DE LA CECO
 V.MARILLIER@WANADOO.FR
06 07 03 23 16

A VOTRE SERVICE

CASTING

RECHERCHONS POUR DOCUMENTAIRE France 2

des personnes désireuses de parler de leur couple, quel qu'il soit : des couples épanouis, heureux, fidèles ou infidèles, des couples qui doutent, qui se cherchent encore

Nous serons attentifs à toutes les situations qui interrogent le couple.

N'hésitez pas à nous contacter :
 adresse e-mail couple@falabracks.com

DIVERS RÉPERTOIRE

Disquaire sérieux (mais sympathique...)
 achète 33 T & 45 T moyenne et grande quantité
 + Platines vinyles
 Réponse assurée
06 08 78 13 60

ENTRE NOUS

entrenous-libe@amaurymedias.fr
 Contact: Tél: 01 40 10 51 66

JOUR DE FÊTE



A Daniel CENTUR.

Inscrire l'amitié ne relève pas de l'impossible...
 Quelques mots ici pour t'en souvenir longtemps.
 Ténébres comme les ténébres,
 tu souriras en te regardant et tu diras
« j'y crois pas »
 Et si, la quarantaine te va bien !
 Soit heureux petit Breton,
 la vie est belle
 Maintenant tu vas chercher Qui
 Mais qui a bien pu te faire ça ?
HAPPY BIRTHDAY

Je ne savais pas où vs attendre.
 Ma timidité est égale à la vôtre.
 Ça bousille ma vie et la vôtre...
 J'aime que vs vs occupiez de moi même avec un marteau.
 N'ayez aucun doute :
 me serrer contre toi

MESSAGES PERSONNELS

Sans soleil. Partirai du 23 au 30. Sans toi. Encore...

Tu es un anonyme parmi les résistants, fidèle à Libé depuis 40 ans.
 J'ai grandi en t'entendant commenter les unes, t'extasier devant les jeux de mots, me transmettre les idées. Tu m'as ouverte au monde et c'est donc aussi un peu grâce à Libé si je suis là où je suis aujourd'hui.
 Merci et bon anniversaire mon papa chéri.
 Ta fille depuis la Colombie.

retrouvez tous les jours les bonnes adresses

de **Libération**

(cours, association, enquête, casting, déménagement, etc.)

Professionnels, contactez-nous au 01 40 10 51 50,
Particuliers au 01 40 10 51 66
 ou repertoire-libe@amaurymedias.fr

OFFREZ LA CARTE CADEAU LIBÉRATION



La carte cadeau est échangeable contre des dizaines de produits : unes, anciens numéros, beaux-livres, hors-séries, éditions numériques...
A partir de 15 euros

Les cartes cadeaux sont délivrées par e-mail et contiennent des instructions pour les utiliser simplement.

boutique.libération.fr

IMMOBILIER

immo-libe@amaurymedias.fr Contact: Tél: 01 40 10 51 66

LOCATION

RECHERCHE

COOOOLOC'
 Mam' et son Padawan de 12 ans en garde alternée Ch. Coooolocation dans le quartier (proche Collège Béanger, Quartier République, Haut-Maraïs)
06 62 08 81 99

VENTE

MAISONS DE VILLE

Astuce efficace pour VENDRE votre maison (essai GRATUIT) :
 www.lesitedemamaison.com

La reproduction de nos petites annonces est interdite

DUPLEX



Appartement duplex de 4 PIÈCES à ALFORTVILLE

Immeuble de haut standing datant de 2010, situé en centre ville. Proche des commerces, crèches, écoles et transports : entre le métro et le RER D.
 L'appartement comprend un dble séjour donnant sur un balcon, terrasse et jardin de 106 mètre carré.
 Luminosité dans chaque pièce. Cuisine italienne sur mesure toute équipée, 3 chbres sans vis à vis, une salle d'eau, 2 WC, 1 salle de bains, nbreux rangements aménagés. Un double box à ouverture télécommandée, faisant aussi office de cave de 39 mètres carré.
prix : 495 000 €
 TEL. 06 60 40 59 11
 jlfitoussi@gmail.com
 mikeden@hotmail.fr

FORMATION

mouamrane@amaurymedias.fr Contact: Tél: 01 40 10 52 11

EDITION

Centre d'Écriture et de Communication

Formation au métier de correcteur
 Rentrée mars 2014
 Par des professionnels de la presse et de l'édition :
 • J.-P. Collignon, *Le Monde*,
 • A. Valade, *Le Robert*,
 • B. Vandenbroucq, *Belfond*.

Orthotypographie.
Difficultés de la langue française. Ponctuation. Réécriture.
 www.centrec.com
 01 45 81 12 08

Retrouvez nos annonces emploi

sur **Libération.fr**
http://emploi.libération.fr

en partenariat avec **PARISJOB**

Par **GILLES RENAULT**
Photo **YANN RABANIER**

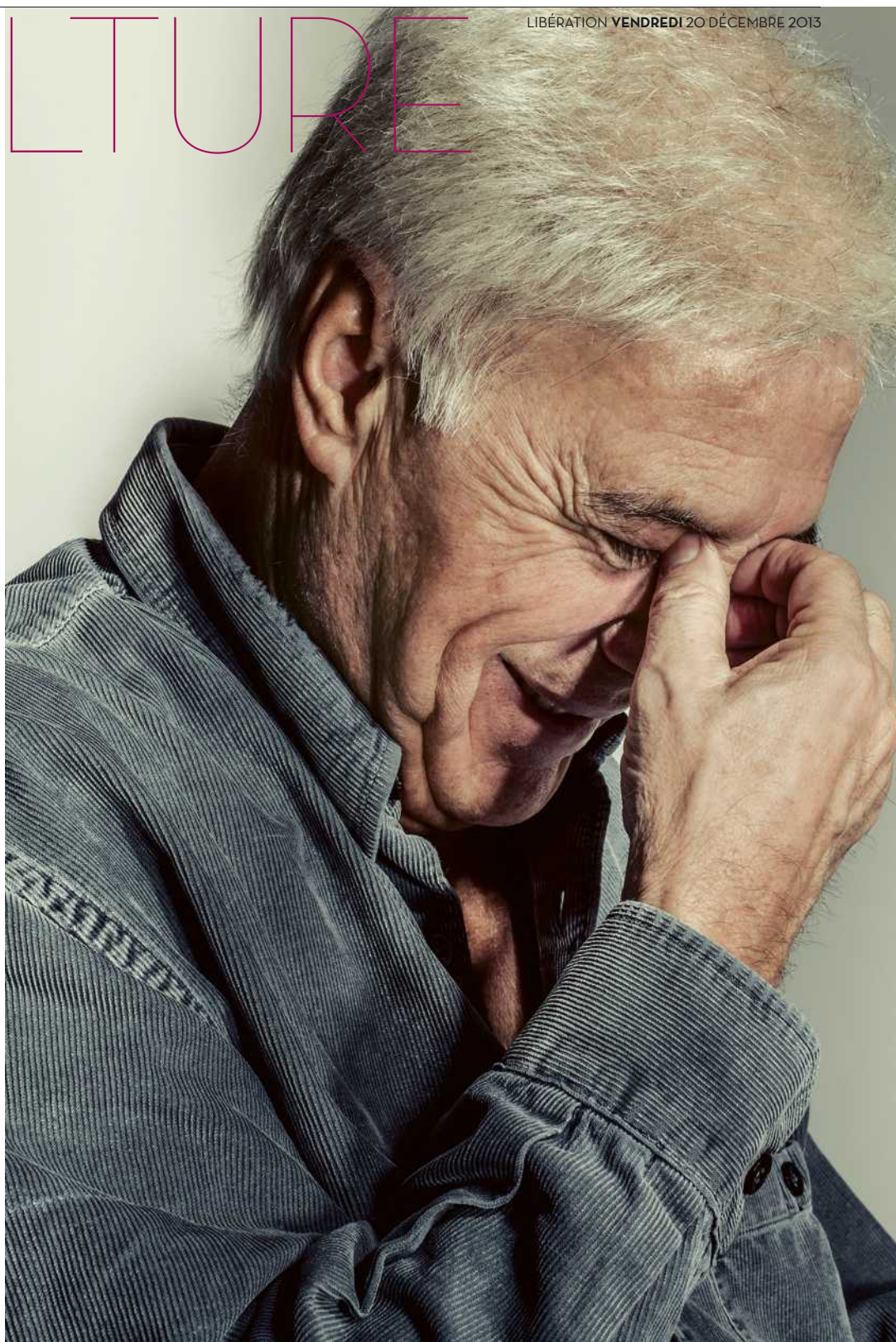
Cela fait déjà un bail que le cheveu a viré au blanc, mais l'œil, lui, n'a rien perdu de cette étincelle espiègle qui a toujours singularisé le personnage. A 79 ans, Guy Bedos conserve des allures madrées assorties à la relative souplesse du geste. Quant à la parole, elle n'a bien sûr rien perdu de cette liberté qui a fait de l'artiste un franc-tireur, passé sniper dans l'art de viser des cibles contre lesquelles il eut tôt fait d'acquiescer une coriace réputation. Oui, mais voilà : Guy Bedos a décidé de ranger au placard l'immuable tenue de scène (costume et cravate noirs, chemise blanche) dans laquelle on l'a vu tant de fois. Pour ne pas faire le spectacle de trop, précise-t-il, filant ainsi la métaphore du boxeur qui choisit de raccrocher avant d'aller au tapis. «*Je préfère arrêter avant de me retrouver un jour dans l'obligation d'arrêter*», dit encore Guy Bedos, qui va solder là presque un demi-siècle de music-hall.

Fermement installé (avec Desproges, Coluche, Jean Yanne...) dans le gruppetto des plus grands humoristes français plusieurs décennies durant, Bedos est apparu au théâtre (*la Résistible ascension d'Arturo Ui*, de Brecht) et au cinéma (*le Pistonné*, le dityque *Nous irons tous au paradis - Un éléphant ça trompe énormément*, *Réveillon chez Bob...*). Mais c'est dans le one-man show que le natif d'Alger, fils d'Alfred Bedos, directeur de laboratoires de produits pharmaceutiques, et de Hildeberte Verdier, a acquis ses lettres de noblesse. D'abord en duo, avec sa défunte compagne, Sophie Daumier (*la Drague* grimpera haut en 1973 dans les hit-parades), puis tout seul comme un grand, qu'il ne tardera pas à devenir, après la séparation du couple, en 1977.

Présent sur tous les fronts - notamment dès qu'il s'agit d'éreinter celui des Le Pen -, Guy Bedos s'impose ainsi en poil à gratter du pouvoir, très dur avec la droite, pas vraiment tendre avec la gauche, s'employant les uns et les autres au gré de saillies truffées d'invectives qui lui valent

ONE-MAN SHOW

A trois jours de sa retraite d'humoriste, Guy Bedos, 79 ans, revient sur sa carrière, la scène, la politique :



Guy Bedos, hier à Libération. «Rien, pas même une pièce de théâtre, ne pourra plus me procurer la satisfaction d'une one-man show.»

«Comme une histoire

des noises (dernièrement, l'ex-ministre Nadine Morano, traitée sur scène de «conne» – «Je n'insulte pas, j'informe», plaidera le bretteur).

Créé fin 2011 au théâtre du Rond-Point, à Paris, le dernier et ultime spectacle de Guy Bedos porte le titre explicite de *Rideau!* Entre sketches cultes et revue de presse, il démontre que l'artiste a su garder la ligne. Depuis deux ans, les salles ont fait le plein partout en France et lundi, c'est donc la der des ders : un Olympia, où il joua si souvent, pour celui qui assure être «plus modeste qu'on ne l'imagine». Une fin avec des points de suspension, puisqu'il compte bien encore écrire, et jouer, même avec parcimonie, au théâtre et au cinéma. Mais une fin quand même, lourde de signification, comme l'intéressé s'en explique ci-après, entre deux tafs.

Lundi soir à l'Olympia, le rideau tombe sur le dernier one-man show de votre vie, et là...

Déjà, je pense que je serai entouré de pas mal de gens qui ne sont pas mes pires ennemis... Mais je ressentirai quand même de la mélancolie, car j'ai vraiment adoré ce métier-là.

Vous avez associé cette fin à la mort...

Oui, mais pour moi, ce n'est pas une notion synonyme de tristesse. J'ai passé ma vie à flirter avec la mort et l'ai même souvent espérée, depuis l'enfance. N'oublions pas aussi que je milite depuis longtemps pour le droit à mourir dans la dignité, la fin est parfois d'une telle violence et cruaute, j'ai accompagné suffisamment d'amis, comme Desproges, par exemple, pour le savoir. Mais pour en revenir à ces adieux, c'est sûr que quelque chose va mourir en moi. Comme une histoire d'amour qui s'achève. Pendant un demi-siècle, ce contact physique, charnel avec le public m'a enchanté. Je vais continuer à m'exprimer, mais rien, pas même une pièce de théâtre, avec son jeu de profil, ne pourra plus me procurer une telle satisfaction. Donc, une part de moi va disparaître.

Comment tout a commencé ?

C'est un hasard si je me suis mis un jour à écrire des sketches. Je venais du théâtre classique et j'ai même signé ma première mise en scène à 17 ans et demi, à l'école de la rue Blanche : *Arlequin poli par l'amour*, de Marivaux. Puis un jour, je me suis retrouvé comédien sur le marché, chômeur, totalement embarrasé par les propositions qu'on me faisait : je ne savais pas comment jouer les jeunes gens dans ce théâtre «digestif» qui ne me convenait pas. Et j'ai interprété un premier sketch, signé Jacques Chazot, lui l'homme de droite et moi l'hétéro de gauche, à la Fontaine des quatre saisons où je croisais Boris Vian, Bérart débutant. Ce cabaret était dirigé par Pierre Prévert, le frère de Jacques. C'est lui, Jacques, l'idole de mon adolescence, qui m'a dit un jour : «Vous devriez écrire.» J'ai acheté un cahier et, le lendemain, c'était parti. Après, encore, il y a eu François Billetdoux, qui a favorisé mon engagement à la Galerie 55; Raymond Devos, qui m'a aussi aidé; la bande qu'on formait avec Jean-Pierre Marielle, Belmondo, Rochefort et quelques

autres; des rencontres avec Judith Magre, Martine Sarcey, Maria Pacôme... Jusqu'à deux événements importants dans ma carrière : un jeune producteur qui m'a demandé d'adapter mon spectacle au cinéma, qui est devenu *Dragée au poivre* et a connu un grand succès; ensuite, la rencontre avec Barbara : nous n'étions pas du tout intimes, mais elle restait une camarade très fréquentable et nous nous sommes retrouvés en covedettes à Bobino, là encore un carton. Son seul défaut, c'est qu'elle s'essayait en coulisse pour regarder mon spectacle, soi-disant pour «respirer» son public, et elle me faisait peur.

Vous qui, enfant, souffriez de TOC., quel fut votre rituel scénique ?

Je ne bois pas de whisky, mais un soir, à mes débuts, j'en ai pris avant de monter sur scène et, depuis, je n'ai jamais pu aller au public sans une lampée dans le gosier. Je travaille entouré de cinq personnes, dont certaines depuis quarante ans. Et, un jour, Véronique, la copine qui s'occupe de ma loge, a senti la nécessité d'y installer des images de ma vie. Alors, chaque soir, sur le miroir, elle colle des photos d'êtres chers, mais aussi de mes chats, de la Méditerranée qu'on voit depuis ma maison, en Corse. Etant très anxieux de nature, je me suis offert à toutes sortes de pratiques médicales, l'acupuncture, des techniques de respiration asiatique, quelques exercices physiques. La scène m'a rendu insomniaque et fait longtemps de moi un camé aux somnifères, dont certains sont interdits en pharmacie, voire n'existent plus. Aujourd'hui, je me contente de demi-comprimés, plus doux. J'ai besoin aussi d'arpenter l'espace où je vais jouer, il faut l'approprier, tout compte pour moi, jusqu'à la couleur des sièges : je préfère le rouge à l'orange, par exemple. J'ai le trac pour tout. Ce métier fait qu'on reste un écolier toute sa vie : deux ou trois jours de relâche en tournée et je dois réviser mes textes, plus corriger sans cesse la revue de presse.

Vous dites de ce métier qu'il vous a «bouffé»...

Ma vie de famille, mon couple... là je parle d'aujourd'hui. Une telle passion pour la scène fait que par la force des choses, on en devient bigame.

Y a-t-il des gens que vous avez regretté avoir égratignés ?

Oui, au risque de vous étonner : Jacques Chirac, aussi menteur, voleur, etc., qu'il ait pu être. Un jour, j'ai reçu un Molière et, alors que je ne le connaissais pas, il m'a écrit pour me témoigner son estime et me dire le plaisir qu'il avait éprouvé à être «égratigné» par moi, alors qu'à l'époque, franchement, je le lacérais. Jamais, en tout cas, Chirac ne m'a inspiré la même antipathie, la même colère que Sarkozy et ses sbires. On m'a collé la réputation d'être méchant, ce que je récus. Je ne cherche pas à blesser à tout prix. Mais je peux être violent, oui.

Quelles sont les personnalités politiques, mortes ou vivantes, que vous aimeriez (ou auriez aimé) voir à vos adieux ?

Aucune. Ni de gauche, ni de droite. Mitterrand est venu plusieurs fois. Il était ex-

trêmement indulgent et, à ma connaissance, n'a jamais censuré quiconque, alors que sous Giscard, j'ai vraiment été McCarthyisé, blacklisté, notamment dans l'audiovisuel. Tout juste Mitterrand me disait-il : «Vous y allez fort quand même...» Ah si, Michel Rocard sera là, mais c'est un ami. Nous faisons tous deux partie du collectif Roosevelt, fondé par Stéphane Hessel. Et Pierre Larrourou, qui est un économiste quand même plus approchable qu'Alain Minc et Jacques Attali – en plus, je comprends presque tout ce qu'il dit.

Avez-vous eu dans votre carrière des rendez-vous manqués ?

Je ne les ai pas retenus, préférant me souvenir du hasard qui a provoqué de belles rencontres : Stéphane Hessel, avec qui nous nous sommes retrouvés dans des associations, comme le DAL ou pour les sans-papiers, auxquelles j'appartiens, ainsi qu'à la Ligue des droits de l'homme. J'ai aussi eu la chance de tourner avec Jean Renoir, de rencontrer Jacques Prévert, Simone Signoret, ma «prof de sciences-po»... J'ai aussi aimé l'écriture de Jules Renard, Paul Léautaud, des Américains Philip Roth, Salinger, Steinbeck, qui m'ont donné l'envie d'écrire pour d'autres raisons que celle de faire rire à tout prix.

Qui voyez-vous comme fils spirituels ?

Mon propre fils, Nicolas, qui l'est, à sa façon. Muriel Robin, avec qui je rejouerai à l'Olympia un sketch que j'avais écrit pour nous deux il y a vingt ans. De même, je suis ami avec Michel Boujenah alors que nos répertoires sont si différents. J'aime bien François-Xavier Demaison, le côté cégétiste de Christophe Alevèque... Mais je ne suis pas aussi proche de certains qu'on pourrait l'imaginer : Stéphane Guillon, par exemple, doit plus penser à moi que je ne pense à lui.

L'univers médiatique est aujourd'hui saturé d'humoristes supposés, cela galvaude-t-il le métier ?

Je le pense. A mes débuts, il n'y avait que Fernand Raynaud et Raymond Devos. Ça ne se bousculait pas dans ce qu'on appelait alors le cabaret. La radio et la télé ont de tout temps servi de tremplin, mais quand même, aujourd'hui, c'est l'embouteillage. Je ne les regarde pas de haut, du moins pas tous, mais bon... Quand j'en vois certains qui pouffent les premiers à ce qu'ils viennent de dire, j'ajoute qu'il faut bien que quelqu'un se dévoue.

A quoi attribuez-vous votre longévité ?

Je ne sais pas. Les gens ont dû être sensibles à ma liberté de parole. Je console plus que je ne construis. Certains me disent encore «On a besoin de vous». Je pense, par ma résistance affichée à tous les pouvoirs, être devenu un porte-parole.

Le premier regret qui vous vient à l'esprit ? J'en ai tellement... Ne pas avoir été Woody Allen, ou Charlie Chaplin. ♦

«**RIDEAU!**» à l'Olympia, 28, bd des Capucines, 75009, lundi 23 décembre, 20h30, 44 € et 55 €.

DVD : **LA VIE EST UNE COMÉDIE ITALIENNE** en best of 3 volumes et intégrale 10 volumes, Polydor.

d'amour qui s'achève»

CHANSON L'artiste aux textes malicieux sort un album destiné aux petits qui peut aussi séduire leurs parents.

Aldebert continue ses «Enfantillages»

ALDEBERT

CD: **ENFANTILLAGES 2** (Sony). En concert demain à Bruxelles, samedi à Lyon (complet) et en tournée. Rens.: www.aldebert.com

L'enfant dit «steuplait, steuplait», et voici qu'on enclenche le disque *Enfantillages 2*, d'Aldebert. Dix minutes plus tard, on se surprend à chanter. En concert, d'ailleurs, il y a les bambins et les parents, sans qu'on sache qui accompagne qui, chacun connaissant les paroles par cœur. Voilà pour la mécanique familiale. En chiffres, Aldebert, c'est plus de 80 000 exemplaires vendus du premier *Enfantillages* (2008), 300 représentations en deux ans et demi («On joue souvent deux fois par jour», précise son manager, Jérôme Nicolet). Une poupée et des tee-shirts aux traits du personnage. Et un Olympia à venir. Bref, un succès dans la niche des productions pour enfants. Guillaume Aldebert, aujourd'hui 40 ans, a gardé un lien, personnel et réel, avec l'enfance. Officiellement parce qu'il a «animé des ateliers périscolaires pendant près de cinq ans», détaille-t-on dans sa biographie. Il sous-titre, à propos de ses cinq albums studio antérieurs : «Dans mes chansons adultes, j'avais gardé beaucoup de l'enfance, avec des titres comme *Rentrée des classes*.» Physiquement, il a des airs de gamin calme et rêveur, un regard attentif, une diction douce mais qui semble attendre son tour pour partir vers un ailleurs, en dehors des clous. «J'ai assez mal vécu l'école, confie-t-il. J'étais très introverti. J'avais besoin de m'exprimer, mais la structure scolaire ne me convenait pas. Alors je séchais.» En Robinson Crusoe, Guillaume Aldebert se découvre à l'aise dans le jeu de la rébellion soft. Au lycée, il a «les cheveux jusque-là», dit-il en montrant son coude, et joue du métal. Viré du bahut, il va bosser à l'usine contre l'avis parental. Un besoin de «liberté» qu'il revendique plus tard quand, lancé avec la nouvelle scène française de la fin des années 90, il se sent «enfermé dans un système à compartiments». «À l'époque, on me disait que j'étais trop volage parce que je faisais aussi bien du métal que de la chanson ou de la salsa. J'ai appris la guitare entre Metallica et Braxx. Je ne vois pas pourquoi j'aurais dû choisir.»

Ressenti. Ce malaise face à l'institution ne passe pas avec l'âge, et Aldebert construit peu à peu son univers, tout en déclinant ses sentiments fondateurs dans les deux *Enfantillages* («J'ai perdu mes pinceaux / Oublié la table de 8 / Dehors il pleut à seaux / J'ai le blues au zénith», la *Vie d'écolier*). Des textes doux, qui parlent d'un ressenti puéril que l'adulte n'a pas oublié («on devrait rayer les lundis matins du calendrier»). Des textes qui relatent aussi un besoin de contourner le malaise par le lien. «Étant fils unique, explique-t-il, j'invitais tous les voisins et je faisais des spectacles.» Ou encore : «En classe, je dessinais des petites BD sur les profs et je les faisais tourner.» Diffuser pour se lier au monde : voilà l'univers d'Aldebert. Mais il y a nécessairement «une part de séduction» dans tout ça. Et si les thèmes de l'enfance sont habillés de jolis mots, ils existent grâce à des choix musicaux variés (hip-hop, ballade, musette, «gros son»); une interprétation scénique rodée par une équipe qui se connaît bien; un soin apporté au traitement des voix, particulièrement aux chœurs, aux harmonies en partage avec les guitares, ukulélés, trompettes, accordéons, banjo. Et



Aldebert, mercredi à Paris. PHOTO BRUNO CHAROY

LE ROCK D'ABORD

Avant ses *Enfantillages*, Aldebert s'est affirmé dans le métal ! A propos de cette période, il dit dans le documentaire *Carpe Diem*, dans la cour d'Aldebert, de Michel Buzon et Dominique Debaralle, qu'il était davantage «un fantôme» de sa personne «en Kirk Hammett [le guitariste de Metallica, ndr]» que lui-même. Il a «24-25 ans» quand son groupe gagne un concours et se retrouve en première partie de Blankass. C'est le tilt, Aldebert comprend qu'un accordéon et des textes français peuvent se combiner à un univers rock. Il sort son premier album à compte d'auteur, *Plateau télé*, en 1999, et donne de nombreux concerts. Depuis, hors *Enfantillages*, il a enregistré une demi-douzaine de disques, dont l'excellent les *Paradis disponibles*, en 2006. S.E.

une envie de surprendre – comme, sur scène, avec l'utilisation d'ombres chinoises plutôt que d'écrans «qui captent trop l'attention des mères», explique le chanteur, ajoutant : «J'aime bien le côté music-hall, faire en sorte qu'il se passe plein de trucs.» Sur les disques, déjà, l'opulence, et des invités sur quasiment tous les titres : Didier Wampas, Bénabar, Claire Keim, les Ogres de Barback, Maxime Le Forestier, etc. «La chanson écrite, Guillaume se dit "Je verrais bien Untel", explique Jérôme Nicolet, et on tente auprès de la maison de disque.» «Dans un album pour enfants, continue Aldebert, on peut se permettre d'inviter des gens qui autrement ne figureraient pas sur le même disque. Et ils semblent contents de le faire, donc ils se lâchent.» **Ateliers.** En parallèle au côté «maître de cérémonie», Guillaume Aldebert continue d'animer des ateliers «Écriture de chansons» auprès des scolaires. Avec une double utilité. «Il est souvent arrivé que le petit gars au fond

de la classe qui ne parle jamais se retrouve en train de proposer des idées, des paroles.» Et aussi : «Pendant que je travaillais sur *Enfantillages 2*, je venais avec les morceaux écrits, je les jouais, j'avais tout de suite un retour. Ça m'a permis de ne pas me jeter dans le grand bain sans préparation.» D'ailleurs, il n'y a pas de tournée d'*Enfantillages* sans passage par

«On me disait que j'étais volage parce que je faisais du métal et de la chanson. J'ai appris la guitare entre Metallica et Braxx. Je ne vois pas pourquoi j'aurais dû choisir.»

Aldebert

les scolaires. «Les salles sans le filet des parents sont assez rock'n'roll. Les mères se lâchent.» A Bezons, dans le Val-d'Oise, ils ont ainsi, paraît-il, fracassé 19 sièges de la salle municipale, tout juste refaite à neuf. Et il arrive que les régisseurs portent des casques antibruit tant le volume est élevé. Gare, donc, à l'Olympia, prévu le 7 novembre 2014.

STÉPHANIE ESTOURNET

DISPARITION



JEAN THIBAUDEAU, POINT À LA LIGNE

L'écrivain Jean Thibaudeau est mort à Paris mercredi, à 78 ans. Il avait publié son premier roman, *Une cérémonie royale*, aux éditions de Minuit en 1960. Puis il avait rejoint au Seuil le groupe «Tel quel», animé par Philippe Sollers et Jean-Edern Hallier. Ses trois livres suivants, relevant, selon l'auteur, du «roman comme autobiographie», ont été réunis en 2011 par De l'incidence éditeur, en un seul volume intitulé *Ouverture*. Jean Thibaudeau avait raconté son enfance vendéenne en vers: *Souvenirs de guerre* (Gallimard, 1991). Il avait aussi traduit de nombreux textes d'Edoardo Sanguineti et d'Italo Calvino, et écrit des fictions pour la radio, dont *Reportage d'un match international de football*. **C.L.D.**

PHOTO SASSIER/GALLIMARD/OPALE

LES CONCERTS

JAZZ: DEGIBRI ET MONNIOT À PARIS

Entre découverte et retrouvailles, belle fin de semaine pour les anches à Paris, où sont attendues deux vives approches du sax: Eli Degibri et Christophe Monniot. Le premier reflète la vitalité actuelle de la scène de Tel Aviv. Adoube par des aînés de légende, Herbie Hancock, qui l'engage en 1999, et le batteur Al Foster, dont il intègre le quartet en 2002, Degibri regagne Israël, après dix-sept ans aux États-Unis, pour enregistrer avec ses amis, Gadi Lehavi au piano (16 ans), Ofri Nehemya à la batterie (18 ans) et le contrebassiste Barak Mori, *Twelve*, joué au Duc des Lombards. Chouchou de la première heure, l'hétérodoxe Christophe Monniot dévoile au Triton *Heavy Market*, d'autour de Weather Report. **D.Q.**

Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 75001, du 20 au 23 décembre. Triton, 11 bis, rue du Coq français, les Lilas (93). Ce soir & demain, 21h.

CORDES La violoniste moldave joue ce soir à Paris un «Concerto n°2» de Prokofiev publié cet automne.

Les versions originales de Kopatchinskaja

Elle entre dans une robe en papier blanc, violon à la main, et, après un clin d'œil au chef Vladimir Jurowski, se lance dans le *Concerto n°2* de Prokofiev. Les premières notes du thème d'inspiration folklorique sont fausses; mais c'est voulu. Patricia Kopatchinskaja n'a pas de problème d'intonation, elle emploie tous les moyens expressifs dont elle dispose pour offrir une interprétation originale des chefs-d'œuvre du répertoire. Dans Beethoven, enregistré pour Naïve, cela ne passait pas. Dans son disque suivant, consacré aux concertos pour violon de Bartók, Ligeti et Eötvös, sa fougue et son imagination s'avèrent plus pertinentes.

Le *Concerto n°2* de Prokofiev qu'elle vient de sortir en CD, couplé avec celui de Stravinsky, est tout autant dans ses cordes. Si l'on préfère les interprétations plus rigoureuses d'un Gil Shaham ou d'une Julia Fischer, Kopatchinskaja n'en est pas moins irrésistible. Pour preuve, la *Sonate pour deux violons* de Prokofiev qu'elle donne en bis avec le violoniste solo du London Philharmonic, puis la courte pièce de Jorge Sanchez Chiong, multipliant modes de jeu et interventions vocales déliées: une miniature ultravirtuose qui enthousiasme le public de la Philharmonie d'Essen.

On retrouve la musicienne dans sa loge. Elle est née en 1977 à Chisinau, en Moldavie. Sa mère, Emilia, violoniste, et son père, joueur de cymbalum, étant toujours sur la route, ce sont ses grands-parents qui l'ont élevée. «J'ai eu la chance de grandir dans un village, raconte-t-elle, d'avoir eu une fréquentation de l'église, les exercices de violon et le passage des saisons.» Elle a 12 ans quand, après l'effondrement du bloc soviétique, sa famille émigre à Vienne, où grâce à une bourse elle va étudier violon et composition. Si on ne l'a découverte que tardivement, c'est parce qu'à l'engrenage des concours internationaux, «plus proches de la compétition sportive que de l'art», elle a préféré «jouer dans les églises de Vienne, créer des pièces contemporaines». Elle-même

va bientôt remettre à la Bern Camerata, qui le lui a commandé, un concerto pour violon. Bien que «refusant références et influences», elle avoue des modèles: György Kurtág, Galina Oustvolskaïa, György Ligeti, Salvatore Sciarrino et Giacinto Scelsi, «des musiciens qui voient le monde comme des enfants». Lorsqu'on lui dit que son Prokofiev n'est pas très ca-

tholique, elle réplique: «J'essaie de jouer pour des gens d'aujourd'hui. On attend de nous la perfection alors qu'un artiste doit prendre des risques. Moi j'ai choisi et je suis sûre de ma voie.»

Envoyé spécial à Essen
ÉRIC DAHAN

Ce soir à 20 heures au Théâtre des Champs-Élysées, 75008.
Rens.: 01 49 52 50 50
CD: «Prokofiev & Stravinsky» (Naïve).

L'HISTOIRE



LA RUMEUR RELANCE SON MAGAZINE

«Si les médias ne jouent pas leur rôle, alors devenons nous-mêmes le média», disaient les rappeurs de La Rumeur en 2002, lors du lancement de leur magazine. Entre journalisme militant et porte-voix d'une génération hip-hop, il n'avait pas résisté aux démêlés judiciaires avec Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur. La Rumeur Mag revient sous la forme d'un site relayant l'actualité du groupe et ce qui «nourrit son univers». **S.Fa.** AÏDA SENNA
En concert ce soir au Trabendo, 75019. www.larumeurmag.com

UN PRIX LITTERAIRE. MAIS SURTOUT SOLIDAIRE.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE
LA SOLIDARITÉ HUMAINE
20 DÉCEMBRE 2013



HERIZIE



**Harmonie
mutuelle**

En harmonie avec votre santé



Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, n° Siren 538 518 473.

Le Prix Solidarité de l'Union Harmonie Mutuelles récompense depuis 11 ans le roman français mettant le mieux en avant les valeurs de solidarité et d'humanité. Cette année, il est attribué à Christian Signol pour son roman «Les enfants des Justes». Tous les jours, Harmonie Mutuelle s'engage pour permettre à tous d'avoir accès à des soins de qualité. Pour Harmonie Mutuelle, la solidarité est une valeur essentielle et fondatrice.

Harmonie Mutuelle, 1^{re} mutuelle santé de France.

harmonie-mutuelle.fr

WEB Le choix de Spotify d'offrir son accès sur mobiles finit d'enterrer l'idée que la musique en ligne devrait être payante.



Au bout de six mois, seuls 10 à 25 % des utilisateurs réguliers de Spotify décident de s'abonner à l'offre payante.

Boulevard du stream gratuit

Par **SOPHIAN FANEN**
Photo **OLIVIA FREMINEAU**

C'est une réalité avec laquelle le monde de la musique semble devoir se construire dans les années à venir : la grande majorité des internautes ne veulent pas ou ne peuvent pas payer pour les chansons qu'ils écoutent. En étendant l'écoute « gratuite » – c'est-à-dire financée par des publicités – à ses applications mobiles, la semaine dernière (*Libération* du 12 décembre), Spotify a sèchement et au grand dam des maisons de disques officialisé cet état de

fait et ancré le modèle du streaming dans la gratuité pour quelque temps encore. Le calcul de la firme anglo-suédoise, l'un des meneurs du marché de la musique en ligne sur abonnement, est celui-ci : entre 10 et 25 % de ses utilisateurs réguliers, selon les pays, se décident un jour à s'abonner. Ils basculent en moyenne après six mois de prise en main du service.

Spotify doit donc draguer le très gros du banc pour capturer quelques poissons, sans escompter que le banc entier paie un jour 9,99 euros par mois pour de la musique sans pub. Même les marchés scandinaves, où le streaming a dé-

collé vite et fort, n'ont pas à ce jour inversé cette courbe-là. On en revient donc à la situation qui prévalait bien avant Internet, quand une grande majorité de la population se satisfaisait très bien de la radio, de cassettes copiées par un proche ou encore du fonds de la médiathèque la plus proche et ne pensait que très rarement à acheter un disque.

SUPERMARCHÉS. C'est sur ce public-là que l'industrie du disque avait réussi à mettre la main dans la période faste de la fin des années 90 et du début des années 2000, en lui vendant des compilations de tubes dans les rayons des su-

permerchés. Le coup marche encore, mais de moins en moins. « *Aujourd'hui, il est beaucoup plus facile de se procurer de la musique et on en écoute de plus en plus, à travers davantage de plateformes. Le tout en payant proportionnellement encore moins pour cela* », explique ainsi à *Libération* l'Anglais Mark Mulligan, qui tient le blog très informé Music-industry (1). Il vient de publier une étude sur la façon dont les Britanniques écoutent de la musique. Les chiffres sont différents de ceux qu'avancent des études similaires menées en France (par l'Hadopi ou l'institut GfK, par exemple), mais la répartition est similaire. 70 % des personnes interrogées disent « consommer » de la musique via la radio, 38 % en regardant des vidéos en ligne (très majoritairement sur YouTube, donc en échange de publicités) et 17 % par le streaming gratuit. L'achat de CD représente bien toujours 35 % de cette écoute de musique mais, en matière d'usages, il fait pâle figure sur le long terme face à la conjugaison des accès « gratuits ».

Or, les utilisateurs non payants sont aussi les plus passifs. Ils se branchent sur le top 50 du moment, écoutent très largement ce que tout le monde écoute. « *Il y a tellement de choix sur les services*



REPÈRES

Streaming

C'est l'écoute de musique en ligne sans téléchargement. Les deux grands acteurs mondiaux du secteur sont aujourd'hui Spotify et Deezer (né comme site pirate sous le nom de Blogmusik), suivis de Rdio, Muve ou Rhapsody. YouTube est aussi, indirectement, un site de streaming musical et pourrait proposer une offre premium sur abonnement en 2014.

9%

C'est la part du streaming (abonnements et publicité) dans les revenus de la musique en France en 2012, en progression de presque 32% par rapport à 2011.

PHÉLINE VEUT PLUS DE TRANSPARENCE

Qui gagne quoi lorsqu'une chanson est écoutée sur Deezer, Spotify ou YouTube ? Cette question s'écroule depuis des années sur le secret de contrats à tiroirs. Le rapport Phéline, rendu mercredi à la ministre de la Culture, demande une remise à plat transparente des conditions d'accès aux catalogues des artistes et aux plateformes, afin de préserver la diversité artistique.

de streaming, continue Mark Mulligan, que c'est devenu une tyrannie de l'infini. Deezer, par exemple, propose 30 millions de titres, mais le grand public ne sait pas par où commencer. Il souhaite qu'on lui livre des chansons qu'il veut écouter, pas 30 millions de titres qu'il ne connaît pas.»

DÉCOUVERTES. Ceci explique en partie le succès des radios en ligne construites à la demande de l'internaute à partir de ses goûts ou de classiques établis. Deezer, Spotify et Apple ont lancé

«Il y a tellement de choix que c'est devenu une tyrannie de l'infini. Le grand public ne sait pas par où commencer.»

Mark Mulligan blogueur

dernièrement des applications dans ce domaine. Bien sûr, on peut aussi y faire des découvertes.

La réalité des usages reste donc loin de celle décrite dans les publicités qui vantent la découverte joyeuse et infinie du monde de la musique. Cette écoute en profondeur ne serait aujourd'hui pratiquée que par une minorité très engagée, qui est aussi très active sur les sites de téléchargement dits «pirates». «C'est

la vulnérabilité actuelle du monde de la musique, qui s'appuie sur une part réduite de consommateurs. Or les services qu'on leur vend évoluent peu. Il va falloir que cela change si l'on veut justifier un abonnement», critique Mark Mulligan. De fait, l'offre de Deezer ou de Spotify n'a évolué qu'à la marge ces dernières années, en améliorant les recommandations ou la présentation des disques. Mais elle n'a pas trouvé de réponse au dynamisme artistique de sites gratuits comme Bandcamp, SoundCloud... et YouTube, où circule la musique la plus récente.

Pour conserver leurs précieux abonnés payants, mais aussi pour en attirer de nouveaux, les principaux services de streaming abordent donc une complexe crise de croissance :

faut-il innover pour plaire à une multitude de niches (les amateurs de musique classique, de son de très haute qualité, de contenu éditorial spécifique...) qui ne seront jamais majoritaires mais sont prêtes à payer, ou faut-il proposer un produit unique peu coûteux pour assurer la viabilité du modèle gratuit, principal moteur d'abonnements à l'heure actuelle ? ◆

(1) musicindustryblog.wordpress.com

L'écoute en ligne, une question de profils

Pas assez clair sur la rémunération des artistes, pas toujours en pointe sur la qualité du son ou tout simplement trop intimidant pour s'engager : les internautes français n'ont pas encore massivement adopté le streaming dans leurs habitudes mélomanes. Trois d'entre eux expliquent leur rapport, très personnel, à la musique en ligne.

Le zappeur
Olivier, 31 ans :

«Je peux toujours écouter quelque chose sans avoir à payer»

«J'utilise Deezer, Spotify, Grooveshark, SoundCloud et YouTube tous les jours au travail. Entre tous les services à ma disposition, je peux toujours écouter quelque chose sans avoir à payer, il suffit de jongler entre les différentes offres suivant le type de musique que j'ai envie d'écouter. Ça me permet d'être plus aventureux qu'à l'époque du CD. En y réfléchissant, je pense que j'ai tendance à voir Spotify ou Deezer comme des stations de radio, le bla-bla en moins. Mais je trouve que je reste assez paresseux et que je me cantonne pas mal à ce que j'aime déjà, sans vraiment essayer d'utiliser au maximum les 20 millions de chansons à ma disposition.» Cet usage dispersé mais très régulier lui donne-t-il envie de sauter le pas et de s'abonner à un service de streaming ? «Pour le moment, je n'en vois pas trop l'intérêt», répond Olivier.

Le mélomane
Jérémy, 37 ans :

«Il y avait un déficit d'offre légale sur ce que je recherchais»

Lui n'a pas basculé à moitié dans le streaming musical. «Technophile depuis longtemps», Jérémy a bazaré ses mp3 pour des fichiers haute qualité vendus notamment sur le site français Qobuz, qui propose aussi du streaming en qualité CD, meilleur que le son limité de Deezer ou Spotify. «Au fil des années, au fur et à mesure que la capacité des disques durs augmentait, j'ai réencodé plusieurs fois mes CD en augmentant la qualité du son. Puis, début 2013, on m'a offert un très bon casque et j'ai commencé à m'interroger sur le son et à investir dans du matériel.» Jérémy n'avait «jamais utilisé un service de streaming musical» et n'était pas un

téléchargeur actif il y a un an encore. Il estime avoir dépensé cette année environ 500 euros en musique et «pense [s]'abonner» à Qobuz. C'est la qualité sonore de ce qu'il trouve désormais en ligne qui l'a décidé. Pour lui «pendant longtemps, les sites légaux n'offraient que du mp3 et la seule façon d'écouter du flac [un format de compression sans perte sonore, ndlr], c'était le téléchargement illégal. Il y avait un déficit d'offre légale là-dessus.»

La tête chercheuse
Camille, 28 ans :

«Je trouve les sites de streaming toujours en retard»

Elle écoute de la musique toute la journée, mais un peu à l'ancienne. Camille a 28 ans et reste une fidèle du téléchargement, la plupart du temps en dehors des sources légales. «Le mp3 est presque comme un objet pour moi, dit-elle. Je le range, je sais où il est, que je le mette dans une compilation ou sur mon smartphone. Je télécharge principalement via des blogs. Je suis passée par le peer-to-peer, mais si tu cherches des trucs peu échangés, ça devient vite compliqué. Aujourd'hui, je ne télécharge presque qu'en direct download», sur des

sites comme RapidGator ou Uploaded, qui ont pris la suite du défunt Megaupload. Sa consommation intensive de musique en ferait une cliente idéale pour les services de streaming sur abonnement, mais elle s'en tient à l'écart aujourd'hui. «Malheureusement, entre toute la musique qui n'est sur aucun service de streaming et les sites comme SoundCloud ou Bandcamp sur lesquels je suis des labels ou des artistes, je trouve les sites de streaming toujours en retard. Dès que j'essaie de faire une playlist sur Spotify, au bout de deux ou trois morceaux, je ne trouve pas la version que je veux, ou pas l'artiste. Ensuite, j'ai envie de soutenir financièrement les musiciens indépendants que j'aime. Donner de l'argent à Spotify, dont les artistes ne verront jamais la couleur, ne m'intéresse pas. Et 10 euros, c'est un concert de plus par mois.» Ses découvertes, Camille les fait «très clairement» en téléchargeant ce qui l'inspire ou ce qu'on lui recommande sur des blogs. «C'est ça qui me fait aller à un concert ou acheter un disque. J'écoute cinq albums par jour pour me faire un avis. Quand ça ne me plaît pas, j'arrête au bout de deux chansons.»

Recueilli par S.F.A.

HAUTE MUSIQUE
NOVA

LE COFFRET
Dix CDs

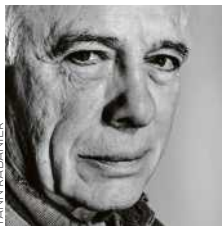
ISAAC DELUSION
MICKY MOONLIGHT
KID FRANCESCO
TOMORROW'S WORLD
ORNETTE FT MIKE LADD
FRANÇOIS & THE ATLAS
PATRICK WATSON
BERTRAND BELIN
NICOLAS JAAR
HERMAN DUNE
NINA SIROINE
BOB DYLAN
WYNN COVE
MAYNARD
JO NATAE
CAT POWER
JAN HAMMER
EARTH KITT
IRON B WINE
EDEN ABHEZ
THE NATIONAL
WHITEST BOY ALIVE
MENAHAM STREET BAND
ANTONY & THE JOHNSON
THEOPHILUS LONDON
BOARDS OF CANADA
HENRI PIERRE NOËL

nova RECORDS
nova LE ORIGINAL MIX
www.novaplanet.com
iTunes
PARIS PREMIERE

«Je viens d'avoir ton message. Oh, mon petit bébé d'amour, j'espère que tu vas bien.»

Texto kromignon du prince William à Kate Middleton, dont le téléphone a été piraté en 2006 par le tabloïd *News of the World*, a révélé hier le procureur au cours du procès des écoutes pratiquées par le groupe Murdoch.

GUY BEDOS



YANN D'ARNAUD

“
Je recule devant Internet par paresse»

«J'ai une résistance quasi philosophique à Internet. La relation presque chanelle qu'entretennent désormais la plupart des gens avec leur smartphone me choque et je suis sidéré de voir ce que cela représente dans la vie des gens, à commencer par mon proche entourage. Je pense que le numérique constitue un danger pour le livre et je ne peux envisager la lecture autrement que sur papier. J'utilise encore un téléphone de vieux, sans me servir des textos. Je recule devant Internet, avec sans doute un rien de paresse dans mon attitude. Je n'y vais pas. Du moins, pas encore...»

DÉBAT D'IP

Par ERWAN CARIO

Internet, c'est comme Noël, ça sent le sapin

Pour cette dernière chronique de l'année, on aimerait bien arrêter de ronchonner à propos des agressions répétées contre Internet qu'on affectionne, de l'exploitation décomplexée des données personnelles ou des gadgets high-tech qui semblent parfois pensés pour être superflus. On aimerait bien arrêter de ronchonner à propos des agressions répétées contre Internet qu'on affectionne, de l'exploitation décomplexée des données personnelles ou des gadgets high-tech qui semblent parfois pensés pour être superflus. On aimerait bien arrêter de ronchonner à propos des agressions répétées contre Internet qu'on affectionne, de l'exploitation décomplexée des données personnelles ou des gadgets high-tech qui semblent parfois pensés pour être superflus.

Mais finir l'année en sifflant gaielement *Jingle Bells* pour être raccord avec l'esprit de Noël, ce serait un peu vite oublier que 2013 a été une année complètement moisie pour Internet et ses utilisateurs. Peut-être la pire

depuis l'invention du réseau mondial. En première ligne, bien sûr, le système de surveillance généralisée mis en place par les États-Unis et révélé par le lanceur d'alerte Edward Snowden. Depuis juin, nous savons que toute communication électronique pouvait potentiellement être interceptée, que toute donnée confiée à un grand opérateur américain pouvait être récupérée par la NSA. Une rupture sans précédent dans le contrat tacite qui liait les infrastructures numériques et leurs utilisateurs : celui de la confidentialité des échanges.

Et nous continuons presque comme si de rien n'était, persuadés que le nuage de la surveillance s'arrête à la frontière de notre ordinateur à nous. Certains pourtant, comme Ladar Levison, qui a préféré saborder son entreprise de gestion de mails, Lavabit, après avoir dû livrer des informations sur le compte de Snowden aux autorités américaines, ne cessent de nous prévenir de la gravité de la situation : «Si vous saviez ce que je sais à propos des mails, vous aussi, vous arrêteriez peut-être de les utiliser.» On fait comment, du coup ? Il ne reste plus qu'à espérer que 2014 nous apporte une réponse. ◆

2

C'est, en euros, le futur prix du Monde et, en millions d'euros, la perte nette que devrait enregistrer le groupe en 2013, selon le président du directoire, Louis Dreyfus. Cette perte était de 1,1 million d'euros en 2012. Ce déficit est notamment dû à l'imprimerie du groupe (3 millions d'euros de pertes) et à des recettes publicitaires en baisse. Les filiales *Télérama* et *Le Monde* interactif sont, elles, bénéficiaires. Dès janvier, le *Monde* passera à 2 euros, contre 1,80 euro aujourd'hui. Parmi les axes de développement, le groupe prévoit de nouveaux produits numériques et de l'événementiel.

«Courrier international» vote la défiance envers sa direction

Les salariés de *Courrier International* ont voté hier soir la défiance contre leur direction, à 63,5% des voix pour, 26,5% contre et 10% d'abstentions. En cause : l'absence de «projet d'entreprise et de plan de relance éditoriale», écrivent-ils sur le compte Twitter «Sauver Courrier». L'hébdô du groupe *Le Monde* négocie actuellement un plan social qui concerne 16 suppressions de postes de titulaires et 27 postes de pigistes permanents.

A LA TELE CE SOIR

TF1

20h50. **Masterchef. La finale.** Divertissement présenté par Carole Rousseau. 23h25. **Masterchef se met à table.** Magazine. 0h40. **Trafic info.** 0h45. **Confessions intimes.** Magazine. 2h25. **Confessions intimes.** Magazine.

FRANCE 2

20h45. **Deux flics sous les docks.** Série française : *Les anges brisés*. Lignes blanches. Avec Jean-Marc Barr, Bruno Solo. 23h55. **Tirage de l'EuroMillions.** 0h05. **Un jour, un destin.** Mireille Darc, blessures intimes. Documentaire. 1h25. **Vestiaires.**

FRANCE 3

20h45. **300 chœurs pour les fêtes.** Les artistes font leur show. Divertissement. 23h00. **Météo.** 23h05. **Soir 3.** 23h35. **Docs interdits.** *La guerre d'Hollywood 1939-1945 (2/2)*. Sur tous les fronts. Documentaire. 0h50. **En quête de preuves.** Série.

CANAL +

20h55. **Le débarquement.** Spectacle de Renaud Le Van Kim. Avec Jean Dujardin, Gilles Lellouche. 22h45. **Populaire.** Comédie dramatique française de Régis Roinsard, 111mn, 2012. Avec Romain Duris, Déborah François. 0h30. **De l'autre côté du périph.** Film.

ARTE

20h50. **Tom Sawyer.** Téléfilm d'Hermine Huntgeburth. Avec Louis Hofmann, Léon Seidel. 22h35. **Breaking bad.** Série américaine : *Divergence*. Heisenberg. *Un nouveau jour se lève.* Avec Paul Aaron, Bryan Cranston. 0h55. **Pink Floyd - Behind the wall.**

M6

20h50. **NCIS : Enquêtes spéciales.** Série américaine : *Chasse aux sorcières (2/2)*. Jouer avec le feu (*1re & 2e Partie*). Roman meurtrier. Jeu de dupes. Avec Mark Harmon, Michael Weatherly. 1h10. **Starfloor 2013.** Musique. 2h20. **Météo.** 2h25. **M6 Music.**

FRANCE 4

20h45. **Gad Elmaleh : Décalages.** Spectacle. 22h20. **Élie Kakou au Dôme de Marseille.** Spectacle. 80mn. 23h40. **Nuits 4.0 - Plus noire sera la nuit.** Spectacle. 2h25. **Consomag.** 2h30. **Francofolies 2012.** General Elektris. Spectacle.

FRANCE 5

20h40. **On n'est pas que des cobayes !** Magazine. 22h25. **C dans l'air.** Magazine présenté par Yves Calvi. 23h30. **Dr CAC.** 23h35. **Entrée libre.** Magazine. 23h55. **200 km à la ronde.** 3/6. Documentaire. 0h45. **Le secret des sept sœurs.**

LES CHOIX



La peur du chat

France 5, 20h40

«Les chats ont-ils vraiment peur de l'eau ?» Cette expérience a occasionné huit morts dans *On n'est pas que des cobayes*.



La peur du vide

TF1, 20h50

Alors que *Masterchef* se termine ce soir par la victoire de Marc (sur les paris, on est chaud), une question : c'est quand, *Top Chef* ?



La peur du bide

Canal+, 20h55

On avait vraiment très peu ri l'an dernier pour la première édition, rira-t-on plus cette année devant *Le Débarquement* ?

PARIS 1ERE

20h40. **La revue de presse.** Au théâtre Daunou, à Paris. Divertissement présenté par Jérôme De Verdière. 22h55. **Victoria's Secret : défilé 2013.** Spectacle. 23h50. **Comment playboy a changé le monde.** Documentaire. 1h25. **Playmates !**

TMC

20h45. **Hercule Poirot.** Téléfilm britannique : *Les quatre.* Avec David Suchet, Hugh Fraser. 22h50. **Hercule Poirot.** Le Noël d'Hercule Poirot. Le meurtre de Roger Ackroyd. Téléfilm. 1h00. **Suspect N°1.** 4 reportages. Magazine.

W9

20h50. **Enquête d'action.** Noël : attention aux arnaques ! Magazine. 22h45. **Enquête d'action.** Fête, alcool et dérapages : un réveillon sous haute tension. Magazine. 0h00. **Enquête d'action.** 2 épisodes. Magazine.

GULLI

20h45. **Casper le nouveau défi.** Film d'animation américain de Owen Hurley et Kris Zimmerman, 84mn, 2000. 22h15. **Elf-man.** Téléfilm américain. Avec Jeffrey Combs, MacKenzie Astin. 23h40. **Air bud 5.** Téléfilm. 1h10. **Fais-moi peur !** Série.

NRJ12

20h50. **Sauveur Giordano.** Téléfilm français : *Doubles vies.* Avec Pierre Arditi, Rosemarie La Vaullée. 22h40. **Sauveur Giordano.** Téléfilm français : *Transports dangereux.* Avec Pierre Arditi, Rosemarie La Vaullée. 0h30. **Sauveur Giordano.**

D8

20h50. **Le grand bétisier de Noël.** Divertissement présenté par Justine Frailot et Bernard Montiel. 22h35. **Le grand Zap de Noël.** Divertissement. 0h25. **Programmes de nuit.**

NT1

20h45. **Fringe.** Série américaine : *Adam et Eve.* Chaque chose à sa place. Avec Joshua Jackson. 22h30. **The walking dead.** Les meilleurs anges de notre nature. Près du feu mourant. Série. 0h10. **La tempête du siècle.**

D17

20h50. **Pretty little liars.** Série américaine : *Secret originel.* Faites vos jeux, rien ne va plus. La surprise tombe à l'eau. Avec Troian Avery Bellisario. 23h15. **Enquête très spéciale.** 2 épisodes. Documentaire.

Libération est habilitée aux annonces légales et judiciaires pour le département 75 en vertu de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2012 1116659
VOLTA ENVIRONNEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 50 000 euros
Siège social : 43 avenue Marceau 75016 PARIS
791 083 777 RCS PARIS
Le 2 décembre 2013, l'AGE a nommé Commissaires aux comptes : 1°) Titulaire : M. Georges Marc SMADJA 65 rue Pierre Joigneux 92600 ASNIERES SUR SEINE, en remplacement de la société HCA, démissionnaire. 2°) Suppléant : M. Pierre DEVOS 54 Avenue Kleber 75116 PARIS, en remplacement de M. Paul NAIM, démissionnaire.
Mention faite au RCS de PARIS.



LIBÉRATION
www.libération.fr
11, rue Béranger 75154 Paris
cedex 05
Tél. : 01 42 75 17 89
Edité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 8 726 182 €.
11, rue Béranger,
75003 Paris
RCS Paris : 382 028 199
Durée : 50 ans
à compter
du 3 juin 1991.
Cogérants
Nicolas Demorand
Philippe Nicolas
Associée unique
SA Investissements Presse
au capital de 18 098 355 €.

Directoire
Nicolas Demorand
Philippe Nicolas
Directeur de la publication
Nicolas Demorand
Directeur de la rédaction
Fabrice Rousselot

Directeurs adjoints de la rédaction
Stéphane Aubert
Sylvain Bouteau
Eric Decouty
François Sergent
Alexandra Schwartzbrod
Directrice adjointe de la rédaction,
chargée des N° spéciaux
Béatrice Vallières
Rédacteurs en chef
Christophe Boulard (tech)
Olivier Costemalle
(éditions électroniques)
Gérard Lefort
F. Marie Santucci (Next)
Directeurs artistiques
Alain Blaise
Martin Le Chevallier
Rédacteurs en chef adjoints
Bayon (culture)
Michel Becquembourg
(édition)
Jacky Durand (société)
Mathieu Ecoffier
(politique)
Jean-Christophe Féraud
(éco-futur)
Elisabeth Franck-Dumas
(culture)

Florent Latrive (éditions électroniques)
Luc Paillon (économie)
Mina Rousabah (photo)
Marc Semo (monde)
Richard Poirot
(éditions électroniques)
Fabrice Drouzy (spéciaux)
Gérard Thomas (monde)
Directeur administratif et financier
Chloé Nicolas
Directrice de la communication
Elisabeth Laborde
Directeur commercial
Philippe Vergnaud
diffusion@liberation.fr
Directeur du développement
Pierre Hivernat
ABONNEMENTS
Marie-Pierre Lamotte
03 44 62 52 08
societe@liberation.fr
abonnements.libération.fr
Tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 371€.

PUBLICITÉ

Directeur général de Libération Médias
Jean-Michel Lopes
Tél. : 01 44 78 30 18
Libération Médias, 11, rue
Béranger, 75003 Paris.
Tél. : 01 44 78 30 68
Amaury médias
25, avenue Michelet
93405 Saint-Ouen Cedex
Tél. : 01 40 10 53 04
hpiat@amaurymedias.com
Petites annonces.Carnet.
IMPRESSION
Cila (L'Héric), Cmp
(Gallargues), Midiprint
(Nancy), PCP (La Courneuve)
Imprimé en France
Tirage du 19/12/13 :
115 829 exemplaires.
Membre de OJD-Diffusion
Contrôle, CIPP : 115C
80004, ISSN 0335-1793
Nous informons nos
lecteurs que la
responsabilité du journal
ne saurait être engagée en
cas de non-restitution de
documents.
« Pour joindre un journaliste,
envoyez-lui un email initial
du prénom.nom@liberation.fr »

SUDOKU 2314 SUPÉRIEUR

				4	9			
5			9		3	6	7	
2	1							
3	7	1						
4				8		3		
	3		7	9	6	8		
						2		
8			2					

SUDOKU 2313

7	2	8	6	5	1	9	4	3
9	4	3	7	8	2	1	5	6
5	6	1	3	4	9	2	7	8
6	7	4	2	9	3	5	8	1
3	9	5	1	7	8	4	6	2
8	1	2	4	6	5	7	3	9
4	3	6	9	2	7	8	1	5
1	8	9	5	3	4	6	2	7
2	5	7	1	6	3	9	4	8

MOT CARRÉ 2313

I	C	R	J	O	E	U	S	A
S	E	J	U	I	R	A	C	O
A	U	O	R	P	C	T	I	E
O	R	E	A	C	S	J	U	I
J	A	C	O	U	I	E	R	S
U	I	S	R	E	J	O	A	C
E	J	A	I	R	C	O	U	I
R	S	U	C	J	O	A	I	E
C	O	I	E	A	U	S	J	R

MOT CARRÉ 2314

S		R				E				D
				T						
R		I				D				J
A		S				I				T
		J	A	R	D	T				
D				N						R
		N				A				

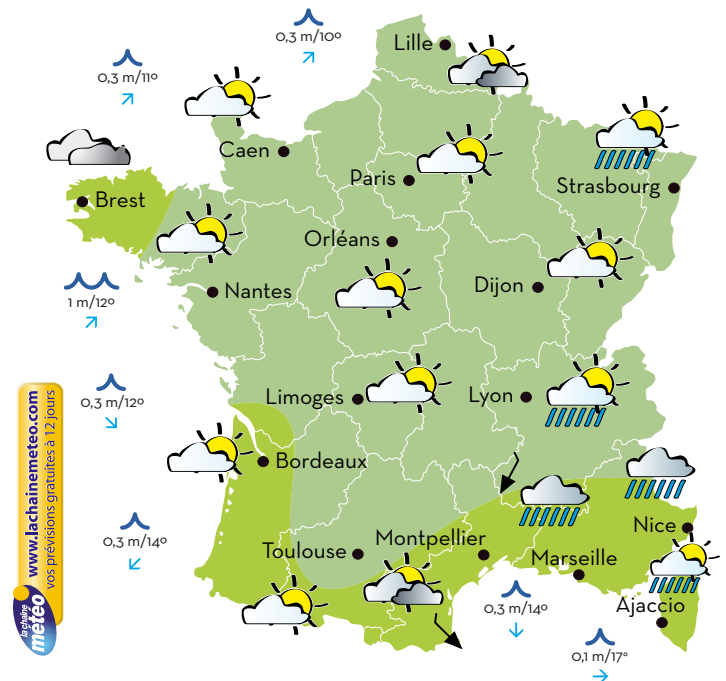
Coins de terrains à travailler.

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

VENDREDI 20

LE MATIN La perturbation peine à quitter notre pays et donne encore de la pluie sur l'est et de la neige en montagne. Les pluies sont plus fortes sur la Provence.

L'APRÈS-MIDI Le temps est agréable et ensoleillé sur une grande moitié ouest du pays mais les pluies persistent, bien qu'en atténuation sur le sud-est.



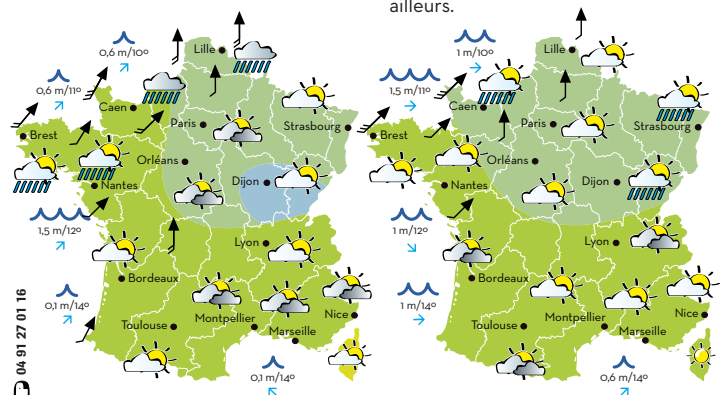
FRANCE	MIN/MAX	FRANCE	MIN/MAX	SÉLECTION	MIN/MAX
Lille	2/9	Dijon	2/7	Alger	11/15
Caen	3/10	Lyon	1/8	Bruxelles	1/8
Brest	7/12	Bordeaux	5/11	Jérusalem	7/17
Nantes	2/10	Ajaccio	9/15	Londres	4/10
Paris	1/9	Toulouse	2/8	Berlin	1/8
Nice	8/12	Montpellier	5/13	Madrid	1/10
Strasbourg	0/8	Marseille	8/13	New York	1/6

SAMEDI 21

Les pluies se décalent vers l'est, alors que le soleil résiste en Alsace et sur les Alpes.

DIMANCHE 22

Les pluies persistent sur l'est du pays, sous des températures de saison. Alternance de nuages et éclaircies ailleurs.



Soleil	Éclaircies	Nuageux	Couvert	Faible	Calme
Averses	Pluie	Orage	Neige	Modéré	Peu agitée
				Fort	Agitée

-10°/0°	1°/5°	6°/10°	11°/15°	16°/20°	21°/25°	26°/30°	31°/35°	36°/40°
---------	-------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

Noël en avant-première !



40 ans, le livre anniversaire
Le roman d'un journal...
le récit d'une époque.
Quatre décennies de
journalisme à travers
ce beau livre de
300 pages d'enquêtes,
de témoignages et
de photos inédites.

139,90€
seulement
au lieu de 316,50€**

Offrez ou offrez-vous
Un abonnement à Libération
+ Libé 40 ans, le Livre anniversaire
À un tarif exceptionnel

Bulletin d'abonnement

À découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à
Libération abonnements - 45 avenue du Général Leclerc - B590 - 60643 Chantilly cedex

Oui, je profite de l'offre spéciale Noël de Libération :
Un abonnement de 6 mois pour **139,90€ seulement** au lieu de **316,50€****.

Je recevrai le quotidien Libération, livré chez moi* du lundi au vendredi + Libération week-end + le mensuel Next + tous les services et contenus numériques en accès libre (web, iPhone, iPad) + le **livre anniversaire, 40 ans**.
Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____

E-mail : _____ @ _____

Ci-joint mon règlement :

☐ Chèque à l'ordre de Libération

☐ Carte bancaire N° _____

Expire le _____ mois _____ année _____

Cryptogramme _____

les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire

► Vous pouvez commander par téléphone : 03 44 62 52 08 - code AP40ans

Date et signature obligatoires

*Par partage dans plus de 500 villes de France (voir le site : abo.libération.fr).
Offre réservée aux particuliers et valable jusqu'au 31/12/2014 exclusivement pour un nouvel abonnement en France métropolitaine. **Sans pouvoir acquiescer séparément chaque numéro de Libération pour 1,80 € en semaine, 2,50 € le samedi et 3,50 € une fois par mois, lorsqu'il est accompagné du magazine NEXT, le livre des 40 ans pour 39 € + 7 € de frais de port. La livraison est assurée par porteur avant 7h30 dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations recueillies sont destinées au service de votre abonnement et, le cas échéant, à certaines publications partenaires. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de nos publications cacher cette case ☐

Gaia, un œil sur le cosmos

Une fusée Soyouz a décollé hier de Kourou, emportant le nouveau et puissant télescope de l'Agence spatiale européenne. Il va réaliser un catalogue en trois dimensions de plus d'un milliard d'objets célestes.

Par **SYLVESTRE HUET**
Envoyé spécial à Kourou

Hier, Arianespace a lancé vers les étoiles, à l'aide d'une fusée Soyouz décollant de l'astroport de Kourou, le rêve d'Hipparque. L'astronome grec qui, il y a plus de deux mille ans, a dressé la première carte cosmique. Un télescope de deux tonnes, Gaia, capable de dresser la carte en trois dimensions de plus d'un milliard d'étoiles de notre galaxie, la Voie lactée. Avec cette mission, l'Agence spatiale européenne offre un formidable cadeau aux astrophysiciens du monde entier. Son catalogue d'astres, prévu pour 2021, répond en effet aux premières des questions astronomiques : où sont les étoiles, quels sont leurs mouvements, comment brillent-elles ? Le tout avec une précision diabolique, puisque Gaia peut distinguer un objet de la taille d'un cheveu – à condition qu'il brille – à 700 km, vante Arianespace, le constructeur de l'engin. Le télescope va d'abord faire un long voyage. Après deux jours sur une orbite

d'attente, Frégat, le quatrième étage de Soyouz, va le propulser vers le «point de Lagrange n°2» du système gravitationnel Soleil-Terre. Un lieu nommé L2, situé à 1,5 million de kilomètres de la planète, pile poil dans la direction opposée au Soleil. Un lieu mobile, puisqu'il suit la Terre dans sa révolution annuelle autour de notre étoile. Gaia va voguer un mois vers cette région où les forces gravitationnelles créent un point spécial, autour duquel on peut maintenir un objet à moindre frais de propulsion. Gaia sera positionné sur une «orbite de Lissajous», précise l'astronome François Mignard (CNRS, Observatoire de la Côte d'Azur), autour de L2. Une orbite d'allure bizarre, dont le diamètre peut culminer à 200 000 km, mais qui n'exige que de toutes petites corrections.

Un point de vue idéal sur l'Univers

Pourquoi aller si loin ? C'est que L2 offre un point de vue idéal sur l'Univers, déjà utilisé par les télescopes Planck et Herschel de l'ESA. De là, le télescope peut tourner le dos en permanence au Soleil. Pour un double gain : il lui montre sans interruption ses panneaux photovoltaïques pour son alimentation électrique

et ces mêmes panneaux, une corolle de dix mètres de diamètre autour du télescope, lui servent de pare-soleil. Du coup : stabilité thermique, éloignement des pollutions lumineuses et radiatives de la Terre, de la Lune et du Soleil..., l'idéal pour un astronome. Gaia va se mettre en rotation sur lui-même, en six heures, avec ses petits moteurs à azote froid. En combinant ce mouvement et la révolution autour du Soleil, il pourra scruter tout le ciel, plusieurs fois par an. En cinq ans, «durée nominale de la mission», explique Philippe Garé, de l'ESA, chaque objet sera observé 70 fois.

La méthode de la parallaxe

Gaia est un curieux cocktail de vieille méthode et de haute technologie. Il met en œuvre une méthode géométrique inventée à l'aube de l'astronomie pour calculer la distance à la Terre des étoiles proches : la parallaxe. Le mouvement apparent d'étoiles proches sur le fond du ciel est dû en réalité au déplacement du télescope sur son orbite autour du Soleil. Un calcul trigonométrique fournit une mesure directe de la distance des objets du cosmos, indépendante de

la luminosité de l'astre. C'est lui qui sert de socle à l'arpentage du cosmos, jusqu'à ses confins. Sa précision fonde et limite toutes les observations plus lointaines, là où l'analyse de la lumière des astres, décalée vers le rouge par l'expansion de l'Univers depuis 13,760 milliards d'années, constitue le seul moyen d'en évaluer la distance. Mais l'outil dépend de la capacité de l'observation à distinguer deux positions très proches l'une de l'autre sur le ciel.

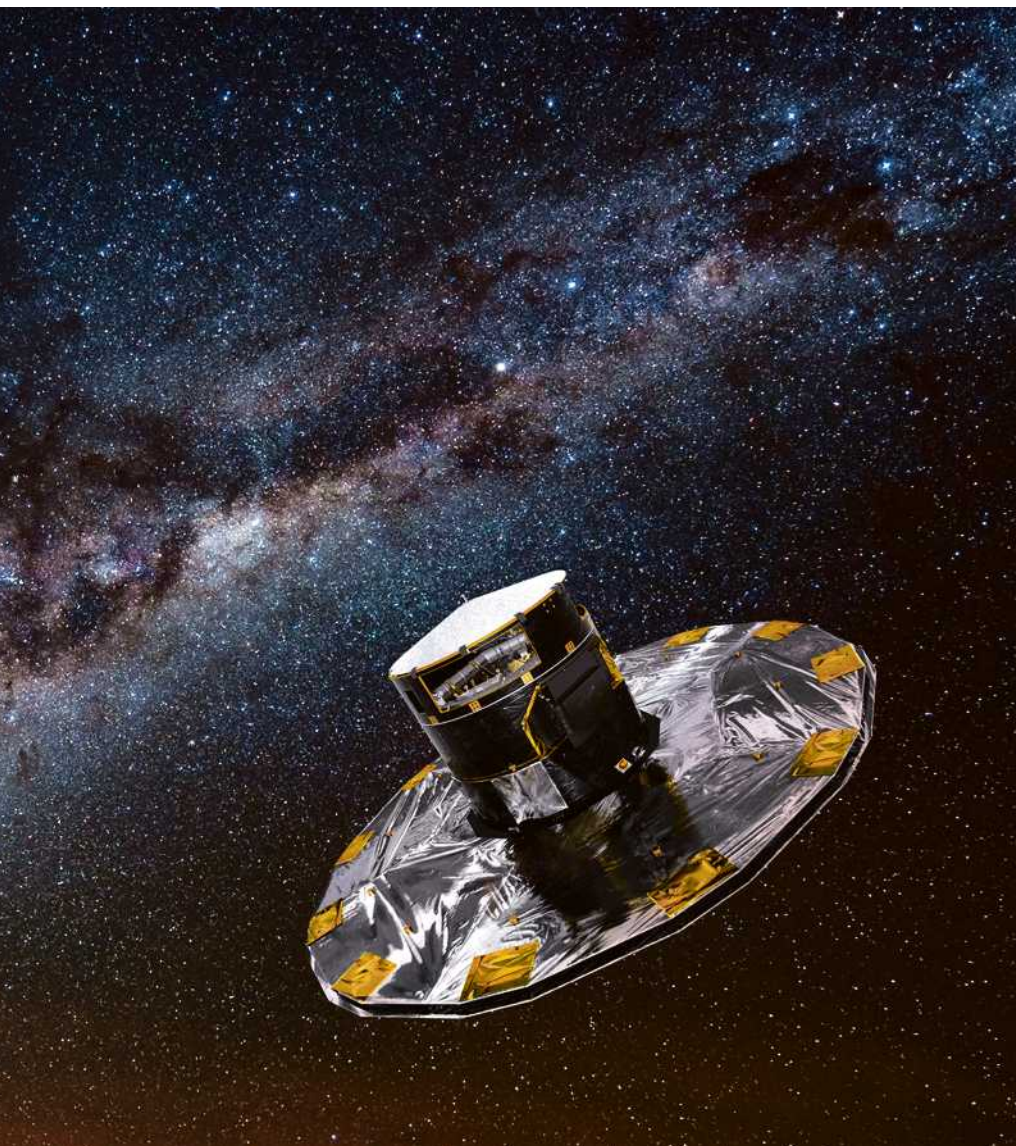
Hipparque n'avait que son œil et quelques outils rudimentaires pour le guider. Seules des étoiles proches pouvaient révéler leur distance. Le premier télescope spatial à utiliser cette technique fut européen, sur une idée du Français Pierre Lacroute, émise dès 1967. Baptisé Hipparcos, lancé en août 1989 par Ariane, depuis Kourou, il a fonctionné jusqu'en 1993. Ses catalogues publiés en 1997 ont changé la vision de la forme de notre galaxie, autorisé des calculs plus précis des trajectoires d'étoiles, apporté une contribution au calcul de l'âge et de la taille de l'Univers.

Fort de ce succès, dès l'an 2000, l'ESA accepte la demande des astrophysiciens d'un nouveau télescope, Gaia «capable

Vue d'artiste de Gaia sur fond de Voie lactée. Lancé hier par une fusée Soyouz depuis Kourou, ce télescope peut distinguer des objets de la taille d'un cheveu à 700 km de distance.

PHOTO B. FUGATE (FASORTRONICS).
ESO





de voir des objets 400 000 fois moins lumineux que ceux visibles à l'œil nu», lance Frédérique Arenou (CNRS, Observatoire de Paris). Comparer Gaia à Hipparcos explique l'enthousiasme des 400 scientifiques, dont une centaine en France, qui vont traiter ses observations. Hipparcos voyait assez net jusqu'à 3000 années-lumière pour l'opération parallaxe au maximum de précision ? Gaia ira dix fois plus loin. Le catalogue du premier comptait 120 000 étoiles, un seul quasar (un trou noir massif au cœur d'une galaxie lointaine) et zéro galaxie. Celui de Gaia comptera «un milliard d'étoiles (1% de la Voie lactée), un million de galaxies, 500 000 quasars, des milliers d'exoplanètes de la taille de Jupiter et 300 000 astéroïdes du système solaire», précise Arenou. Les quasars fourniront le «système de référence» pour cartographier l'Univers. Le milliard d'étoiles va livrer sa position mais aussi son mouvement – direction et vitesse – et sa luminosité, tandis que le spectre de 150 millions d'étoiles sera établi. De quoi faire l'archéologie de notre galaxie, élucider les mystères de son centre, étudier l'évolution des étoiles – moteur de la transfor-

mation chimique du cosmos. Cartographier la matière noire dont la nature demeure inconnue. Et même tester la relativité générale d'Einstein avec une précision inédite en mesurant la déviation de la lumière des étoiles par les déformations gravitationnelles de l'espace-temps. Pour atteindre ces performances, il fallait pousser la technologie à ses limites extrêmes pour cette mission «d'ingénieurs», souligne Jean-Yves Le Gall, le PDG du Cnes, l'Agence spatiale française. Miroirs, structure du télescope, caméra, analyse des mesures, Gaia innove au point d'écraouiller toute concurrence actuelle ou future. Son catalogue servira de base à toute mesure astronomique pour une trentaine d'années. Les deux miroirs du télescope focaliseront la lumière sur un détecteur d'un demi-mètre carré – le plus grand jamais envoyé dans l'espace – doté d'un milliard de pixels, refroidis à -113 °C. Miroirs et structures sont en carbure de silicium, une spécialité de l'entreprise Boostec, installée près de Tarbes, leader mondial de cette technologie. Deux horloges atomiques, lui donnent le «top» à 15 nanosecondes près. Mise en

abime technique: pour ne pas dégrader la mesure du télescope, il faut connaître la position de Gaia dans l'espace à 150 mètres près... ce qui sera assuré par observation au télescope depuis le sol, chaque jour.

«Deux mille ans de musique en continu»

Avec Gaia, l'astronomie spatiale entre dans le régime du big data. Le «déluge de données» se chiffre au «petaoctet, l'équivalent de 220 000 DVD, ou deux mille ans de musique en continu», précise Véronique Valette, ingénieure au Cnes Toulouse. «Impossible de traiter le volume de données transmises avec des bases de données classiques, nous avons choisi la technologie libre Hadoop, que les géants du Net, Google ou Facebook, utilisent». Quant à la force de calcul nécessaire, une image permet de l'estimer: «Si on consacrait une seconde à chaque étoile, il faudrait trente ans de calculs», ironise-t-elle. Le centre mis en place à Toulouse par le Cnes devra atteindre les 60 téraflows (mille milliards d'opération par seconde). Cerise sur le gâteau, Gaia a respecté son budget: 740 millions d'euros, dont 440 pour le satellite et 64 pour le tir. ◆

NUCLÉAIRE Cinq livres récents pour alimenter le débat.

L'atome sous tous les angles

Le choix de l'électronucléaire continue de soulever polémiques et débats, rapports et slogans. Cinq livres récemment sortis en librairie abordent le sujet de manières très diverses.

François Lévêque, professeur d'économie à Mines ParisTech, nous présente, avec *Nucléaire On/Off* (éd. Dunod, 270 pp., 26 euros), son «analyse économique d'un pari». Il étudie la «malédiction des coûts croissants» qui semble frapper le nucléaire, passe au crible les annonces de coûts de différentes énergies et conclut que, même au pays du nucléaire, ce dernier demeure un pari qu'un seul accident majeur avec dissémination massive de radioactivité suffirait à perdre. Mais l'intérêt de l'ouvrage réside aussi dans le grand nombre d'informations sur le nucléaire mondial, l'analyse comparée des systèmes de sûreté américain et français, la dénonciation de la collusion entre industriels et autorités de sûreté au Japon, ou la mise en évidence des impasses de l'intermittence des énergies solaire et éolienne. Le penchant matheux de l'auteur le conduit à surestimer l'intérêt des études probabilistes pour le risque nucléaire, mais son explication de la vente de réacteurs russes à la Turquie ou au Vietnam vaut le détour. L'ouvrage de Lévêque se veut une contribution raisonnable au débat public. Mais peut-il l'être ? On en doute, à la lecture du livre d'Alain Michel, *Dompter le dragon nucléaire* (254 pp., 26,80 euros, éd. P.I.E. Peter Lang), qui se veut une navigation à travers «réalités, fantasmes et émotions dans la culture populaire» sur la question. Très documenté, écrit par un ingénieur belge connaissant le sujet de l'intérieur, il donne une vision très personnelle de l'opposition entre partisans et adversaires du nucléaire depuis un demi-siècle. Des affrontements marqués par la violence et le poids du non-dit dans la formation des opinions publiques. Pourquoi le mouvement antinucléaire, annoncé comme majeur par le sociologue Alain Touraine, a-t-il échoué ? Sezin Topcu pose la question dans *la France nucléaire* (346 pp., 21 euros, éd. du Seuil) et s'interroge sur «l'art de gouverner une technologie contestée». Son analyse du flux et reflux des mouvements antinucléaires ne répond pourtant pas à la question centrale: pourquoi l'opinion française, dans sa majorité, ne les suit-elle pas ? Foin des analyses, voici de l'information annoncée comme «objective, neutre et étayée». C'est l'autoprésentation de *Nucléaire, le vrai du faux*, écrit par Frédéric Denhez (153 pp., 12,90 euros, éd. Delachaux et Niestlé). Un dictionnaire du nucléaire écrit d'une plume alerte, assez acérée pour démasquer les contradictions des discours simplistes, mais parfois trop concise pour les problématiques les plus complexes. Dans une veine opposée, Dominique Leglu, Monique et Raymond Sené offrent les *Dossiers noirs du nucléaire français* (248 pp., 20 euros, Presses de la Cité). Ils reviennent longuement sur les incidents et accidents survenus dans les réacteurs d'EDF et souhaitent un arrêt rapide de cette technologie.

S.H.

PORTRAIT MICHEL SAPIN



Inverseur (temporaire?) de la courbe du chômage, le ministre du Travail réalise un quasi sans-faute. Tremplin?

L'employé de l'année

Par GRÉGOIRE BISEAU
Photo YANN RABANIER

C'est le problème avec les bons élèves. On a toujours la tentation de les ranger dans deux catégories : les énervants et les lisses. Michel Sapin n'est ni l'un ni l'autre. Bon élève oui, polar un peu. Content de lui, sûrement. Et très copain avec le maître d'école (en l'occurrence François Hollande), évidemment. Forcément ça éveille quelques jalousies de cour de récréation. Mais force est de reconnaître que le bulletin du ministre du Travail est beau comme celui d'Agan du Petit Nicolas. Une sorte de sans-faute, assez paradoxal dans un pays à plus de 3 millions de chômeurs. Il y a quelques mois déjà, il avait écrit à Hollande sur un petit bout de papier que la courbe du chômage s'inverserait bien au mois d'octobre 2013. Bingo. C'est bien en octobre que le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a réellement baissé. Puis, il est allé décrocher à Bruxelles un accord introuvable sur les travailleurs détachés. Et enfin, il a manœuvré pour faire aboutir un compromis sur la formation professionnelle. « Pour lui, le dialogue social n'est pas juste une opportunité, c'est une véritable conviction », assure Laurent Berger (CFDT).

Si on ajoute à cela que l'intéressé n'a pas été pris en flagrant délit de gros couac gouvernemental, on comprend pourquoi il figure en bonne place du tableau d'honneur. Evidemment on lui prête l'envie de viser plus loin. Tournez votre regard vers Matignon. Lui, laisse dire, pas mécontent de devenir un prétendant crédible à la succession de Jean-Marc Ayrault. Il souffle un peu sur les braises de son ambition. « J'ai encore quatre mois de travail pour faire voter la future loi sur la formation professionnelle... », dit-il. Dans la modulation de sa voix, on entend les trois points de suspension de la fin de sa phrase. Michel Sapin nous laisse entendre qu'après les européennes de mai, il aura alors fini ses devoirs. Et qu'il veut bien changer de classe. Mais pas à Matignon, jure-t-il, le cœur sur la main. Juste parce que « ce ne serait pas rendre service » à son ami Hollande. « Pour protéger la fonction présidentielle, François a besoin d'une vraie distanciation avec son Premier ministre. Moi, je suis trop proche de lui. » Et puis ajoute-t-il : « Il y a une forme de relation sado-maso entre un président et son Premier ministre. On se fait forcément du mal. Moi, je n'ai pas trop envie de lui en faire, ni qu'il m'en fasse. »

Quand on rapporte ces propos à l'entourage de Hollande, c'est le grand éclat de rire. « Sapin est très habile, il se vend en disant partout que sa candidature est impossible », rigole

un proche du chef de l'Etat. Ce serait une habileté suprême. La coquetterie du candidat qui refuse de dire qu'il est candidat. « Une sorte d'avion furtif qui avance mais que personne ne voit venir », poursuit un dirigeant du Parti socialiste. En attendant, il est un des rares poids lourds du gouvernement à avoir milité en novembre auprès de Hollande pour le maintien d'Ayrault à Matignon. Mais il dit aussi : « Valls peut faire un très bon Premier ministre. » Pas folle la guêpe.

L'ambition de Sapin se construit sans réseau, ni écuries ni clubs. Rien. Un fief (la région Centre et sa circonscription de l'Indre) et quelques potes : François Hollande, bien sûr, Stéphane Le Foll et Bruno Le Roux. Et comme la cuisine de Solférino l'a toujours ennuyé, il n'y a pas d'ennemi non plus.

Il a traversé presque trente ans de vie politique, seul et tout droit. Il est devenu presque par hasard l'économiste du parti. Quand Pierre Bérégovoy lui propose de le remplacer à Bercy en 1992, Michel Sapin, normalien, passionné de civilisation grecque et latine croit à une bonne blague. Il ne connaît rien à l'économie. Encore aujourd'hui celui qui a eu la charge d'écrire le programme du candidat Hollande et qui adore gribouiller des courbes pour convaincre son interlocuteur du bien-

EN 7 DATES

9 août 1952 Naissance à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).
1981 Député de l'Indre.
1991 Ministre délégué de la Justice sous Cresson.
1992 Ministre de l'Economie et des Finances sous Bérégovoy.
1998 Président du conseil régional du Centre.
2000 Ministre de la Fonction publique sous Jospin.
2012 Ministre du Travail.

fondé de sa politique jure qu'il faut garder ses distances avec cette science économique qui n'en serait pas une. « La dictature des outils peut être terrible en économie », confie-t-il. Adhérent au PS en 1977, ce fils unique d'un ingénieur de droite et d'une mère au foyer socialiste n'a jamais cessé de rouler sur la file de la deuxième gauche. Avec un art déjà très hollandais de la synthèse. Un des seuls rocardiens compatibles avec Mitterrand. Un des seuls hollandais entretenant de bonnes relations avec Fabius ou Aubry. « C'est un démineur qui ne commet pas de faute, analyse Cambadélis. Il a toujours fait attention à ne pas antagoniser, à ne pas se mettre en avant. » Trop peut-être. Un ami : « Il a tendance à se cacher. Pour un ministre en charge du chômage, il devrait être au front. On devrait le voir et l'entendre beaucoup plus. » Une prudence tactique ou un réflexe de protection ? Stéphane Le Foll : « Sous la pression, c'est quelqu'un qui garde toujours son calme. Mais quand ça va bien, il n'exprime pas toujours les choses aussi fort qu'il faudrait les exprimer. » Pas très étonnant qu'il tombe dans les bras d'un Hollande, lui aussi avarié de mots.

En 1978, Hollande et Sapin sont reçus au concours de l'ENA. Ils partent au service militaire. Copains de chambre, ils se retrouvent pour un exercice. Ils sont largués en pleine nuit dans la forêt. Le retour à la caserne. Après plusieurs heures de marche, Hollande craque. Il lâche un « j'en peux plus » de désespoir. Sapin : « Donne-moi ton sac à dos, et prends mon fusil. » Depuis, ils ne se sont plus quittés. Il peut se prévaloir du titre de plus vieux des hollandais. Intimes ? « Non, si cela signifie pouvoir parler de son intimité », corrige Sapin. François est d'une incroyable pudeur. En trente ans, on n'a jamais évoqué d'histoires de filles. C'est inconcevable. » Il n'a pas coupé les ponts avec Ségolène Royal, et s'est rapproché de Valérie Trierweiler. Une sorte de pousse. Pour ses deuxièmes noces avec une journaliste des Echos, il avait choisi Hollande comme témoin. Et son épouse, Trierweiler. Difficile de faire mieux. Amoureux de poésie surréaliste et ésotérique, il assume son penchant pour la blague de cul graveleuse, tout en se revendiquant « féministe ». « La femme, c'est ce qui est arrivé de mieux à la vie politique. Les filles sont toujours gagnantes au bout du compte. Ce sont les mecs, les impuissants, pas les femmes. » Najat Vallaud-Belkacem, la gardienne du temple de la parité, confirme avoir trouvé en Michel Sapin un vrai soutien.

Ses besoins ? D'abord, en bon notable, revenir chaque week-end dans sa vieille maison familiale d'Argenton-sur-Creuse, où il conserve sa collection de 1500 très vieilles pièces de monnaie, commencée à ses 15 ans. Ensuite en été, pêcher le bar à île d'Yeu, sur son petit bateau. Tôt le matin et tard le soir. Seul ou accompagné. Enfin, enfiler des chaussettes roses. Il en a pris l'habitude depuis la fin de la primaire. Il en a toute une collection du rose pâle au violet. « J'ai peur que si j'arrête, ça me porte malheur. »